

Université de Montréal

Étude de la notion de pauvreté à travers le discours médiatique de la diaspora
haïtienne.

par
Joël Casséus

Département de sociologie
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en sociologie (M.sc).

Août 2005-08-25

© Joël Casséus, 2005



HD

4815

U54

2006

v. 007

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des Études supérieures

Ce mémoire intitulée :
Une analyse d'articles traitant de la pauvreté de trois journaux haïtiens de la diaspora
dans une perspective épistémologique critique de la notion de 'pauvreté' en sciences
sociales

présenté par
Joël Casséus

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Céline Lafontaine

.....
président-rapporteur

Anne Calvès

.....
directrice de recherche

Paul Sabourin

.....
codirecteur

Pierre-Joseph Ulysse

.....
membre du jury

Résumé

Le lecteur sera guidé au travers de ce mémoire dans une élaboration d'une analyse qualitative d'articles de journaux issus de journaux de la diaspora haïtienne ainsi que d'entrevues de journalistes haïtiens; analyse qui se donne comme mandat d'établir une connaissance de la société haïtienne. Pour ce faire, nous allons nous intéresser à la notion de « pauvreté » dans les articles de journaux. Cette notion sera étudiée comme une représentation sociale et non comme un concept. Cette notion a l'avantage de présenter l'organisation socio-symbolique de la société étudiée quant à ses visées intégratives. Ainsi, notre objet « pauvreté » est analysé selon sa pertinence comme représentation sociale de la société haïtienne par les journalistes haïtiens.

Nous proposons cette discussion sous la forme de quatre chapitres : théorique, épistémologique, descriptif et analytique. Chacun de ces chapitres va permettre de développer la question de recherche qui nous intéresse : les tensions entre les pays « pauvres » (la périphérie) et les pays du Nord (centre) que postule l'École de la dépendance risquent-elles de se manifester dans les discours des journalistes haïtiens relativement à la pauvreté dans leur pays?

Mots clés : Haïti, analyse de contenu, pauvreté, développement.

Abstract

This master thesis is an elaboration of a qualitative analysis of newspaper articles from Haitian newspapers as well as interview of Haitians journalists. The goal of this analysis is to establish a better understanding of Haitian society. To do this, we are going to stress a particular interest on the notion of “poverty” in our newspaper articles analysis. We are interested at “poverty” as a social representation rather than as a concept on its own. As a social representation, “poverty” has the advantage to present us with the socio-symbolical organization of the society that the analyst is studying; particularly its norms of social integration. So, “poverty” as our object is analyzed as a social representation of Haitian society by Haitian journalists.

Our analysis is presented here in four chapters: a chapter focused on our theory, an epistemological chapter, a chapter focused on the description of the qualitative data and a fourth chapter dedicated to the analysis of the qualitative data. Each of these chapters will try to focus on the research question that is our main concern: will the social representations set forth by the journalists (in their interviews and in their articles) will show the Haitian society divided between a presentation of its social morphology and a presentation of what that society “should be”; i.e. what development ideology wants Third World countries to be: a country of the First World.

Key words : Haiti, qualitative analysis, poverty, development.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE I : PROPOS ÉPISTÉMOLOGIQUE SUR LA NOTION DE « PAUVRETÉ » EN SCIENCES SOCIALES.....	14
2.1.-LANGAGE DE SENS COMMUN ET LANGAGE SCIENTIFIQUE.	16
2.1.1.- <i>Différence entre le langage de sens commun et le langage scientifique.</i> 16	
2.2.- HÉRITAGES THÉORIQUES D'UNE SOCIOLOGIE DE LA PAUVRETÉ.	20
2.2.1- <i>L'Histoire d'une notion.</i>	20
2.2.2.- <i>Simmel et Lewis</i>	24
2.3.- LA SOCIOLOGIE DE LA PAUVRETÉ CONTEMPORAINE.....	27
2.3.1.- <i>L'état des Lieux.</i>	27
2.3.2.- <i>La notion de pauvreté est une représentation sociale.</i>	30
CHAPITRE II : DÉVELOPPEMENT THÉORIQUE SUR LA QUESTION DE LA DÉPENDANCE ENTRE LE NORD ET LE SUD.....	34
3.1.- ANALYSE DES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES	35
3.1.1.- <i>Modes de production et formations sociales</i>	35
3.1.2.- <i>Le mode de production impérialiste, l'échange inégal et le développement du sous-développement.</i>	37
3.1.3.- <i>La bourgeoisie de la périphérie, courroie de transmission de la dépendance économique.</i>	40
3.2.- DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE À LA DÉPENDANCE IDÉOLOGIQUE?	42
3.2.1.- <i>Une tradition marxiste</i>	42
3.2.2.- <i>Une idéologie dominante</i>	44
3.2.3.- <i>La transmission d'un savoir du centre.</i>	45
3.3.- RÉCAPITULATION.	48
CHAPITRE III : DESCRIPTION DES DISCOURS JOURNALISTIQUES À PROPOS DE LA PAUVRETÉ.	49
I.- LE DISCOURS JOURNALISTIQUE : UNE INTRODUCTION.	51
1.1.- <i>Les médias comme appareils producteurs de sens.</i>	51
1.1.1.- <i>Une approche analytique représentationnaliste du discours : Pierre Bourdieu.</i>	51
1.1.2.- <i>Une approche analytique représentative du discours : Les 'cadres' de pensée.</i>	56
1.1.3.- <i>Une approche analytique réaliste du discours : l'hégémonie.</i>	58
1.2.- <i>Les médias comme 'quatrième pouvoir'</i>	59
II.- LE TRAVAIL JOURNALISTIQUE DE LA PRESSE HAÏTIENNE.....	61
<i>La Relation sociale d'entrevue : Les intervieweurs deviennent interviewés.</i>	62
2.1.- <i>Caractéristiques socio-démographiques des journalistes interrogés.</i>	64
2.2.- <i>Le journalisme</i>	67
2.3.- <i>Situation sociale, politique et économique en Haïti.</i>	78
III.- DESCRIPTION DES CONTENUS JOURNALISTIQUES.	85
3.1- <i>Haïti Progrès</i>	86

3.2- <i>Haïti en Marche</i>	94
3.2.- <i>Haïti Observateur</i>	102
<i>Synthèse</i>	107
VI.- RÉCAPITULATION COMPARATIVE.....	110
CHAPITRE IV : ANALYSE	122
4.1.- <i>Cadres et modélisation de la pensée</i>	122
4.2.- <i>Le champ journalistique</i>	124
4.3.- <i>Haïti Progrès</i>	128
4.4.- <i>Haïti en Marche</i>	132
4.5.- <i>Haïti Observateur</i>	135
SYNTHÈSE ET CONCLUSION	139
ANNEXES	CXLV
SCHÉMA D'ENTREVUE.....	CXLV
BIBLIOGRAPHIE.....	CLI

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU I : PRÉSENTATION DES HUIT RÉPONDANTS.....	65
TABLEAU II : SYNTHÈSE COMPARATIVE DE LA COMPOSITION DE LA FORME DES ARTICLES ANALYSÉS DANS L'ÉCHANTILLON DES ANNÉES 1999 ET 2000 POUR LES QUATRE JOURNAUX À L'ÉTUDE.....	107
TABLEAU III : SYNTHÈSE COMPARATIVE DES ENTITÉS SOCIALES LIÉES À LA REPRÉSENTATION DE LA PAUVRETÉ.....	110
TABLEAU IV : LOCALISATION SOCIALE DES DISCOURS SOUMIS À L'ANALYSE.....	127
TABLEAU V : SYNTHÈSE DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA PAUVRETÉ SELON LES TROIS JOURNAUX À L'ÉTUDE.....	139

LISTE DES FIGURES

<u>FIGURE 1</u> :.....	114
<u>FIGURE 2</u> :.....	117

Liste des abréviations

Les principales abréviations utilisées dans ce texte sont :

- **FMI** : Fond Monétaire International.
- **IBW** : Instituts de Breton Wood.
- **ONG** : Organismes non Gouvernementaux.
- **PAS** : Plans d'Ajustements Structurels.
- **TLK** : Mouvement des Petites Églises (*ti-légliz* en créole).

Remerciements

Contrairement au préjugé qui veut que le travail de quelqu'un est toujours l'aboutissement d'efforts individuels, celui-ci est toujours le fruit du labeur de plusieurs. En ce sens, il est impératif de remercier quelques personnes sans lesquelles la réussite de ce mémoire aurait été impossible. Mes parents et ma copine pour leurs encouragements continus et inébranlables malgré l'éclectisme de ma personne. Ma directrice la Dr. Calvès pour ses nombreuses corrections assidues, ses conseils et sa confiance en moi. Mon co-directeur le Dr. Sabourin qui m'a appris ce que peut être l'analyse qualitative et le marxisme. Le Dr. Doura- spécialiste en économie haïtienne- pour le temps qu'il a prît pour répondre à mes questions. Le Dr. Carpentier pour son soutien constant et son intérêt quant à mes développements pédagogiques. Les répondants que nous ne pouvons identifier pour des raisons évidentes de confidentialité sans qui ce mémoire aurait été impossible à réaliser. Le CIDHICA pour l'accès à leurs archives. Les gens d'Haïti avec qui notre pensée a toujours été. Finalement, les libertaires et antifascistes de partout dans le monde qui savent que nous gardons en nous tous un monde meilleur.

Introduction

Les pages qui suivent sont notre contribution à la connaissance de la société haïtienne. L'intérêt que nous portons quant à ce sujet s'explique certes par notre trajectoire sociale personnelle, mais aussi par un intérêt pour la compréhension d'une société qui semble être « en constante paupérisation » et dont la situation ne peut que révolter l'humanité : le dépérissement des conditions de vie de ces millions de femmes et d'hommes qui subissent les effets de la pauvreté quotidiennement, une pauvreté qui peut souvent dépasser l'entendement des habitants de pays plus riches.

La connaissance d'un phénomène, dans notre cas, la pauvreté en Haïti est un préalable nécessaire à toute action sociale visant à améliorer le sort des populations. Il n'y a pas de praxis sans compréhension et il ne devrait pas y avoir de compréhension sans praxis. Il faut donc - à notre avis - assurer une compréhension de la société haïtienne et du phénomène de la pauvreté en Haïti afin de déterminer sur quelles bases le changement et l'amélioration des conditions de vie pourraient s'effectuer dans le pays. La représentation de la pauvreté dans les médias haïtiens constitue un aspect essentiel de cette compréhension.

Stratification sociale et pauvreté en Haïti : mis en contexte historique

Haïti fut une des premières nations noires indépendantes. En 1804, les Haïtiens gagnèrent leur indépendance nationale et leur émancipation de leur statut d'esclave en vainquant les troupes de Napoléon. Il semble que depuis longtemps, Haïti- ou Ayiti selon l'appellation des Arawaks, les premiers habitants de l'île- a été marqué par le sceau de la violence : des pacifiques et amicaux Arawaks massacrés par Colomb et ses consorts à l'esclavage des Noirs d'Afrique dans les plantations jusqu'à la dictature sanguinaire des Duvaliers; le pays a connu son lot de souffrances et de peines. Les deux cents années d'histoire d'Haïti ne sont pas sans antagonismes profonds qui ont divisé les habitants du pays les uns contre les autres.

En 1804, alors que le pays gagne son indépendance dans une lutte de libération nationale livrée par les efforts conjugués des esclaves et des affranchis, s'établit dans le pays une division entre les anciens affranchis - qui sont la plupart du temps des mulâtres- et les anciens esclaves - qui sont la plupart du temps des Noirs-. La

répartition des terres au sein de la population de la nouvelle République suit le grade militaire, ce qui fait en sorte que beaucoup d'anciens esclaves qui étaient pour la plupart de simples soldats dans la lutte pour l'indépendance se retrouvent à exploiter des terres parcellaires ou à travailler comme ouvriers agricoles sur les terres des anciens affranchis¹.

Ce premier antagonisme entre anciens libres et nouveaux libres donnera place à ce que certains théoriciens ont appelé 'l'idéologie de couleur' en Haïti. Cette idéologie propose une division de la société haïtienne entre mulâtres et Noirs; les premiers domineraient les seconds en dehors d'explication de cette domination selon l'attribution économique ou la place dans la stratification sociale². Cet antagonisme posé en terme de pigmentation de la peau fut le cheval de bataille du mouvement de la négritude - le nationalisme noir du Tiers-Monde - ; mouvement que Duvalier reprit à son compte pour mettre en place une dictature qu'il légua à son fils à sa mort. Cette dictature resta en place jusqu'en 1986³.

Après la chute des Duvaliers, des dictatures militaires se succédèrent jusqu'à la victoire démocratique du mouvement Lavalas, le parti politique d'un prêtre des pauvres nommé Jean-Bertrand Aristide inspiré de la théologie de la libération. Le Lavalas fut porté au pouvoir par la société civile (incluant ONG, groupes populaires et petites-églises de base populaires) dont l'établissement fut possible par le départ de Duvalier fils. Encore une fois, la politique du Lavalas laissa Haïti dans une profonde dichotomie entre les partisans du prêtre des pauvres et ses opposants⁴. La constitution de ces ONG et des mouvements populaires qui se sont tous tissés dans l'opposition à Duvalier-fils se sont rapidement lancés dans des luttes intestines après la chute du régime, dont l'antagonisme principal est l'appui ou non au Lavalas et à Aristide.

Au moment d'écrire ces lignes, le Lavalas a été renversé par une coalition dite « des mouvements populaires » et encore une fois le débat fait rage sur la légitimité ou non de ce renversement. Nous avons effectué la plupart du travail de ce mémoire dans

¹ Voir à ce sujet : Hubon, L., *Culture et Dictature en Haïti : l'Imaginaire sous Contrôle*, page 18.

² Voir à ce sujet : Labelle, M., *Idéologie de Couleur et Classes Sociales en Haïti*, page p. 139

³ Voir à ce sujet : Douyon, Emerson (sous la direction de) : *Culture et Développement en Haïti*, page 164

⁴ Voir à ce sujet : Saint-Gérard, Y., *Haïti 1804-2004 entre mythe et réalités*, pages 93 et 94.

le temps du Lavalas et nous excluons cette nouvelle donnée de notre bagage historique pour la réalisation du présent mémoire.

Tout au long de l'histoire et aujourd'hui encore, des institutions internationales ont influencé la morphologie sociale du pays. Pays « du Sud » en « développement », Haïti a été et est encore l'objet d'assistance, d'investissements, de tentatives de 'développement' constants de la part des pays et ONG du Nord. Ces relations internationales ont joué un rôle déterminant dans l'orientation générale de la politique, de l'économie et conséquemment de l'organisation sociale d'Haïti. Haïti- comme le reste des pays de la planète- demeure en effet un pays qui n'est pas autarcique, mais qui est bien soumis aux influences extérieures.

La série de politiques mises en place en vue de donner un statut 'développé' au pays et ceci selon le modèle de développement unilatéral proposé par le Nord, a participé à une tension entre son image sur la scène internationale et son identité fruit de son organisation sociale et de son Histoire.

Objectif du mémoire

Ce sont ces questions théoriques majeures qui nous ont poussé à adopter une perspective théorique néo-marxiste s'inspirant principalement du courant théorique de l'École de la dépendance dans la présente recherche. Nous verrons comment la perspective des auteurs de cette École sur les relations entre le Nord et le Sud peuvent nous aider à développer une compréhension théorique des relations entre les pays du Sud et les pays du Nord et comment ces relations peuvent avoir une incidence sur la représentation que peuvent se faire les pays du Sud de leur propre société. En ce sens, nous allons nous intéresser plus spécifiquement aux représentations sociales que peuvent se faire certains membres de la société haïtienne sur celle-ci.

Il va sans dire que cet objet est beaucoup trop vaste pour un mémoire de maîtrise. C'est la raison pour laquelle nous avons cherché à trouver un matériau, un groupe social et une institution qui serait prête à témoigner de cette tension dans la définition de la société haïtienne.

Nous avons arrêté notre choix sur le discours journalistique de quelques journaux haïtiens qui semblaient nous offrir l'avantage d'être produit et diffusé à la fois en Haïti et dans quelques autres pays du Nord. Le discours journalistique a cet avantage

indéniable qu'il met en place des débats et des enjeux autant nationaux qu'internationaux et qu'ils constituent un discours public émit par une certaine élite. Toujours fidèle à nos prémisses théoriques, nous savons que l'élite des pays périphériques peut parfois osciller entre des intérêts externes à ceux du pays et un intérêt sincère pour le pays lui-même.

Notre discours étant choisi, il nous fallait ensuite un processus d'échantillon qui pourrait nous permettre de trouver un objet méthodologique au sein du discours qui nous limiterait dans notre choix d'articles.

Nous avons donc conduit une méthodologie qualitative pour analyser des articles des journaux haïtiens *Haïti Progrès*, *Haïti en Marche* et *Haïti Observateur* afin de cerner la représentation sociale qui est faite de la pauvreté dans ces journaux peut nous permettre de constituer une connaissance sur la société haïtienne. Pour compléter ces analyses d'articles de journaux, nous avons également effectué huit entrevues à structure ouverte avec des journalistes haïtiens ayant émigré au Québec afin de connaître leurs pratiques journalistiques et leurs perceptions de leur travail et de leur société plus en détail. Ces entrevues nous ont permis d'élaborer une connaissance de la pratique journalistique de ces journalistes, connaissances qui permettent à l'analyse de prendre en compte autant la pratique sociale (le travail des journalistes) que les représentations sociales de ces journalistes (présents dans les articles analysés.)

Cette démarche méthodologique a d'abord été faite en se donnant une question de départ : les tensions entre les pays « pauvres » (la périphérie) et les pays du Nord (le centre) que postule l'École de la dépendance risquent-elles de se manifester dans les discours des journalistes haïtiens relativement à la pauvreté dans leur pays? Cette simple question de recherche nous a permis de développer notre méthodologie mais aussi de nous donner un objet et un cadre théorique.

Nous avons divisé la présentation de notre travail en quatre chapitres distincts. Le premier traite des questions épistémologiques relatives à la notion de 'pauvreté'. Ce chapitre va nous permettre d'élaborer sur les questions épistémologiques de base en sociologie, de définir certains concepts à usage fréquent et de traiter brièvement des contributions de Simmel et de Messu quant à la question de la notion de la pauvreté en sciences sociales.

Suit notre deuxième chapitre qui traite des questions relatives aux rapports entre le Nord et le Sud. Comme notre mémoire a une perspective théorique inspirée de l'École de la dépendance, notre chapitre théorique se concentre principalement sur une discussion des apports théoriques de cette école. Le fil conducteur qui guidera notre chapitre théorique sera de chercher à déterminer en quoi les développements théoriques de l'École de la dépendance peuvent nous permettre d'établir hypothétiquement une dépendance 'culturelle' entre le Nord et le Sud.

Notre troisième chapitre consiste en une description de nos matériaux. Ce chapitre cherche à couvrir une description la plus exhaustive de nos contenus (nos articles de journaux soumis à l'étude) et de la pratique journalistique (nos entrevues réalisées). Une partie introductive présente également une discussion sur les développements théoriques sur le discours journalistique en sciences sociales.

Notre quatrième et dernier chapitre est l'analyse proprement dite de nos matériaux. Le mandat que nous nous donnons ici est d'arriver à démontrer comment les représentations sociales de la pauvreté présentes dans les articles de journaux contribuent à une connaissance de la société haïtienne.

Chapitre I : Propos épistémologique sur la notion de « pauvreté » en sciences sociales.

Nous allons voir dans les pages qui suivent en quoi la notion de « pauvreté » en sciences sociales comprend des difficultés épistémologiques majeures. Pour faire état de ces difficultés, nous allons nous pencher sur différents auteurs qui prirent le temps de réfléchir au statut théorique que doit prendre une sociologie de la pauvreté relativement à un objet de recherche qui comporte bon nombre d'apories dans son élaboration scientifique.

En effet, la notion de « pauvreté » est une notion qui est difficilement opératoire puisque celle-ci semble le plus souvent présenter des définitions changeantes ou fluctuantes qui se différencient l'une de l'autre aux préférences idéologiques des théoriciens de science sociale s'intéressant à la pauvreté⁵. En effet, pour qu'une notion atteigne un statut scientifique- qui passe du langage du sens commun au langage scientifique- il faut que celle-ci arrive à présenter une définition univoque, stable et sujette à être opératoire. Cependant, lorsque la définition elle-même de la notion change de statut, comment pouvons-nous lui accorder une valeur scientifique? Plus encore, qu'est-ce que cela témoigne du statut d'un chercheur qui outrepassé ces règles méthodologiques de base et qui décide quand même de produire un discours sur cette notion?

Nous voyons que ces questions impliquent une discussion épistémologique sur des notions de base telles que le statut du sens commun par rapport au langage scientifique, de la représentation sociale de la pauvreté, de l'influence de la politique dans les questions de pauvreté et aussi de la possibilité ou de l'impossibilité d'un recours à une sociologie de la pauvreté devant cette « pauvreté » conceptuelle et méthodologique. Il est évident que nous avons ici affaire à une discussion épistémologique plus qu'à une élaboration paradigmatique complexe. Ceci nous pousse à avertir les experts de la simplicité des prochains propos, bien que nous croyons toutefois que le statut bien humble de nos futures considérations n'enlève en rien la

⁵ Messu, M., *La pauvreté Cachée, une Analyse Bachelardienne du Concept de la Pauvreté*

gravité du débat relatif au statut de la pauvreté dans le langage scientifique. Débat que nous n'allons qu'effleurer dans la discussion qui suit.

Cette superficialité est compensée par la constante référence à des auteurs qui ont poussé la question à un degré de complexité qui mérite une attention et une étude soutenue. Pour l'essentiel de notre propos, nous allons principalement nous référer au livre synthèse, celui de Michel Messu sur la *Pauvreté Cachée*, mais nous ferons aussi référence à d'autres auteurs pour compléter les notions que nous allons élaborer dans les quelques pages qui suivent.

2.1.-Langage de sens commun et langage scientifique.

Une des nécessités pour élaborer un discours scientifique est d'arriver à établir une rupture épistémologique avec le sens commun. Nous voyons que cette proposition implique que le langage de sens commun et le langage scientifique sont deux choses bien différentes et que le premier doit se distinguer du second. Dans la première section de notre travail, nous allons proposer une discussion autour des questions quant aux distinctions entre le langage scientifique et le langage de sens commun ainsi que les problèmes d'instabilité paradigmatique des sciences sociales.

2.1.1.-Différence entre le langage de sens commun et le langage scientifique.

Gilles Houle opte pour une présentation dichotomique et non-hiérarchisée du sens commun et du langage scientifique⁶. Selon lui, la sociologie a toujours présenté cette différenciation des langages puisque celle-ci est nécessaire à l'établissement d'une rupture épistémologique qui permet au chercheur de passer du langage de tous les jours à une explication des phénomènes sociaux, donc à un langage scientifique. Cependant, selon l'auteur, les différenciations émises entre les deux langages ne sont pas toutes les mêmes selon les statuts théoriques donnés au langage du sens commun dans les différents paradigmes.

Houle recense ainsi trois paradigmes différents dans le statut théorique donné au langage de sens commun relativement au langage scientifique. La première proposition théorique considère le langage de sens commun comme un langage opératoire dans la réalisation des opérations routinières de la vie en société et considère le langage scientifique comme un langage qui fait sens et explique les causes, les motivations et les conséquences des pratiques sociales. Dans ce statut théorique, il y a une hiérarchisation qui est formulée entre le langage de sens commun et le langage scientifique puisque ce dernier arrive à « éclairer » le sens des actions des individus opérants dans le sens commun. Un exemple illustrant ce type de considération théorique peut être celui d'une sociologie des idéologies de Louis Althusser qui considère les idéologies comme masquant les rapports de dominations dans la société, rapports de domination qui peuvent seulement être révélés par leur connaissance permise par l'entremise du langage scientifique.

⁶ Houle, G., *La Sociologie Comme Science du Vivant : l'Approche Biographique* in Poupart. D., Groulx, L., Mayer, Pires, *Recherche qualitative : Enjeux épistémologique et méthodologique*.

L'importance de ce paradigme théorique était telle à une certaine époque de la théorie sociale que la méthodologie s'en trouvait profondément changée. Ainsi, l'importance de la connaissance herméneutique des textes, du sens parfois latent du discours des acteurs sociaux sur leurs pratiques sociales et leurs représentations sociales, a subi une telle perte d'importance par ces interprétations en terme d'aliénation des individus que celle-ci fut pour beaucoup occultée des soucis méthodologiques des théoriciens.

Cependant, cette « perte du sujet » a été suivie par une redécouverte de celui-ci par l'entremise d'une nouvelle prise en considération des matériaux qualitatifs tels que les récits de vie. Avec cette recrudescence de cette perspective méthodologique, correspond une nouvelle considération du statut des langages scientifiques et de sens commun. Ainsi, certains sociologues y virent l'existence du matériau par excellence selon l'expression des premiers chercheurs de l'École de Chicago puisqu'il y permettrait l'accès direct au discours des acteurs sociaux en toute sa pureté. Ici, il y a renversement du balancier en ce sens que le discours de sens commun retrouve ses titres de noblesse – son statut en rapport à l'expérience sociale – et, dans certains cas devient l'explication sociologique en soi, sans la nécessité du langage scientifique – ici sociologique- qui peut venir l'altérer et le biaiser.

De cette réintégration du sujet dans l'analyse sociologique, dans cet abandon de la hiérarchie entre le langage de sens commun et le langage scientifique, apparaît une troisième proposition théorique, celle défendue notamment par Gilles Houles :

« Encore une fois, il faut différencier les niveaux d'objectivation, les formes de connaissance considérées et ne pas inférer que l'historien de sa vie pense sa vie du point de vue des « rapports sociaux », c'est là le travail du sociologue. Ces règles sont repérables dans des discours, elles sont observables dans l'ordre même du langage. Une telle sociologie de la connaissance ressortit méthodologiquement à une sémantique structurale, à l'analyse d'organisations lexicales. (...) Si structuration de l'expérience il y a dans le langage, cette structuration est bel et bien observable dans une forme de connaissance : ce sont précisément les modalités de cette structuration, aussi bien que sa visée, qui permettent de définir les niveaux d'abstraction, de type d'objectivité qu'il ne s'agit plus de hiérarchiser; il s'agit plutôt d'apprécier la relativité de ces savoirs constitutifs les uns des autres, dans l'usage diversifié du langage. Il y a donc modélisation concrète de l'expérience dans le langage, dans une organisation lexicale dont la structuration est relative à une orientation de la pratique. ⁷»

⁷ Ibid., page 284.

Ainsi, il n'y a aucune hiérarchisation des savoirs dans cette perspective de la sociologie de la connaissance, il s'agit plutôt de reconnaître la valeur relative de chacun de ces savoirs : le sens commun étant opératoire dans la vie de tous les jours et le savoir scientifique étant opératoire dans la compréhension des phénomènes à l'étude. Nous voyons que le langage scientifique perd son caractère prédictif et normatif face au langage de sens commun et que le langage de sens commun perd sa valeur de scientificité objectivée dans sa pureté. Il s'agit ici de reconnaître que le sociologue ne peut pas faire comprendre le sens de la vie aux gens opérant dans le sens commun et que ceux-ci ne peuvent arriver à une compréhension scientifique des phénomènes sociaux sans passer par une méthode scientifique.

En ce sens, il est fréquent de considérer le langage de sens commun comme un langage empreint de la présence d'idéologies. Cependant, ici le mot idéologie n'a pas l'acceptation althussérienne de dissimulation/occultation des rapports de domination, mais bien celui d'une modélisation de la connaissance de la vie sociale selon des catégories de sens issues du sens commun ou des groupes sociaux la formant. À cet effet, Messu fait la remarque suivante :

« Ce qui est une manière de retrouver un autre pan de la réflexion de Raymond Boudon : celui de la place et du rôle des idéologies et autres idées reçues. Pour mémoire, rappelons que, pour ce dernier, « les idéologies sont un ingrédient naturel de la vie sociale; que les idéologies surgissent non pas bien que l'homme soit rationnel, mais parce qu'il est rationnel [...] que les idéologies sont un sous-produit naturel et normal des sciences sociales. »⁸ »

Ainsi, les idéologies surgissent non pas comme un produit de l'irrationalité du sens commun, mais bien comme une manifestation de sa propre rationalité : celle de donner un sens et de participer à la constitution de la praxis sociale des individus composant la société. Alors que Gille Houles redéfinit la notion d'idéologie comme mode et forme de connaissance; le sens commun devient une des formes de connaissance.

À cet effet, Granger dit que: *« une tendance naturelle [aux sciences sociales] est de substituer au phénomène une norme, projection d'une idéologie. »⁹* Le langage scientifique de la sociologie peut donc parfois laisser glisser des propos normatifs qui sont propres à des notions de sens commun, c'est-à-dire propres à l'idéologie comme forme de connaissance, procédant ainsi à une confusion et un mélange dans la différence établie entre le discours de sens commun et le discours scientifique.

⁸ Messu, M., *La pauvreté Cachée, une Analyse Bachelardienne du Concept de la Pauvreté*, p.14.

⁹ Granger, G., *L'explication dans les sciences sociales*.

Cet effet de « contamination » est encore plus facile par le fait que l'objet de la sociologie parle et que celui-ci est un discours sur nous et pour nous¹⁰. Le fait que notre objet, les rapports sociaux des individus, soit sujet à des changements constants, ceci fait en sorte qu'il est impossible à la sociologie d'établir un cumul paradigmatique, puisque ces paradigmes doivent être réévalués aux mutations sociales, politiques, économiques et culturelles que traversent la société étudiée¹¹. La non-reconnaissance de ce statut multi-paradigmatique des sciences sociales par les analystes peut amener une insertion d'idéologies dans le discours scientifique sur la base de l'établissement de paradigmes issus de considérations politiques, économiques ou autres. C'est ce qui pousse Jean-Philippe Bouilloud à dire que la réception des théories sociologiques est faite non seulement par la communauté scientifique, mais par la population en générale. Conséquemment :

“In sociology, the reception of sense is prevalent to its production (...) there is a hermeneutical relation between sociology and society (...) we need a historical perspective in epistemology (...) epistemology of reception is a complement to epistemology of production”¹²

Une des précautions épistémologiques que doit avoir le sociologue dans l'évaluation de la prise de distance relativement au sens commun, de sa rupture épistémologique, est donc de prendre en compte une épistémologie de la réception du savoir social autant qu'une épistémologie de la production du savoir social de façon à ce que le sens commun ne vienne pas contaminer le langage scientifique. Conséquemment, il faut opérer avec des notions étant des concepts ayant réalisé leur rupture épistémologique d'avec le sens commun. Est-ce que la notion de « pauvreté » arrive à faire cette rupture épistémologique? Là est l'enjeu de notre propos. Ou dans les termes de Messu lui-même :

« Cette impossibilité définitionnelle tient finalement – c'est du moins ce que nous chercherons à montrer- au statut épistémologique de la notion. Avons-nous affaire à un authentique concept opératoire dans le champ des sciences sociales? Ou simplement à une fluctuante catégorie de « sens commun » - comme l'on dit lorsqu'on veut marquer l'insuffisance élaboration théorique ou disciplinaire de la notion considérée, c'est-à-dire lorsque la coupure épistémologique n'a pas encore lieu? ¹³ »

¹⁰ Bouilloud, J-P., *Epistemological aspects of clinical sociology*, p.209.

¹¹ *ibid.*, page 210.

¹² *ibid.*, page 211-212

¹³ Messu, M., *La pauvreté Cachée, une Analyse Bachelardienne du Concept de la Pauvreté*, p.20.

2.2.- Héritages théoriques d'une sociologie de la pauvreté.

Notre deuxième partie va s'intéresser à une considération de l'héritage théorique sur laquelle peut compter la sociologie contemporaine pour traiter de la notion de la 'pauvreté'. Pour ce faire, nous allons opposer une tradition sociologique léguée par des auteurs tels Simmel et Lewis à la sociologie de la pauvreté contemporaine. Cette comparaison de ces deux « époques » nous permettra de faire ressortir les caractéristiques de l'état des lieux de la sociologie de la pauvreté.

2.2.1- L'Histoire d'une notion.

Nous allons ici nous intéresser au sens qu'a pu prendre la notion de « pauvreté » et la façon dont celle-ci s'est exprimée dans diverses époques. Nous ne proposons pas un tableau exhaustif, mais seulement une prise en considération du changement dans la nature de la notion selon des époques qui se différencient par des structures sociales différentes. Ce bref aperçu aura l'avantage à la fois de présenter des notions auxquelles nous allons faire référence ultérieurement, mais aussi d'illustrer comment la notion de pauvreté reste relative à la situation sociale dans laquelle elle s'inscrit.

La société du Moyen-âge en occident donnait une importance à la pensée religieuse dans sa conception de l'organisation sociale. En ce sens, l'organisation sociale reflétait cet état de fait avec une composition de groupes sociaux très nette et hiérarchisée avec les serfs qui travaillaient dans les champs, les seigneurs qui assuraient la protection des fiefs et relevaient les impôts et une noblesse qui se réservaient les administrations des affaires nationales secondées par une élite ecclésiastique.

À cette époque, le serf qui était en bas de l'échelle sociale ne faisait pas figure de pauvre. En effet, les pauvres à cette époque prenaient la forme d'individus à l'extérieur de la communauté fermée et cohésive. L'assistance au pauvre prenait la forme du salut, conformément à la conception chrétienne de l'aumône du riche au pauvre où le riche fait aumône pour sauver son âme et mériter son salut vers le royaume de Dieu¹⁴. Celui qui était miséreux à cette époque n'était pas nécessairement considéré comme pauvre puisqu'il allait hériter du royaume de Dieu. Bien au contraire, la pauvreté se référait

¹⁴ À cet effet, Simmel dit que : « Lorsque Jésus dit au jeune homme riche : donne tes biens aux pauvres, il ne se souciait visiblement pas des pauvres, mais seulement de l'âme du jeune homme, et ce renoncement n'est que le moyen ou le symbole du salut. Plus tard l'aumône chrétienne est de même nature : ce n'est pas autre chose qu'une forme d'ascète, ou une « bonne œuvre » qui améliore le sort du donateur dans l'autre monde. Au Moyen âge, la mendicité prend le dessus, les offrandes sont utilisées de façon absurde, le prolétariat est corrompu par des dons prodigués sans aucune discrimination, qui vont à l'encontre de toutes espèce de travail civilisateur – voilà, pourrait-t-on dire, comment l'aumône se venge d'être accordée selon des critères de pure subjectivité, qui ne tiennent compte que du donateur, et non du destinataire. » in Simmel, G., *Sociologie: étude sur les formes de la socialisation*, page 457.

principalement à une pauvreté spirituelle. Riche était celui qui allait hériter du royaume de Dieu et pauvre était celui qui n'y croyait pas et qui se voyait conséquemment rejeté de cette société traditionnelle qui trouvait sa cohésion en cette croyance au Dieu chrétien et au respect des dogmes.

Les dynamismes qu'ont amené la société industrielle ont provoqué une destruction des structures de l'ancienne société traditionnelle. La loi d'assistance aux pauvres de Speenhamland, telle que l'analyse K. Polanyi, témoigne d'une tension dans le passage entre les deux modes de production différents et une tentative de palier à la création du marché du travail¹⁵. Effectivement, la mise en place d'un marché du travail et d'un procès de production capitaliste nécessite que :

« la force de travail ne peut se présenter sur le marché comme marchandise, que si elle est offerte ou vendue par son propre possesseur. Celui-ci doit par conséquent pouvoir en disposer, c'est-à-dire être libre propriétaire de sa puissance de travail, de sa propre personne. Le possesseur d'argent et lui se rencontrent sur le marché et entrent en rapport l'un avec l'autre comme échangistes au même titre. Ils ne diffèrent qu'en ceci : l'un achète et l'autre vend et par cela même, tous deux sont des personnes juridiquement égales. »¹⁶

Au moment de cette tension, il y avait deux conceptions de la question sociale : les uns avaient une vision plus paternaliste où il voyait la nécessité de la protection des pauvres contre les nouvelles mutations de la société et leur assistance par des politiques publiques ou de charité philanthropique (cette position est proche de ceux qui proposent la mise en place de la loi de l'assistance aux pauvres de Spenhamland) et les autres voulaient organiser les éléments de production en un marché; en ce sens de contraindre les pauvres autrefois liés au seigneur à vendre leur force de travail pour assurer leur subsistance¹⁷.

À la prédominance de la deuxième représentation de la question sociale des pauvres, la notion de pauvreté change de statut dans la société industrielle. En effet, celle-ci se rapproche d'une représentation économique libérale de la société où le pauvre est celui qui manque de biens matériels dans un monde au nombre de biens matériels limités avec des individus aux besoins infinis¹⁸.

Ainsi, la société change et la représentation sociale de la pauvreté aussi. Effectivement, de la société du moyen-âge organisée selon des classes fortement

¹⁵ Polanyi, K., *La Grande Transformation. Aux Origines Politiques et Économiques de notre Temps*, page 113.

¹⁶ Marx, K., *Le Capital Livre I*, page 137.

¹⁷ Polanyi, K., *La Grande Transformation. Aux Origines Politiques et Économiques de notre Temps*, page 117.

¹⁸ Ibid., page 122.

hiérarchisées par une division du travail social très distincte entre clergé, noblesse et serfs; avec l'asservissement du serf dans un rapport de dépendance avec le seigneur où le premier dépend du second pour sa sécurité et le second du premier pour relever le tribut, nous passons à une société où le travailleur est détaché de sa terre, il devient « libre » dans son acception idéologique libérale. Cette nouvelle société privilégie : « *La haine pour les secours publics, la méfiance envers l'action de l'État [et] l'accent mis sur la respectabilité et l'indépendance.* ¹⁹ »

La révolution industrielle met en place la représentation sociale de l'homme économique, qui, selon les dires de Rahnama :

« Pour revenir aux différences qui distinguent la pauvreté modernisée de ses formes précédentes, la première est le double produit d'une économie productiviste « désenchâssée » du social, et de l'apparition de l'Homo oeconomicus, l'agent principal de la production de cette pauvreté nouvelle. Cet « Homme » qui est, à son tour, « désenchâssé » du corps social, est persuadé que tous ses semblables lui ressemblent, en ce sens que la poursuite de gain et le désir d'accumuler de l'argent font partie de la nature humaine; que l'argent est en même temps le seul instrument qui peut, à tout moment, permettre à ses détenteurs de combler tous ses désirs et envies. À ce titre, il dépasse toutes les richesses humaines (amour, amitié, appartenance à une famille, à une communauté) dont la valeur d'échange n'est jamais la garantie. ²⁰ »

C'est la représentation de la primauté de l'économique dans la constitution de la richesse et de la pauvreté qui dominera la considération de la notion de la pauvreté de la Révolution industrielle jusqu'à notre époque. Cependant, cette représentation sociale changera au gré des mutations dans la structure sociale au sein de la société capitaliste qui connaît dans les périodes suivant la Révolution industrielle des changements importants dans l'organisation du travail.

Les changements dans l'organisation du travail durant les années 1950 et 1960 et la mise en place de l'État providence qui assure une plus grande redistribution sociale des richesses et cherche à faire disparaître les inégalités, permettent l'apparition d'une représentation de ces changements en une constitution d'une société ayant été débarrassée des antagonismes de classes. Les divisions du travail ne sont plus hiérarchiques, mais bien fonctionnelles et la société en son ensemble participe à la création de la richesse commune²¹. Ici, le pauvre est considéré comme « l'exclu » comme celui qui ne peut pas partager les bénéfices de la richesse collective créée par la société.

¹⁹ Ibid., page 142.

²⁰ Rahnama, M., *La Production de la Pauvreté*, disponible au : www.solidarite.asso.fr/actions/mr_pauvrete.htm, page 1

²¹ Boltanski L. et Chiapello, E., *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, pp. 425 et 426.

Le pauvre devient celui qui a des handicaps qui ne lui permettent pas d'accéder à la richesse collective normalement attribuable à tous.

Dans les années 80, le terme de l'exclusion réapparaît suite aux changements dans l'organisation du travail, notamment par la plus grande importance du travail contractuel, flexible et précaire²². À cet effet, Boltanski et Chiapello disent que:

« le thème de l'exclusion (...) prendra véritablement son essor au milieu des années 1980 dans une conjoncture toute différente marquée par le développement du chômage et par ce que l'on a identifié d'abord sous l'expression « nouvelle pauvreté », rendue de plus en plus manifeste par la réapparition dans les rues des grandes villes de miséreux, au sens du XIXe siècle, sans moyens d'existence ni domicile fixe, survivant grâce à la charité publique ou privée. Le terme d'exclusion est désormais utilisé pour rassembler sous un même vocable, non plus seulement les porteurs de handicaps, mais toutes les victimes de la nouvelle misère sociale. ²³»

Ce que le terme d'exclusion comme représentation sociale de la pauvreté implique est l'imposition d'une fatalité commune aux membres de la société : celui de s'intégrer à la société de consommation et à ses valeurs en travaillant. Les individus exclus doivent être réintégrés pour que la société retrouve sa normativité et une existence unique et univoque.²⁴ Ce que traduit en partie cette représentation sociale de la pauvreté est qu'« est pauvre celui qui ne se trouve pas à l'intérieur du groupe ». Cette représentation n'est pas innocente et traduit bien les nouvelles mutations en terme de l'emploi qui met l'accent sur les réseaux, les liens, sur travaillé à son employabilité et tous les tenants du discours de la responsabilisation de la vente de travail par le travailleur lui-même²⁵. Cette représentation témoigne aussi d'un glissement dans la conception de l'exploitation où quelqu'un pouvait être tenu responsable de la misère sociale à la conception de l'exclusion où le pauvre est tenu responsable lui-même de sa situation de pauvre²⁶.

Finalement, ce qu'ont en commun toutes ces représentations sociales de la pauvreté demeure une réaction sociale face à celui qui n'est pas dans le groupe et qui - en sa qualité d'étranger- constitue un danger pour la cohésion de la société :

« Il est probable cependant que la tranquillité du sommeil des bonnes gens soit à ce prix. Il est d'une naïveté provinciale de la normalité qui n'est capable que de se concevoir elle-même, qui ne peut s'imaginer

²² Castel, R., *Les Métamorphoses de la Question Sociale, une Chronique du Salarial*, page 467.

²³ Boltanski L. et Chiapello, E., *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, pp. 426 et 427.

²⁴ Declerck, P., *Les Naufragés*, pp. 323 et 323.

²⁵ Boltanski L. et Chiapello, E., *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, page 436.

²⁶ Ibid., page 436.

*d'alternatives existentielles. Il demeure, enfin et surtout, une vieille peur des classes dangereuses, désordonnées, inintelligibles, sauvages.*²⁷»

2.2.2.- Simmel et Lewis

Nous allons pour cette partie faire une référence rapide à la conception d'une sociologie de la pauvreté par deux auteurs de science sociale qui se sont penchés sur la question de manière spécifique et non de manière détournée : Simmel et Lewis. Nous verrons que les développements théoriques de ces deux auteurs peuvent nous aider considérablement dans la progression de notre travail.

Simmel

Simmel dans son approche de la question de la pauvreté opte pour une perspective relationnelle plutôt qu'une approche statique. La sociologie relationnelle de Simmel l'amène à considérer le pauvre en dehors de la stratification sociale et de sa place 'objective' qui se trouverait dans la couche la plus basse de la société, contrairement à Marx qui n'a pas explicitement traité de la pauvreté, mais qui s'est intéressé aux processus dynamiques qui amènent une paupérisation des individus distribués selon la place des individus dans les classes sociales de la société dans laquelle ils vivent. La position théorique de Simmel lui permet d'étudier le pauvre en dehors de ses manifestations statistiques ou de sa « dangerosité sociale ». Au lieu de cela, celui-ci va s'intéresser- et en ce sens. il demeure fidèle à sa sociologie relationnelle- à la relation d'assistance que va tisser le pauvre avec celui qui ne l'est pas. Pour Simmel, le pauvre devient intéressant sociologiquement dans la mesure où il reçoit de l'assistance²⁸. On pourrait même affirmer sur la base de sa conception qu'il n'y a de pauvre que par l'existence d'une relation d'assistance.

Conséquemment, le « pauvre » de l'analyse de Simmel ne possède pas de caractère univoque et ne peut pas représenter une catégorie sociale en soi. Effectivement, Simmel s'intéresse à une sociologie de la réaction sociale des individus offrant de l'assistance aux personnes « pauvres ». Ainsi « *l'objet d'investigation* [de Simmel] *n'est donc plus la « pauvreté », mais sa construction comme représentation sociale et objet de politique publique.*²⁹»

²⁷ Declerck, P., *Les Naufragés*, p. 327.

²⁸ Messu, M., *La pauvreté Cachée, une Analyse Bachelardienne du Concept de la Pauvreté*, page 42.

²⁹ Ibid., page 68.

En ce sens, Simmel comprend bien que la relation d'assistance qui se crée entre le pauvre et le riche – qui est similaire à la relation qu'entretiennent l'étranger et l'autochtone- a pour finalité non pas le redressement de la situation du pauvre, mais bien le renforcement de la cohésion de la société :

« La motivation cesse de se limiter au sujet donateur- mais sans pour autant se tourner vers le destinataire- dès que le bien-être de l'ensemble de la société exige l'assistance au pauvre. Elle apparaît bénévoles ou imposée par la loi, pour ne pas laisser le pauvre devenir un ennemi actif et dangereux de la société, pour que sa force diminuée redevienne utile à celle-ci, pour empêcher la dégénérescence de sa descendance. Le pauvre n'a alors pas plus d'importance en tant que personne, ni l'écho de sa situation dans sa sensibilité, que pour celui qui fait l'aumône dans le but de sauver son âme; certes l'égoïsme subjectif de ce dernier a disparu, mais ce n'est pas le bien du pauvre qu'on veut, c'est celui de la société : son objectif n'est pas que le pauvre reçoive le don, ce n'est qu'un moyen. ³⁰ »

Le pauvre est bien à l'extérieur du groupe pour Simmel, mais créé aussi l'autochtone par un processus de différenciation sociale entre celui dans le groupe et celui à l'extérieur; renforçant ainsi la cohésion du groupe par la prise en compte de ce que le groupe n'est pas : le pauvre.

Pour Simmel, la pauvreté est relative à la localisation sociale d'où elle est considérée. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, la conception de la pauvreté va changer d'une société à une autre, mais peut aussi changer d'une classe sociale à une autre : ainsi, une personne considérée comme pauvre selon les critères d'une classe sociale supérieure sera considérée comme riche selon les attributions classificatoires d'une classe sociale inférieure³¹.

Ce qu'a compris Simmel dans sa démarche théorique c'est qu'une sociologie se donnant pour objet la « pauvreté » risque toujours d'être une sociologie de la réaction sociale, une sociologie prescriptive qui établit des propos normatifs dans une lutte contre une pauvreté. Ou encore, le sociologue risque de se donner comme objet la façon dont la société se représente ce qui est à l'extérieur de la norme et non un concept sociologique opératoire. Enfin, dernier risque, le sociologue peut finir par étudier les politiques sociales d'une société et non l'objet qu'il s'est donné.

C'est pourquoi l'analyse de Simmel tenant comme objet la réaction sociale des individus face à la société arrive à la conclusion que :

³⁰ Simmel, G., *Sociologie: étude sur les formes de la socialisation*, page 457.

³¹ Ibid., page 486.

« Cela veut bien dire que le « pauvre » est toujours celui de la société dans laquelle il se trouve situé. C'est cette dernière qui lui donne toute sa consistance. La « pauvreté » n'est donc qu'une manière de dire le social, son ordonnancement et la distribution des places qui l'accompagnent. Mieux peut-être, elle n'est qu'un moment métaphorique du discours sur la société. ³²»

Lewis

Lewis quant à lui opte dans son livre *Les Enfants de Sanchez* pour une observation participante dans un quartier populaire du Mexique des années 1950. Cette observation sur plusieurs mois et années où il effectue des entrevues à structure ouverte pour constituer l'histoire de vie d'une famille vivant dans un quartier populaire de Mexico lui permet d'arriver à reconstituer l'histoire de vie de tous les membres de cette famille.

Cette connaissance de la vie en cette communauté populaire lui permet de tirer des conclusions quant à la vie dans les quartiers pauvres des sociétés modernes. La démarche de Lewis a ceci de particulier qu'elle sort des statistiques sociales et des grandes études sociales qui deviennent plus souvent normatives et qui gardent souvent comme objet les politiques sociales de réactions face à la pauvreté.

Lewis arrive à la conclusion que les pauvres des pays modernes vivent dans une sous-culture propre à eux qu'il nomme « culture de la pauvreté » :

« En appliquant ce concept de culture à l'étude des milieux pauvres, je voudrais attirer l'attention sur le fait que dans les nations modernes, la pauvreté est non seulement un état de privation économique, de désorganisation ou d'absence de quelque chose, mais qu'elle présente également un côté positif dans la mesure où elle est douée d'une structure, d'un système de rationalisation et d'autodéfense sans lesquels les pauvres ne pourraient guère survivre. En bref, il s'agit d'un mode de vie, remarquablement stable et persistant, transmis d'une génération à l'autre par l'intermédiaire de lignées familiales. (...) C'est un facteur dynamique qui empêche la participation à la culture nationale dans son ensemble et qui devient une sous-culture en soi. ³³»

Le concept de culture de la pauvreté de Lewis est une tentative faite par l'analyste de sortir de l'ordre de la réaction sociale et de fournir un effort en vue d'une explication de la pauvreté en soi, selon sa localisation sociale dans la société. Lewis explique que les pauvres mettent en place des structures alternatives et des réseaux de commerces, des relations d'échanges ou de dons qui servent à pallier les insuffisances de l'État et ses politiques sociales qui n'arrivent pas à répondre aux besoins des pauvres.

³² Ibid., page 39.

³³ Lewis, O., *Les Enfants de Sanchez : Autobiographie d'une Famille Mexicaine*, page 29.

Conséquemment, Lewis fait le pas entre l'étude des pauvres avec les catégories de sens de l'économie formelle et tente de connaître leur existence régulée selon leurs propres règles sociales.

Malgré la rigueur méthodologique de Lewis, il demeure que la notion de « culture de pauvreté » a été l'inspiration - à son insu - d'un nouveau paradigme de la sociologie de la pauvreté, celle de l'exclusion sociale.

2.3.- La sociologie de la pauvreté contemporaine.

Notre dernière partie se veut une considération des paradigmes dominants de la sociologie de la pauvreté contemporaine. Nous allons voir comment celle-ci a pu se développer pour la majorité comme une sociologie normative qui participe à la réaction sociale au lieu de proposer une explication scientifique. En ce sens, elle demeure enfermée pour la plupart du temps dans le sens commun et teintée d'idéologies au lieu de proposer un discours scientifique opérant par une rupture épistémologique. Nous allons conclure en nous interrogeant sur la possibilité de procéder à une sociologie de la pauvreté.

2.3.1.- L'état des Lieux.

D'une société capitaliste industrielle avec un régime d'accumulation du capital basé sur l'exploitation des anciens artisans dans les usines pour la production industrielle des produits, nous sommes passés à une société de consommation avec un régime d'accumulation basé sur la destruction de l'artisanat et de la production de produits de consommation par la grande industrie. Cette société parfois qualifiée de « société d'opulence » établit ses politiques sociales sur la base du manquement des « pauvres » quant à leur capacité de consommation.

C'est ce qui amène le paradigme de sciences sociales qui considère le « pauvre » selon des mesures calculatoires qui indique si celui-ci peut ou non participer à la société de consommation. L'« indicateur » le plus connu de ce paradigme est le seuil de pauvreté, celui qui calcule la valeur de ce qui est considéré comme le minimum nécessaire pour la subsistance d'un individu dans sa société. Il va de soi que ces « indicateurs » indiquent la réaction sociale de ce que les « non-pauvres » considèrent comme la limite entre eux et les « autres ». En d'autres mots, nous sommes encore dans

une analyse qui prend pour objet une représentation sociale de la pauvreté et non les pauvres d'une société donnée. À cet effet, Messu dit que :

« De fait, ces indicateurs ou « seuils » de pauvreté, dans la mesure où ils monétarisent la mesure, supposent que le « pauvre » comme le « riche » est foncièrement un consommateur de biens et de services. En effet, qu'il s'agisse de ce qui compose son « panier », qu'il s'agisse de la hauteur de son revenu, voire le niveau de ses aspirations, le « pauvre » ici, est foncièrement un équivalent – calculatoire- du « riche ». Et si on peut en faire valablement un équivalent calculatoire, c'est parce qu'il est d'abord un équivalent ontologico-social. L'individu statistique recèle encore, ici un individu ontologique et social, lequel en termes politiques, reçoit le nom de citoyen. Ainsi est-ce parce que domine une conception ou vision démocratique et consumériste de la société que « pauvres » et « riches » participeront d'une même construction savante d'indicateurs. Ce faisant, sera en retour accréditée l'idée que « pauvres » et « riches » partagent une même essence sociale – sont également citoyens et potentiellement consommateurs. Mieux, la construction de ces indicateurs servira de support à la réification du « pauvre ». ³⁴»

Ici, la normativité se présente comme un souci de rendre ces personnes des consommateurs potentiels pouvant participer à cette « société d'abondance ». En ce sens, il y a réification du citoyen politique en consommateur. C'est donc une vision démocratique de la société qui est donnée ici puisque le pauvre peut accéder au statut social du riche et que les deux peuvent être étudiés statistiquement comme des équivalents sociaux. Mais c'est aussi une représentation instrumentale de la société puisque le pauvre peut sortir de sa situation non pas en sa qualité de citoyen mais en sa qualité de consommateur.

Parallèlement à ces grands ensembles statistiques liés à une normativité de politiques sociales, des sociologues se sont penchés sur la question des « nouveaux exclus » du marché du travail. Ces interrogations sociales étaient relatives aux changements perçus dans la structure du capitalisme où la paupérisation et le nonaccès à la société de consommation étaient remplacés par une marge de la population qui était « exclue » du reste de la société.

Très souvent, ces sociologues-experts de l'exclusion se retrouvaient à traiter des indices de pauvreté déterminés par les fonctionnaires, se trouvant ainsi à la marge des mesures calculatoires. Le risque est de déterminer l'objet de la recherche en terme de ce qui « affecte » la société et de tomber ainsi à la remorque des manchettes du sens commun. C'est le problème du cercle herméneutique entre la réception et la production mentionnée par Jean-Phillipe Bouilloud, auquel nous avons fait référence dans notre

³⁴ Messu, M., *La pauvreté Cachée, une Analyse Bachelardienne du Concept de la Pauvreté*, p.62.

première partie de ce présent chapitre. En ce sens, il semblerait que pour certains sociologues de l'exclusion, il n'y a pas de prise de distance et de frontière établie entre le propre du social et de la chose politique.

La pauvreté comme notion politiquement mobilisable amène cet autre danger de métamorphoser le discours scientifique dans cette dangereuse pente de la formulation d'un discours de militantisme politique sous couvert de sa légitimité. Il va sans dire qu'un discours sociologique qui se veut scientifique dont les tenants se laisse séduire par des acteurs politiques dans la considération de son objet troque sa légitimité scientifique pour une légitimité politique restreinte aux acteurs politiques qui s'entendent avec le point de vue normatif du sociologue. Dans la construction d'une démarche scientifique, ceci ne peut être justifiable. À cet effet, Messu dit que :

« Notre interrogation porte donc sur la question de savoir si la « pauvreté » peut, à la fois, être objet de science et objet de politique. L'interrogation revient en effet à s'intéresser au degré d'autonomie que l'ont peut reconnaître à ces deux sphères discursives, à ces deux modes de compréhension du monde social : celle de l'activité de connaissance, régie par le modèle scientifique, celle de l'action politique obéissant à des principes parfois contradictoires, telles la planification et l'urgence. En somme, avec pour horizon une tentative d'appréhension de la « pauvreté », il s'agit d'une nouvelle confrontation du savant et du politique. Le « pauvre » aux catégories aux contours flous et fluctuants – chacun s'accorde là-dessus-, ne devient-il pas une figure emblématique parce que la catégorie est susceptible d'être normée par les visions issues des enjeux empiriques? En l'occurrence, de l'action politique au sens large et, dans un sens plus restreint, par des constructions empiriques du groupe social – ou des groupes sociaux-, objet des interventions contre la pauvreté. Le discours savant sur la pauvreté se trouve donc aussi à interroger du point de vue de ses relations avec le souci politique de l'action en faveur des pauvres.³⁵ »

Ainsi, il n'y aurait aucune rupture épistémologique ici qui permettrait de prendre une distance d'avec les « illusions » du sens commun pour arriver à établir un savoir scientifique qui arrive à saisir la réalité sociale. C'est en fait le retour du balancier dont fait état Houle : ici c'est le savoir des pauvres eux-mêmes ou des groupes politiques qui militent pour les pauvres qui viennent se substituer au langage sociologique. C'est l'hyper subjectivité et le relativisme où la vérité n'est atteignable seulement par ceux qui l'ont vécue, proposition très éloignée d'une épistémologie de la science. Il demeure cependant que pour produire un discours scientifique, le sociologue doit faire plus que simplement déclarer avoir effectué une rupture d'avec le sens commun, mais bien de réellement la faire et de fonctionner avec des notions opératoires et non

³⁵ Ibid., page 67.

idéologiques³⁶. À cet effet, est-ce que la notion de pauvreté peut devenir une notion opératoire?

2.3.2.- *La notion de pauvreté est une représentation sociale.*

Nous voyons que hormis Simmel et Lewis, la sociologie de la pauvreté ne semble pas opérer avec une réelle rigueur scientifique et semble plus souvent subir une influence des idéologies du sens commun au lieu de procéder à l'élaboration d'un discours scientifique. Pour Messu, ces opérations « théoriques » rendent bien plus compte des représentations sociales en vigueur dans la société étudiée relativement à la notion de pauvreté :

« chacune de ces théories doxiques rend compte avant tout de l'ordonnement en vigueur des représentations sociales. En somme, et pour reprendre une formulation chère à Pierre Bourdieu ce n'est là qu'un principe de vision et de division du monde social. (...) Disons- le autrement, le « pauvre » n'est que le produit ontologique d'une dialectique spécifiquement sociale. »³⁷

Ainsi, le pauvre comme objet de d'assistance publique est créé en son ontologie par sa localisation sociale. En fait, le discours sur la pauvreté et la façon dont le pauvre est qualifié est une représentation sociale. Le pauvre comme alter ego participe à la constitution de la société en définissant ce qui l'empêche d'atteindre le statut des autres. C'est en procédant à cette non-définition – puisqu'elle est effectuée à la négative- que le pauvre arrive à évoquer ce que les « non pauvres » sont, donc ce que le reste de la société est. C'est en ce sens que le pauvre devient un produit dialectique entre ce qui n'est pas et ce qui devrait être, un processus et non un objet : *« Point donc de « pauvreté » sans communauté, sans commune identité, ni dialectiquement, sans différence avérée. Le « pauvre » c'est l'autre moitié de moi-même mais finalement autre. Dit autrement, la « pauvreté » ne réclame pas la confusion, tant s'en faut. Elle exige reconnaissance et distance. »³⁸*

Conséquemment, le pauvre comme représentation sociale devient un objet qui peut amener la compréhension de la manière dont les sociétés se donnent ses propres principes de cohésion selon les époques; la manière dont elle se constitue dans ce qu'elle est. Un discours sur la pauvreté devient donc un discours sur la société, sur ses éléments cohésifs, ses mythes fondateurs et son idéal normatif. La place du pauvre est donc

³⁶ Ibid., page 118.

³⁷ Ibid., page 18.

³⁸ Ibid., page 40.

constituée par la société elle-même en une catégorie sociale où celui-ci trouvera sa place³⁹. Le pauvre continue ainsi de remplir un rôle social :

«Il participe donc d'une œuvre de cohésion sociale, il fournit l'occasion d'introduire de la cohérence dans les représentations et les expériences que peut faire une société d'elle-même. Entre les idéaux de justice, de confraternité, d'ordre, d'égalité, etc., la figure du « pauvre » et le lieu social d'expression de la « pauvreté » permettent l'inversion de l'expérience contradictoire en réalisation tendancielle de l'idéal. »⁴⁰

Devant ce constat, une question se pose : est-il encore possible de produire une sociologie de la pauvreté? Selon Messu, le choix du sociologue qui se donne comme objet la pauvreté est de deux ordres :

1. prendre le discours du pauvre en lui-même comme ayant une valeur intrinsèquement sociologique sans nécessité de l'analyse du sociologue pour passer de l'ordre du sens commun à l'ordre du langage scientifique- donc une posture proche de celle critiquée par Houle lorsqu'il traite de la disparition du sociologue dans la constitution d'un langage scientifique;
2. prendre le discours comme une représentation sociale qui est relative à un contexte social- à une localisation sociale – où le travail du sociologue est de reconstruire les processus sociaux qui expliquent la position sociale de cette personne dite « pauvre »; bref de retrouver la constitution sociale du discours individuel.

Nous passons d'une conception substantive du sujet pauvre à une conception relationnelle. Nous voyons que la deuxième position épistémologique se rapproche de la hiérarchisation du discours sociologique par rapport à celui de sens commun ; où le sociologue se donne la mission de donner un sens et d'expliquer le sens de l'action des individus composant la société. Messu nomme la première position la position « indigène », et la seconde la position, « d'extériorité »⁴¹. Cependant, il ne faut pas mélanger la position d'extériorité et la position relationnelle qui fait éclater la vision monolithique de la pauvreté.

En ce sens, pour Messu, lorsque le sociologue tente de donner une définition opératoire de la pauvreté, ou qu'il tente de l'étudier empiriquement, il ne fait que retrouver le discours de sens commun relatif à la pauvreté (surtout dans la position « indigène ») ou ne fait que reprendre le discours idéologique des groupes politiques qui combattent ou gèrent la pauvreté (surtout dans la position « d'extériorité ») :

³⁹ Ibid., pp. 149-150.

⁴⁰ Ibid., page 150.

⁴¹ Ibid., page 59.

« Que ce soit à travers la construction des indicateurs de « pauvreté » ou à travers les descriptions ou témoignages qui émaillent les discours militants, émergent un véritable common knowledge et aussi une même vision de la société et de ses principes fondamentaux de structuration.⁴² »

Messu en vient donc à considérer les discours « scientifiques » qui se donnent pour mandat une étude du pauvre comme rejoignant les discours religieux, étatiques et militants qui font de même. En ce sens, Messu affirme que ce type de discours « scientifique » n'opère pas par rupture épistémologique et ne prend donc pas ses distances avec le langage de sens commun. Puisque les sociologues qui étudient la pauvreté en faisant des compromis épistémologiques qui leur permettent de justifier leur proximité avec des militants de la pauvreté, des technocrates étatiques ou des groupes de pauvres, arrivent avec des « résultats » qui se rapprochent des résultats des discours institutionnels auxquels ils sont proches, les discours de ces « scientifiques » restent dans l'ordre du sens commun et doivent être considérés au même titre que le reste des discours institutionnels des groupes sociaux⁴³.

Face à cet état de choses, Messu propose une prise de distance entre le discours de sens commun et le discours scientifique, il réaffirme la nécessité de la rupture épistémologique dans la constitution d'un discours scientifique. Ainsi, Messu rappelle qu'il y a une différence qualitative intrinsèque entre le discours de sens commun et le discours scientifique et non une différence de degré comme voudraient le laisser entendre certains sociologues de la pauvreté.

Messu propose donc de prendre les discours sur la pauvreté comme objet d'analyse sociologique, comme représentation sociale qui permet à l'analyste de comprendre les effets d'intégration, de cohésion sociale, de division du monde social que se donne une société dans la façon dont celle-ci va considérer ses « pauvres ». En effet, les politiques des technocrates sur les questions de pauvreté sont normatives en ce sens qu'elles se donnent comme finalité des politiques sociales d'assistance publique, les études sur les indices de pauvreté- quant à elles- donnent une image de ce que les membres d'une société considèrent comme le minimum vital nécessaire à une vie dans la société, les discours de militants transmettent une image sur la « marge » de la société et la façon dont les politiques publiques négligent certaines parties de la société et la façon dont la société formule sa réaction sociale sur sa propre cohésion sociale. À cet effet, Messu dit que :

⁴² Ibid., page 59.

⁴³ Ibid., pp. 118 et 119.

« La pauvreté est une construction sociale à laquelle participent, plus ou moins concurrentiellement, différents acteurs, institutionnels ou non. C'est ainsi que les productions « scientifiques » d'indicateurs de pauvreté jouent un rôle de plus en plus décisif dans l'appréhension des situations de pauvreté. C'est à de telles constructions qu'entendent répondre des mesures de politiques sociales. Cette procédure de construction peut d'autant mieux opérer, c'est-à-dire trouver de la cohérence interne et surtout produire de la cohérence externe au sein de l'environnement intellectuel, idéologique et théorique, que les institutions mobilisées – la statistique et les indicateurs qu'elle autorise – admettent une congruence avec certaines des valeurs fondamentales- l'idéal normatif – de notre société. ⁴⁴ »

Ainsi dans ce mémoire, nous allons prendre en compte ces précautions épistémologiques et considérer 'la pauvreté' non comme un objet, mais bien comme une notion qui pourra – par son statut de notion normative et idéologique- nous donner accès à la représentation sociale des journalistes haïtiens quant à la société haïtienne. En ce sens, la notion de 'pauvreté' nous permettra de donner une visée à notre méthodologie que nous allons développer dans les pages qui suivent.

Avant de procéder à nos considérations méthodologiques, nous proposons une discussion théorique de ce courant. Nous croyons cette discussion nécessaire car les éléments théoriques de l'École de la dépendance vont nous permettre de poser une hypothèse qui guidera ce mémoire quant à la représentation du phénomène de la pauvreté dans les pays dits du « Tiers-Monde ».

⁴⁴ Ibid., page 126.

Chapitre II : Développement théorique sur la question de la dépendance entre le Nord et le Sud.

Dans les pages qui suivent, nous proposons une synthèse des travaux de l'École de la dépendance. La référence à cette école théorique s'explique par le fait que nous croyons que les principaux concepts générés par cette école nous permettraient de mettre plus aisément en lumière la tension qui pourrait être inhérente à la production du discours journalistique haïtien sur la pauvreté. En effet, cette tension étant issue de la volonté de parler de la réalité sociale vécue par les pauvres, du discours idéologique développementaliste du Nord. À cet effet, nous aimerions placer cette tension dans la perspective théorique de l'École de la dépendance, en ce sens qu'il s'agirait pour nous de la contradiction centre/périphérie projetée dans l'ordre des représentations sociales que peuvent se faire les journalistes haïtiens d'une notion qui ne peut être opératoire puisque idéologique en soi (cf. Messu).

Nous proposons donc ici de revenir sur les principaux concepts de l'École de la dépendance, afin de mieux fonder notre démonstration. Ainsi, nous proposons une première partie qui présentera les principaux concepts économiques sur lesquelles s'appuie cette école pour ensuite suivre avec une discussion sur les développements effectués par cette même école au niveau de l'idéologie pour expliquer, par l'étude des rapports de domination, l'existence des populations démunies des pays du « Tiers-Monde ».

3.1.- Analyse des phénomènes économiques

Nous allons ici entreprendre une brève description des principaux concepts développés par les théoriciens de l'École de la dépendance.

Ainsi, nous allons porter une attention particulière aux principaux concepts et à la manière dont ceux-ci peuvent s'articuler les uns aux autres selon une formulation logique. La théorie de la dépendance étant un ensemble conceptuel dynamique, nous avons voulu le plus possible rester fidèle à leur cohérence et à leurs particularités.

3.1.1.- Modes de production et formations sociales

Reprenant une notion propre à Marx, certains théoriciens de l'école de la dépendance utilisent la notion de mode de production. Nous savons que Marx reconnaissait cinq modes de production différents : le mode de production esclavagiste, le mode de production antique, le mode de production féodal, le mode de production capitaliste et le mode de production asiatique ou tribu. À chacun de ces modes de production correspond une organisation sociale de la production qui permet la reproduction dudit mode de production, des relations sociales de productions et une idéologie émanant de cette organisation productive légitimant les rapports sociaux de domination lui étant inhérents.

Marx développe cette notion dans son ouvrage *l'Idéologie Allemande* :

« La première forme de la propriété est la propriété de la tribu (...) À ce stade, la division du travail est encore très peu développée et se borne à une plus grande extension de la division du travail naturelle telle que l'offre la famille. (...) La seconde forme de propriété est la propriété communale et propriété d'État que l'on rencontre dans l'antiquité et qui provient surtout de la réunion de plusieurs tribus en une seule ville. (...) La division du travail est déjà plus poussée. (...) Avec le développement de la propriété privée (...), la concentration de la propriété privée (...) [et] la transformation des petits paysans plébéiens en un prolétariat à (...) vient la propriété féodale. ⁴⁵ »

Marx voyait dans ces modes de production des étapes différentes des sociétés humaines s'inscrivant dans une historicité succédée d'un mode de production à un autre. En ce sens, Marx voyait bien la succession possible d'un mode de production à un autre par les contradictions internes à chaque mode de production. Ainsi, à la

⁴⁵ Marx, K., *L'Idéologie Allemande*, pp. 45 à 47.

libération des paysans suite à des jacqueries ou à une révolution bourgeoise, un mode de production féodal peut passer à un mode de production capitaliste. L'idée étant que chaque mode de production contient en son essence les éléments d'autres modes de production (ainsi le mode de production capitaliste porte en son sein le mode de production communiste).

Samir Amin, un de ces chefs de file du courant de la dépendance, reprend cette notion de mode de production :

« Au sortir de la communauté, le mode de production tributaire est l'issue la plus normale, la règle. Elle se caractérise par la contradiction : permanence de la communauté/négation de la communauté par l'État. Elle se caractérise aussi, de ce fait, par la confusion entre la classe supérieure qui s'approprie le surplus et la classe dominante politique. Ce fait interdit de réduire les rapports de production aux rapports juridiques de propriété et oblige à donner aux rapports de production leur pleine signification d'origine : rapports sociaux à l'occasion de l'organisation de la production. Précisions que ce mode de production tributaire, quelquefois appelé improprement « asiatique », existe en fait sur quatre continents : en Asie, certes (Chine, Inde, Indochine, Mésopotamie et Orient classique, etc.), mais aussi en Afrique (Égypte et Afrique noire), en Europe (dans les sociétés préclassiques : Crète et Étrurie) et en Amérique indienne (Incas, Aztèques, etc.)⁴⁶ »

Dans le cas de l'École de la dépendance, ces modes de production deviennent des organisations différenciées de la production sociale pouvant exister au sein de la même période historique mais pouvant également être juxtaposées l'un à l'autre au sein d'une même unité économique. À titre d'exemple, Amin explique qu'il arrive parfois qu'un mode de production tributaire côtoie un mode de production féodale : *« Le mode de production féodal y apparaît comme un cas limite, dans lequel la communauté est particulièrement dégradée, puisqu'elle perd la propriété éminente du sol. Ce caractère limite nous permettra d'appeler les formations féodales « périphériques » par rapport aux formations tributaires « centrales »⁴⁷ »*

C'est cette juxtaposition de différents modes de production au sein d'une même unité économique qui amène Amin à développer le concept de formation sociale : *« Les*

⁴⁶ Amin, S., *Le Développement Inégal, Essai sur les Formations Sociales du Capitalisme Périphérique*, page 11.

⁴⁷ Ibid., p.11

*formations sociales sont donc des structures concrètes, organisées, caractérisées par un mode de production dominant et l'articulation autour de lui d'un ensemble complexe de modes de production qui lui sont soumis.*⁴⁸»

Ainsi, une formation sociale est l'articulation de plusieurs modes de production différenciés dont l'un d'eux est dominant et les autres y sont soumis. Les modes de production soumis fournissant un surplus au mode de production dominant. Effectivement, étant l'addition de plusieurs modes de production, le surplus généré provient de plusieurs modes de production différents : de ceux soumis au profit du dominant; qui devient dominant lorsqu'il accumule les surplus⁴⁹.

3.1.2.- Le mode de production impérialiste, l'échange inégal et le développement du sous-développement.

Utilisant la « grille marxiste » au niveau international, Amin, pour compléter l'analyse, propose l'utilisation d'un nouveau mode de production pour qualifier les rapports économiques qui s'établissent entre pays pauvres et pays riches : le mode de production impérialiste. À cet effet. Amin dit que :

*« Le mode de production capitaliste est caractérisé par une contradiction immanente : celle qui oppose le caractère social grandissant des forces productives au caractère étriqué persistant des rapports de production. Cette contradiction apparaît dès l'origine et n'indique donc pas l'imminence d'un « effondrement final ». Elle a été surmontée, pendant un siècle au moins, à la fois par l'expansion du système et par le renouvellement de son modèle d'accumulation. Marx rappelle que le mode capitaliste est contraint de révolutionner sans cesse la production; il est donc contraint également de révolutionner sans cesse les rapports de production pour les adapter aux exigences du développement continu des forces productives. L'histoire du capitalisme est celle de ce processus d'ajustement des rapports de production aux exigences du progrès des forces productives.*⁵⁰»

Ainsi donc, les contradictions internes du capitalisme trouvent leur résolution dans une révolution de l'organisation de la production par l'extension du système capitaliste aux zones n'étant pas organisées selon un mode de production capitaliste ou impérialiste. Marx analysait le même phénomène lorsqu'il constatait la prolétarianisation

⁴⁸ Ibid., p.12

⁴⁹ Ibid., p.13

⁵⁰ Amin, S. (sous la direction de), *La Crise de l'Impérialisme*, page 11.

des serfs et l'intégration de la campagne féodale dans la zone d'influence du mode de production capitaliste.

Cependant, pour les théoriciens de l'École de la dépendance, le phénomène – bien que suivant la même dynamique- change de et ce sont maintenant les centres impérialistes (ici les pays du Nord) qui intègrent les modes de production des périphéries non capitalistes (souvent tributaires) afin de résoudre les contradictions inhérentes à la reproduction du mode de production capitaliste. Cette mise en place de cette relation d'exploitation Nord/Sud ou Centre/Périphérie se fait suivant trois phases d'accumulation du surplus par le centre.

1^{er} : pillage colonial;

2^e : échange de matières premières;

3^e : destruction de l'industrie nationale.

Une citation d'Amin nous permet de bien illustrer – dans les propres termes d'un théoricien de l'École de la dépendance- l'importance que ces derniers donnaient à l'interdépendance des pays:

« le système capitaliste mondial ne peut être analysé comme une juxtaposition de formations nationales interdépendantes plus ou moins avancées ou attardées, mais qu'il constitue une unité dont les centres développés et les périphéries dites sous-développées sont inséparables. Dans la logique de cette thèse, les concepts fondamentaux de la valeur et de la valeur de la force de travail s'appliquent d'emblée au champ mondial et non aux champs particuliers de chaque formation nationale.⁵¹ »

Amin affirme que les concepts de valeur et de valeur de la force de travail s'appliquent d'emblée au « *champ mondial et non aux formations nationales* ». Ce que veut dire Amin dans ces quelques mots est que la valeur s'impose aux économies périphériques ayant une économie moins développée que celle des pays du centre. Cet échange entre valeurs non équivalentes, amène un « échange inégal » entre le centre et la périphérie où la marchandise du centre va se vendre à un prix élevé (dû à la forte valeur de la force de travail de ces pays conséquents de l'institutionnalisation de la lutte des classes) alors que la marchandise de la périphérie va se vendre à un prix inférieur (dû à la moins grande valeur de la force du travail dans ses pays).

⁵¹ Samir, A. *La Déconnexion, Pour Sortir du Système Mondial*, page 142.

Avec le développement du capital monopolistique, de la concurrence au niveau du développement technologique au sein des entreprises et de « l'aristocratie ouvrière » apparaît la dégradation des termes de l'échange. Celle-ci se traduit par une non équivalence des poussées inflationnistes des produits de la périphérie et de ceux du centre. L'explication de cette dégradation au niveau des prix des équivalents est que l'investissement technologique au sein du capital constant se fait de plus en plus au centre, ce qui permet une valeur ajoutée de plus en plus grande dans la détermination des prix, alors que les exportations de la périphérie étant souvent des produits avec peu d'innovation technologique, ces derniers ne connaissent pas une progression dans leur valeur ajoutée. Le fossé devient de plus en plus large entre la valeur des produits du centre et de ceux de la périphérie ce qui contribue à l'inaccessibilité de ces produits au marché de la périphérie. Or, ces produits sont souvent des moyens de production nécessaires au développement, ce qui amène une industrialisation plus faible à la périphérie et créer le « développement du sous-développement ».

Le « développement du sous-développement » est un processus dynamique qui implique qu'au développement de l'économie dans le centre impérialiste, correspond une aggravation du sous-développement dans les pays du sud. Comme le dit A.G. Frank :

« Ainsi, le financement extérieur de l'investissement a moins pour effet d'améliorer la capacité de l'Amérique latine de produire les biens capitaux qui sont si nécessaires à sa croissance économique que de créer un besoin croissant d'importations nouvelles qui intensifient sa dépendance à l'étranger. L'investissement extérieur, tout comme la dette publique extérieure, aggrave la mainmise de l'étranger sur les ressources et le revenu déjà rare de l'Amérique latine. »⁵²

L'investissement des capitaux provenant des centres contribue à plonger de plus en plus les pays de la périphérie dans le sous-développement. Dans cette formation sociale, ce système global d'échanges et d'investissements où le centre est le mode de production impérialiste, il semble impossible pour les modes de productions périphériques d'atteignent une économie autocentrée comme celles des pays du centre.

⁵² Frank, A.G., *Le Développement du Sous-Développement*, page 172.

Plusieurs questions alors s'imposent : dans des conditions aussi désastreuses, pourquoi les pays de la périphérie acceptent-ils leur intégration au système mondial? Pourquoi ne préfèrent-ils pas l'autarcie?

3.1.3.- *La bourgeoisie de la périphérie, courroie de transmission de la dépendance économique.*

Pour les tenants de l'école de la dépendance, il y a une seule et même réponse pour ces questions, elle se trouve dans l'existence d'une bourgeoisie extravertie dans les pays du sud; ou « bourgeoisie compradore ». Effectivement, si l'échange inégal et le développement du sous-développement ont des effets désastreux sur la majorité de la population des pays périphériques, cette dépendance profite à une minorité sociale de ces pays pauvres.

En fait, alors que l'intensification des échanges et investissements entre le centre et la périphérie signifie un enrichissement des économies autocentrées et une réduction des luttes de classe par la redistribution du surplus dans les pays du centre, cela implique en revanche la polarisation des classes sociales dans les périphéries. Ainsi, un appauvrissement des pauvres dû à l'intensification des retards économiques structurels dans les économies périphériques est accompagné d'un enrichissement des classes possédantes. Cet enrichissement des classes possédantes favorise le maintien du statu quo. Comme le dit Gunder Frank pour le cas du Brésil: « *il est évident que ces rapports couvrent certains Brésiliens de profits et de puissance. Ces groupes consacrent alors cette même puissance au maintien des rapports existants.* »⁵³

Ainsi, les classes possédantes des périphéries ont des intérêts contraires au reste de la population de la périphérie. Ici, l'appauvrissement de plusieurs contribue à l'enrichissement de quelques-uns. En maintenant cette structure de sous-développement, en étant « la courroie de transmission » des processus impérialistes du centre, cette classe maintient les économies périphériques dans leur état de dépendance et ne peuvent assumer le rôle d'agents sociaux de développement comme l'a été- à certains égards- la bourgeoisie des économies du centre⁵⁴.

⁵³ Ibid., page 143.

⁵⁴ C'est l'existence de cette élite extravertie qui pousse Amin à dire que : « *la forme compradore de l'État à la périphérie n'est-elle pas en passe de devenir le moyen principal de l'intégration inégale dans la phase nouvelle du développement du système capitaliste mondial? Ce concept de l'État compradore, principalement appareil de transmission de la domination du capital transnationalisé,*

Ce sont les processus de domination économique issus du centre, conjugués avec le maintien de cette structure de sous-développement par les élites extraverties qui amènent ce que les auteurs à l'étude appellent le « blocage ».

doit être mis en opposition avec celui de l'État bourgeois national, principalement lieu de régulation de conflits de classes internes. » in Samir Amin : La Déconnexion, Pour Sortir du Système Mondial, page 36.

3.2.- De la dépendance économique à la dépendance idéologique?

Après avoir développé les principaux concepts et développement théorique de l'École de la dépendance, nous allons nous concentrer sur les aspects que cette même école aurait pu développer relativement aux questions de l'idéologie.

La première question qui vient à l'esprit lorsque nous nous donnons une telle tâche est la suivante : est-ce que les auteurs de l'École de la dépendance se sont intéressés à la question de l'idéologie?

Il semble que oui, en partie du moins. L'émergence du nouvel ordre mondial puis ensuite du nouvel ordre impérialiste mondial a donné lieu à des analyses de l'impact culturel des processus de domination impérialiste.

Pour arriver à faire une démonstration complète dans cette petite discussion, nous proposons un bref retour aux fondements marxistes de l'idéologie pour ensuite tomber dans le vif du sujet et développer sur les avancés théoriques qu'on pu faire les théoriciens de la dépendance sur la notion d'idéologie et surtout, en quoi celle-ci s'inscrit dans leur cadre théorique de la dépendance centre/périphérie.

3.2.1.- Une tradition marxiste.

Pour Marx, nous le savons déjà, l'infrastructure détermine la superstructure. À la formulation de cette analyse, plusieurs débats firent rage au sein des académiciens marxistes. Nous n'avons ni la prétention ni l'intérêt de participer ou de faire part de ce débat, mais nous croyons nécessaire d'user de l'explication qu'à fournit Godelier sur le sujet afin d'avancer dans la matière que nous devons couvrir :

« C'est donc par abstraction que la pensée peut séparer les différentes parties d'un tout, les forces productives des rapports de production, et séparer ces deux réalités prises ensemble (qu'on a désormais l'habitude d'appeler « infrastructure ») du reste des rapports sociaux (qui deviennent alors des « superstructures »). Remarquons en passant qu'infrastructure et superstructures traduisent mal les termes Grundlage et Überbau employés par Marx. L'Überbau est la construction, l'édifice qui s'élève sur des fondations, Grundlage. Or c'est dans la maison que l'on vit et non dans ses fondations, Aussi, loin de réduire les superstructures à une réalité appauvrie, une autre traduction de Marx aurait-elle pu mettre l'accent sur leur importance...⁵⁵»

⁵⁵ Godelier, M., *L'idéal et le matériel*, page 16.

Ainsi, la distinction infra/superstructure est d'abord un processus d'abstraction et non une séparation réelle dans la vie sociale : comment quelqu'un peut-il vivre dans une fondation ironise Goddelier? Ce qui est infrastructure reste donc des rapports sociaux et ce qui est superstructure une représentation qui est faite de ces rapports sociaux et issus de ces rapports sociaux. Mais laissons la parole une fois de plus à Goddelier sur le sujet :

« En fait, la distinction entre infrastructure et superstructure n'est rien d'autre que la distinction d'une hiérarchie de fonctions et de causalités « structurales » qui assurent les conditions de reproduction de la société en tant que telle; elle ne préjuge aucunement de la nature des rapports sociaux qui, dans chaque cas, prennent en charge ces fonctions (parenté, politique, religion, etc.), ni du nombre de fonctions dont ces rapports sociaux peuvent être le support. Une conception dynamique et globale des conditions de reproduction des divers types de société implique donc de découvrir la hiérarchie des contraintes et des fonctions qui permettent cette reproduction. Chaque niveau d'organisation sociale a des effets spécifiques sur le fonctionnement et la reproduction de l'ensemble de la société et, par voie de conséquence, sur les rapports de l'homme avec la nature. ⁵⁶»

Une distinction de causalité structurale où les rapports sociaux de production- étant ceux qui permettent de reproduire la société- mettent en place des représentations idéologiques qui servent à les légitimer. Ici, la lecture du rapport infra/superstructure dépasse la lecture de la détermination économique mécanique qui peut parfois être avancée par certains auteurs.

À cet effet, Amin donne écho à cette analyse infra/superstructure et la met de l'avant pour poser en quoi les développements dans l'économie du système-monde peuvent avoir des fondements dans les processus idéologiques au centre et à la périphérie⁵⁷ et entre eux. Ainsi Amin émet l'hypothèse qu'aux sociétés tributaires - forme que revêtaient les modes de production de la périphérie avant leur intégration au système-monde- correspondait une idéologie métaphysique aspirant à la recherche d'une vérité absolue, alors qu'aux sociétés capitalistes correspond une idéologie de vérités partielles laïcisées dans sa forme. Ces idéologies propres à chaque mode de

⁵⁶ Ibid., pages 46 et 47.

⁵⁷ Amin dit que : « Le développement des forces productives et les formes sociales donnent leur contenu concret aux idéologies dans lesquelles s'insèrent les valeurs en question et en déterminent les contradictions et les limites historiques. » in Samir Amin, *L'Eurocentrisme: Critique d'un Idéologie*, page 7.

production ont chacune comme fonction de permettre une légitimation des rapports de production au sein de chaque mode de production. Ainsi, la vérité métaphysique dans la société tributaire permet de donner un statut divin à l'empereur et à l'investir d'une grâce surhumaine, alors que l'idéologie laïque du progrès et de la vérité partielle dans les sociétés capitalistes permet d'assurer une foi en le progrès qui assure une accumulation du capital⁵⁸.

Revenons un peu plus sur l'idéologie propre au mode de production capitaliste. Amin affirme que celle-ci est issue des Lumières et qu'elle répond à une représentation mécanique de la réalité : où un ensemble de chaînes causales déterminent une progression. Ici, c'est l'évolution technologique qui amène une incidence causale sur le développement social et qui le transforme par une série d'étapes mécaniques et reproductibles. Cette idéologie se manifeste par une foi - comme nous l'avons dit précédemment- dans la notion de « progrès » et l'adaptation de toute la société à celui-ci, soit par l'adaptation à l'innovation technologique, soit par l'obéissance de règles de l'économie « objectives »⁵⁹.

3.2.2.-Une idéologie dominante.

Le développement du capitalisme mondial va amener une soumission des modes de production périphériques au mode de production impérialiste. Cette soumission de l'économie s'accompagne d'une domination idéologique. La première manifestation de cette domination est la définition par la négative de la périphérie. En effet, avec le développement de l'impérialisme et de son idéologie du progrès, les périphéries deviennent des pâles images des économies du centre, un embryon de ce qu'elles pourraient être. À cet effet, Amin dit que :

« La périphérie a toujours été par définition multiple et diverse, se définissant par la négative- les régions du système qui ne sont pas constituées en centres. L'ajustement des périphéries aux exigences de l'accumulation globale s'opère donc dans la pluralité : non seulement les fonctions remplies par la périphérie changent d'une phase à l'autre de l'évolution du système global mais encore à chacune de ces phases correspondent des fonctions diverses remplies par différentes périphéries. Il y a donc aussi à chaque étape de cette évolution des

⁵⁸ Ibid., pages 16 et 17.

⁵⁹ Ibid., page 56.

laissés pour compte inutiles au système. Car le système capitaliste reste- et c'est ce que l'eurocentrisme ne peut accepter- un système destructif dont le programme comporte nécessairement la marginalisation de la périphérie devenue inutile pour l'exploitation à un stade donné de son déploiement.⁶⁰»

Ainsi, non seulement les périphéries se voient définies non pas en soi mais comme le reflet imparfait du centre, mais elle voit sa définition et sa fonction changer en fonction de l'utilité qu'elles peuvent revêtir pour le centre.

Par son imposition aux économies périphériques et ensuite à l'ensemble du monde, cette idéologie de l'eurocentrisme devient une idéologie dominante en ce sens qu'elle s'impose comme impératif à tous et chacun en empêchant l'apparition d'autres idéologies. Amin donne trois fonctions à cette idéologie dominante :

1. Obscurcir la nature du mode de production capitaliste (la loi de la valeur) et lui donner un caractère transhistorique;
2. renforcer l'idée que le développement est un processus européen en soi
3. occulter les causes globales du sous-développement et trouver des causes internes à celui-ci.

Aux effets économiques de la dépendance, nous voyons donc que vient se greffer des effets idéologiques: refus de prendre en compte l'identité propre des sociétés périphériques en les définissant à la négative, occultation des causes globales du sous-développement et renforcement des explications en terme de causes internes et attribution du développement comme étant quelque chose d'européen en soi.

3.2.3.-La transmission d'un savoir du centre.

Nous avons discuté des effets et de l'origine de l'idéologie dominante selon l'explication d'Amin, mais nous devons également nous intéresser à leur articulation au niveau microsociologique et surtout, sur les effets reproducteurs de cette idéologie dominante au sein des populations des périphéries.

Nous avons précédemment développé l'idée de l'élite extravertie des pays périphériques, comment cette dernière se développait en contradiction avec les intérêts de la population générale des pays qui s'appauvrit avec le développement du sous-

⁶⁰ Ibid., page 136.

développement. Ici encore, (au niveau de la superstructure) cette élite joue un rôle de transmission de la domination du centre.

Effectivement, le corpus académique de la périphérie est entièrement construit selon « *un transfert des modèles d'éducation élitiste du XIXe siècle qui est ici, parfaitement absurde, puisqu'il n'est même pas inscrit dans la tradition locale comme l'était en Europe.* »⁶¹ Cette éducation empruntée des modèles européens et peu adaptée à la réalité des sociétés périphériques est le vecteur de la transmission de l'idéologie dominante.

Cette éducation enseigne des notions de progrès et l'application de règles objectives qui permettent le développement. Or, ces lois objectives sont les mêmes qui légitiment la domination des centres impérialistes sur les périphéries, ce qui signifie que l'élite des pays périphériques apprend comment développer le sous-développement au sein de son propre pays. C'est ce qui fait dire à Wallerstein que :

*“the educational systems devised by the ruling minorities, not merely to deny the indigenous people liberation but to subvert their very aspirations. These are programs directed at creating in them an acceptance of dependence, and the notion that this is a permanent and God-willed situation in which they find themselves. That seems to me to distinguish those areas from Nigeria, or Ghana, Kenya, or Uganda.”*⁶²

Les intellectuels des pays périphériques se voient dans une tension entre le modèle de « civilisation ou barbarie » proposée par l'idéologie dominante et d'écrire leur propre histoire⁶³. Les conséquences sont donc très sérieuses pour les pays de la périphérie.

En plus de l'éducation, la télévision et les différents produits culturels- échangés comme produits économiques mais comportant aussi une fonction idéologique- les pays du centre arrivent à transmettre cette idéologie dominante par l'effet que ces produits socio-symboliques peuvent participer à la constitution des représentations sociales d'une société. À cet effet, citons Karl Sauvant qui dit que :

“Education, for instance, has traditionally played a key role. Old socio-cultural ties are also strengthened by foreign-language broadcasts, newspapers, and extensive cultural programmes of major developed countries. In addition, local broadcasting frequently draws on whole

⁶¹ Amin, S., *l'Impérialisme et le Développement Inégal*, page 181.

⁶² Wallerstein, I. (Sous la direction de), *Origins and Perspectives on the World System*, page 153.

⁶³ Frank, A. G., *L'Accumulation Dépendante*, page 108.

series of programmes acquired from developed countries, and popular music in particular is strongly foreign dominated. An even higher degree of import-dependence is characteristic for the film industry, a dependence that is virtually total for news films. Newspapers and magazines, in many of which syndicated US comics have become fixtures, have to rely for their global news (including news about other developing countries) almost entirely on two or three international news agencies and their selection of what is newsworthy. Since the beginning of the 1960s, furthermore, television has become a major transmission belt for sociocultural investments, reaching already approximately one-quarter of the world population. A high percentage of the television programmes in developing countries (especially during prime time) is imported from a few developed countries.⁶⁴

Nous voyons donc, à l'aune de notre brève discussion, que l'École de la dépendance pose des concepts et des analyses qui peuvent nous aider théoriquement dans notre hypothèse de travail. Effectivement, une dépendance économique engendrée par un système-monde amènerait une forme de dépendance idéologique (à une idéologie dominante eurocentriste) où une tension s'inscrirait au sein des périphéries entre se définir comme un reflet imparfait des économies autocentrées et de définir et écrire leur propre histoire.

⁶⁴ Sauvart, K., From Economic to Socio-Cultural Emancipation : The Historical Context of the New International Economic Order and the New International Socio-Cultural Order, page 58.

3.3.- Récapitulation.

À l'aune de notre court développement épistémologique et théorique sur la notion de 'pauvreté' et de 'sous-développement', nous allons continuer à développer notre discussion en nous attardant un peu plus sur la méthodologie que nous avons choisis de suivre afin d'arriver à un développement empirique valide.

Comme nous l'avons vus dans nos deux chapitres précédents, la question de la pauvreté comme objet d'investigation scientifique comporte de nombreux enjeux. Cependant, c'est la nature même de ces enjeux qui va nous inspirer dans le développement de notre méthodologie et de notre analyse subséquente. En effet, la tension entre une définition de la pauvreté dans sa réalité empirique (telle que vécue en Haïti) et sa définition selon des idéologies développementalistes du Nord risque de se retrouver au niveau de la production de discours des membres de la société haïtienne.

À cet effet, nous avons décidés de conduire une analyse de discours au niveau d'articles de trois journaux haïtiens distribués en Haïti. Nous pensons que ces articles risquent de démontrer cette tension inhérente dans la définition de la pauvreté en Haïti due à la position particulière des journalistes (étant membre instruits de la société haïtienne vivant pour la plupart en exil).

Ainsi, dans les deux parties suivantes nous proposons d'abord une description de nos matériaux (qui consistent en des articles de journaux mais aussi d'entrevues conduites auprès de journalistes haïtiens) pour ensuite proposer à une analyse de contenu. L'analyse de contenu cherchera à faire ressortir les logiques sociales à l'œuvre dans les discours des journaux à l'étude et d'ainsi arriver à déterminer s'il y a présence d'une tension dans la définition de la pauvreté en Haïti. Plus encore, cette analyse nous permettra en dernière instance d'avancer une compréhension de la société haïtienne puisque ces représentations sociales doivent être comprises comme des éléments constitutifs de la société et conséquemment une partie intégrante de leur constitution sociale.

Chapitre III : Description des discours journalistiques à propos de la pauvreté.

Nous proposons de présenter dans notre troisième chapitre une description des matériaux et des contenus avant de procéder à l'analyse de nos matériaux. Pour analyser le discours journalistique des journaux Haïtiens, nous allons avoir recours à une analyse du discours. Paul Sabourin, la définit comme : « *un ensemble de démarches méthodologiques recourant à des méthodes et des techniques utilisées en fonction d'interpréter des documents dans le but de connaître la vie sociale.* »⁶⁵

Nous voyons que l'énonciation de notre objet de recherche est prompte à soulever de multiples clarifications. Ces clarifications vont être faites dans l'opérationnalisation de nos paramètres méthodologiques afin de faire comprendre quelles sont les limites et surtout quelle est la nature de l'analyse de nos matériaux. Pour ce faire, nous allons présenter les enjeux théoriques propres à notre démarche. Ces enjeux sont source d'interrogations dont les suivantes : quel est la nature du discours journalistique et comment peut-il être analysé sociologiquement?

Bien que notre matériau, les journaux, puisse sembler pencher naturellement à une méthodologie qualitative, il est possible d'en faire l'analyse par l'usage d'une méthodologie quantitative⁶⁶. Cette possibilité nous pousse à vouloir justifier le choix d'une méthodologie qualitative. Premièrement, nous allons chercher à comprendre les logiques sociales à l'œuvre dans les discours journalistiques des journaux haïtiens soumis à l'analyse en mettant ces discours en lien avec leur localisation sociale. Le discours journalistique haïtien sera ici analysé comme étant constitué de plusieurs points de vues relatifs à des expériences sociales différentes; d'où la nécessité de l'usage d'une méthodologie qualitative. Deuxièmement, nous chercherons à approfondir le phénomène complexe de l'articulation d'un discours sur la pauvreté et l'explication de sa structuration en regard de la réalité sociale des personnes : ceux qui produisent le discours et ceux pour qui le discours est produit.

⁶⁵ Sabourin, P., *L'analyse de contenu*, p.2

⁶⁶ Effectivement, il est possible d'user d'une banque de données et de recenser le nombre de fois où un article traite d'un thème et, à la base de ces données, d'en faire des croisements d'ordres divers qui amène une explication sociologique dont l'intermédiaire est une méthodologie quantitative. Voir à cet effet : Lacey, C. et Longman, D., *The Press and public access to the environment and development debate*, P.207

Nous proposons trois parties : la première partie se proposera de définir le statut théorique de la connaissance journalistique, la seconde une description des matériaux et la troisième se soucie des questions méthodologiques.

I.- Le discours journalistique : une introduction.

Cette première partie cherche à définir le statut théorique de la connaissance journalistique, de présenter l'usage et la place du discours journalistique et son statut en vue d'une analyse du discours. Nous allons faire état des différentes manières dont les chercheurs ont jusqu'ici défini théoriquement la connaissance journalistique.

Nous pouvons faire écho à plusieurs auteurs [Altheide, Gilbert, Brosseau] et affirmer que les différentes approches peuvent se regrouper en deux grandes familles : la première est celle qui affirme que les médias arrivent à influencer et même déterminer ce que peuvent penser les acteurs sociaux, alors que la seconde affirme que l'univers sociolinguistique des médias est un espace de débat public où peuvent s'exprimer les acteurs dans le but de changer les politiques publiques.

1.1.- Les médias comme appareils producteurs de sens.

Dans cette première grande famille, nous avons regroupé trois approches différentes : l'approche de l'école de Bourdieu, l'approche des cadres et l'approche de l'hégémonie.

1.1.1.- Une approche analytique représentationnaliste du discours : Pierre Bourdieu.

Selon Elia Sarfati⁶⁷, il y a deux principales approches dans l'analyse du discours. La première est l'approche analytique (issue de la théorie de l'idéologie d'Althusser), la seconde est l'approche intégrative (issue de l'archéologie du savoir de Foucault). L'approche intégrative « *présuppose qu'un discours est accessible à l'analyse moyennant sa mise en rapport avec d'autres paramètres qui lui donnent sens.*⁶⁸ » L'approche analytique, quant à elle : « *présuppose que le discours offre des pôles de résistance des stratégies cachées que seule l'analyse peut mettre au jour (...), le discours fixe ses véritables enjeux à autant d'indices (...) qu'il convient de comprendre comme des « symptômes ».*⁶⁹ »

⁶⁷ Georges- Elia Sarfati: *Éléments d'Analyse du discours*.

⁶⁸ Ibid., p.103.

⁶⁹ Ibid., p.103.

L'approche analytique existe sous trois formes principales : réaliste, représentative et représentationnaliste. L'approche de Pierre Bourdieu correspond à la troisième forme :

« Le positionnement d'un discours se fait par le biais d'une communauté discursive. Cette notion désigne « le groupe ou le réseau de groupes, à l'intérieur desquels sont produits, gérés les textes relevant de la formation discursive. (...) elle ne renvoie pas seulement aux groupes (institutions et relations entre agents), mais aussi à tout ce que ces groupes impliquent sur le plan de l'organisation matérielle et des modes de vie. (...) La définition admise par D. Maingueneau (1995, 115) qui distingue entre les communautés « qui gèrent » et celles « qui produisent le discours », permet alors de faire droit aux différentes composantes de cette institution, respectivement aux gestionnaires : agents juridiques et financiers, aux agents techniques, aux agents en charge de son évaluation, etc. Tout au long de ce parcours qui canalise socialement la mise en texte, il faut aussi situer ses producteurs, appréhendés relativement à des statuts spécifiques. ⁷⁰ »

Le propre de cette approche du discours est donc de prendre en compte les relations sociales, la place des agents dans le propre de l'univers journalistique. Pour Bourdieu, l'objet de l'étude qu'il entreprend du discours journalistique n'est pas :

« le « pouvoir des journalistes » et moins encore le journalisme comme « quatrième pouvoir » mais l'emprise que les mécanismes d'un champ journalistique de plus en plus soumis aux exigences du marché (des lecteurs et des annonceurs) exercent d'abord sur les journalistes (et les intellectuels-journalistes) et ensuite, et en partie à travers eux, sur les différents champs littéraires, champ artistique, champ scientifique. Il s'agit donc d'examiner comment la contrainte structurale que fait peser ce champ lui-même dominé par les contraintes du marché, modifie plus ou moins profondément les rapports de forces à l'intérieur des différents champs, affectant ce que l'on y fait et ce qui s'y produit et exerçant des effets très semblables dans ces univers phénoménalement très différents. ⁷¹ »

Nous voyons donc qu'il s'agit ici de comprendre, avant même d'analyser sociologiquement le discours journalistique, quelles sont les contraintes sociales autant internes qu'externes qui pèsent sur les journalistes et de comprendre quelle est la nature de la relation sociale qui se tisse entre le producteur et l'émetteur.

Pour arriver à appréhender les contraintes structurelles qui peuvent être inhérentes à la pratique journalistique, il convient d'arriver à définir le propre du champ journalistique. Un champ est, selon la théorie développée par Bourdieu : « constitué par un ensemble de positions qu'occupent des agents les uns par rapport aux autres. Existence des rapports de domination entre ces différentes positions. ⁷² » Les différentes personnes du champ sont en lutte

⁷⁰ Ibid., p.108.

⁷¹ Actes de recherche en sciences sociales, no. 101-103, p.3.

⁷² Oreillard, B., Approche Sociologique de la Presse à Porto Rico et en Guadeloupe/Martinique, p.63

et cherchent à obtenir une position dominante dans le champ en mobilisant différents capitaux : économique, culturel et social.

Ce sont ces luttes entre les différents acteurs du champ qui constituent les relations sociales propres aux champs. Ainsi, selon la théorie propre à Bourdieu et à ses disciples, les différents acteurs du champ journalistique suivraient les intérêts suivants :

Producteur/propriétaire : accroissement du capital économique.

Producteur/journaliste : accroissement du capital social

Consommateur/lecteur : accroissement du capital social et accroissement du capital culturel.⁷³

Le fait que le producteur ou le propriétaire cherche à augmenter son capital économique amène une contrainte structurelle au champ. Effectivement, cette recherche de l'accumulation du capital est une fin en soi et peut donc influencer sur la nature du traitement de l'information selon les goûts des commanditaires ou selon le degré d'attrait du journal aux consommateurs⁷⁴ (la composition de la demande socioéconomique).

Nous voyons ici que le but des acteurs du champ n'est pas d'alimenter le débat démocratique mais bien d'arriver à leurs propres fins, selon Bourdieu.

À ces contraintes structurelles doivent s'ajouter les contraintes relatives à la position sociale de l'acteur dans le champ. En effet, l'autonomie du journaliste va lui permettre de traiter son sujet avec plus de liberté que celui qui en possède moins. Or, cette autonomie est toujours relative à son statut (titulaire, pigiste, etc.), son salaire et sa notoriété.

S'ajoutent également les contraintes personnelles, où les préférences personnelles du journaliste qui viennent inférer dans le traitement de l'information. À titre d'exemple, un journaliste peut développer une sympathie pour un acteur politique, lui donnant une plus grande exposition médiatique qui amène l'acteur politique à gagner une importance politique plus importante que celle qu'il connaisse avant son traitement

⁷³ in Georges- Elia Sarfati: *Éléments d'Analyse du discours*.

⁷⁴ À cet effet, Martin Sanchez-Jankowski dit que : « *les journaux télévisés et radiophoniques comme les quotidiens d'information sont-ils en permanence à la recherche d'évènements « captateurs d'intérêts » pour accrocher et fidéliser leur public.* » in Actes de recherche en sciences sociales, no. 101-103, p.102.

médiatique⁷⁵. D'autres prédispositions personnelles peuvent faire référence : « à l'ignorance, à l'incompétence et aux ambitions professionnelles des journalistes. »⁷⁶

En plus de ces contraintes, doivent s'ajouter les contraintes d'ordre technique tel que le temps imposé au journaliste pour traiter de son sujet. Ce temps donné qui est souvent extrêmement court, empêche le journaliste d'aller au-delà d'un traitement superficiel de l'information.

L'existence des contraintes économiques, qui doivent assurer que le sujet traité doit avoir une demande importante chez les consommateurs, amène les effets suivants sur le contenu des textes journalistiques :

- Le sujet traité doit nécessairement être prompt à susciter un intérêt qui dépasse la localité de sa manifestation;
- Le sujet traité doit être inédit, il doit amener quelque chose de nouveau;
- Le sujet traité doit comporter assez d'action;
- Le sujet doit être traité avec un rythme qui permet de captiver l'audience;
- Le sujet doit être équilibré et doit être traité des différents points de vue en cause⁷⁷.

Ces effets de distorsions dans la forme et le contenu du traitement des sujets journalistiques, fait en sorte que la vocation des journaux n'est plus d'informer le citoyen et d'ainsi représenter un 'quatrième pouvoir' politique, mais bien de s'assurer de la vente de son produit.

Adkins, Ferguson, Phillips et Wasburne⁷⁸, quant à eux, identifient quatre caractéristiques propres aux journaux investis d'intérêts économiques. Premièrement, le traitement des nouvelles est 'personnalisé' (*personalized*) : les causes et les manifestations de l'objet médiatique sont liés à des individus identifiables, négligeant ainsi de traiter des causes institutionnelles, historiques, politiques ou sociales. La conséquence est que, lorsque les journaux traitent d'un sujet dont l'ampleur est telle qu'il concerne l'ensemble de la société, les citoyens ne cherchent pas à réfléchir sur les causes historiques,

⁷⁵ « Les journaux venaient ainsi modifier les rapports de forces politiques locales en élevant au rang d'opposants légitimes des personnes qui, auparavant, n'avaient aucun poids dans le jeu politique local. » in Actes de recherche en sciences sociales, no. 101-103, p.86

⁷⁶ ibid. P.102

⁷⁷ ibid., pp.105 à 107.

⁷⁸ Tawnya Adkins, D., Ferguson, S. et Wasburne, P., News in my Backyard: media and democracy in an 'all American' city, pp.230-231.

politiques ou sociales qui engendrent le phénomène et le maintient, mais ne cherchent qu'à condamner des coupables clairement identifiés : une multinationale est responsable de la perte d'emploi et non la logique d'accumulation, un employeur est raciste et non certaines institutions sociales, le chômeur est coupable de son sort et la responsabilité n'est pas due aux manques d'accessibilité à la formation et au savoir, etc.

Deuxièmement, pour s'assurer de la diffusion des traitements journalistiques chez le plus grand nombre de consommateurs, les événements traités sont dramatisés et simplifiés, voir teintés d'affects symboliques superficiels, négligeant les aspects plus abstraits du phénomène. Ce qui fait que, face à une crise, les causes du phénomène sont simplifiées et non pas approfondies pour en ressortir les causes latentes.

Troisièmement, le traitement des nouvelles est fragmenté. Sont présentés des morceaux épars du phénomène couverts non liés ensemble de façon à présenter des événements et non des enjeux sociaux (*issues*).

Quatrièmement, enfin, les événements sont 'normalisés' (*normalized*). Ils sont présentés de sorte que les autorités ont souvent le dernier mot, les solutions envisagées sont souvent intimement liées avec le pouvoir en place et relativement conformes à ce à quoi sont habitués les récepteurs.

Une fois encore, la conséquence est que les journaux, loin de participer à un enrichissement du débat démocratique, ne font que banaliser les enjeux sociaux ce qui fait que des solutions à long terme, nouvelles ou simplement hors du cadre des pouvoirs politiques en place, ne sont pas envisageables. Ces solutions ne sont pas envisagées puisque les causes politiques, institutionnelles et sociales ne sont jamais présentées. Tout cela sous le couvert de l'objectivité auto-proclamée des journalistes. C'est précisément cela qui fait en sorte que, loin de participer au débat démocratique, le discours journalistique forge la manière de concevoir les enjeux sociaux.

C'est ce qui fait dire à Bourdieu :

« L'emprise sans cesse accrue d'un champ journalistique lui-même soumis à une emprise croissante de la logique commerciale sur un champ politique toujours hanté par la tentation de la démagogie (...) contribue à affaiblir l'autonomie du champ politique et, du même coup, la capacité accordée aux représentants (...) d'invoquer leur compétence d'experts ou leur autorité de gardiens des valeurs collectives. »⁷⁹

⁷⁹ Actes de recherche en sciences sociales, no. 101-103, p.7

Pouvoir politique et pouvoir journalistique sont intimement liés donc mais pas comme des fonctions équilibrantes, mais bien comme une perte de légitimité et une contamination du débat public. Ceci cependant, il faut le comprendre, doit être jugé avec précaution puisque les résultats de Bourdieu sont relatifs à la société française, ainsi ses conclusions peuvent avoir moins d'influence dans une société si différente de la société française comme la société haïtienne.

1.1.2.- Une approche analytique représentative du discours : Les 'cadres' de pensée.

La deuxième approche est l'approche analytique représentative, nous prendrons comme exemple celui du discours journalistique comme producteurs de cadres de pensées. Selon cette approche : « le discours fixe ses véritables enjeux à autant d'indices (...) qu'il convient de comprendre comme des « symptômes ». »⁸⁰ L'enjeu est d'arriver à présenter une information journalistique qui semble intéressante, qui arrive 'à vendre' tout en gardant une légitimité objective.

L'exemple de l'analyse du discours journalistique comme producteur de 'cadres' (*frames*) est tributaire de la pensée du sociologue E. Goffman et Robert P. Snow. Ce sont les changements sociaux dans les moyens de diffuser l'information (télévision, câble, internet) qui va susciter l'élaboration d'une autre approche dans le traitement de l'information. Maintenant, au lieu de vouloir présenter l'information dans sa prétendue 'objectivité' et selon un rythme propre au traitement journalistique de l'information, le traitement des événements cherche à imiter dans sa forme et son contenu, le format du 'divertissement' (*entertainment format*)⁸¹.

Les cadres démontrent comment les changements dans les moyens de diffuser l'information ont influencé notre manière de concevoir les enjeux sociaux. David Altheide en donne la définition suivante:

*“Frames are the focus, a parameter or boundary, for discussing a particular event. (...) It is helpful to think about 'frames' as very broad, thematic emphases or definitions of a report, like the border around a picture, that separates it from the wall, and from other possibilities. An example is treating illegal drugs use as a 'public health issue' as opposed to a 'criminal justice issue'.”*⁸²

⁸⁰ Georges- Elia Sarfati: *Éléments d'Analyse du discours*, p.103.

⁸¹ Altheide, D., *The News media, the problem frame, and the production of fear*, p. 652.

⁸² Ibid., p.651

Les symptômes et les indices sont les suivants : une absence de l'ordinaire dans le traitement de l'information, une importance mise sur l'aventure, une forme qui produit un rythme et un tempo dramatique et empli d'action qui amène les récepteurs à être captivés par la couverture médiatique de l'événement.

Le format divertissement amène l'apparition du cadre 'problématique' (*problem frame*) dans le traitement de l'information par les médias. Ce cadre cherche à répondre à l'interrogation suivante : comment rendre le traitement des nouvelles intéressantes? Comment arriver à le rendre proche du format 'divertissement' tout en gardant une légitimité conséquente d'une objectivité journalistique? Ce type de cadre a les caractéristiques suivantes : une structure et une forme près d'une organisation narrative : racontant une histoire avec un déroulement et une fin; une signification morale se voulant universelle; non ambiguë; un temps et une place spécifiés ; ayant des résonances culturelles spécifiques et, lors du traitement d'un évènement, l'emphase est mise sur un désordre quelconque.

Ces cadres qui sont à l'origine initiés dans le but de rendre compétitive la production journalistique avec la production de divertissements (qui utilise les mêmes médiums que la production journalistique). Les journalistes en viennent à suivre ce modèle qui devient rapidement la norme dans le traitement de l'information. Or ces cadres deviennent des cadres normatifs au sein desquels il est dit ce qui va être dit, comment cela sera dit; mais aussi *ce qui ne sera pas dit, comment il ne sera pas dit* : « *Frames focus on what will be discussed, how it will be discussed, and above all, how it will not be discussed.* ⁸³ ».

Ces cadres sont relatifs à une réalité culturelle dans laquelle ils évoluent, ils deviennent routiniers et rapidement, par le processus de socialisation, peuvent devenir une orientation normative dans la manière d'évaluer et de penser les enjeux par les acteurs sociaux. En construisant un discours captivant, sur des évènements qui n'auraient probablement aucun intérêt hormis l'intérêt créé par les médias dans leur traitement de l'évènement selon un rythme et une approche divertissante, les critères de ce qui doit être traité par les journalistes ne sont pas des critères relatifs à l'importance

⁸³ Altheide, D., The News media, the problem frame, and the production of fear, p.651.

des enjeux mais bien des critères de divertissement; ce qui fait que les journaux perdent rapidement leur fonction de « quatrième pouvoir »⁸⁴.

Ou, pour reprendre les paroles de Wasburn et Ruth :

« People's view of the order of things provides a frame of reference or orientation with which they can interpret objects and events as they conduct their everyday lives. The objects and events of the world have no inherent or universal meaning apart from this imposed framework. As Erving Goffman (1974) points out, the imposed meaning is limited by, and relative to, the social context in which it is created. However, once meanings are learned through the socialization process (...), people tend to act on them without reassessment and without awareness of the social forces that created them. They come to identify truth with a particular learned set of socially shared meanings. »⁸⁵

La perception de l'ordre des choses produite par la pratique institutionnalisée des médias devient donc des cadres de référence et de perception pour les acteurs sociaux; ils les utilisent et les réutilisent par réflexe, par automatisme et deviennent rapidement des normes dans la façon de traiter les enjeux sociaux.

1.1.3.- Une approche analytique réaliste du discours : l'hégémonie.

L'approche analytique réaliste dite approche 'forte', contrairement à la précédente, ne donne pas d'indices ou de symptômes permettant de faire ressortir la logique discursive et, avec sa déconstruction, établir sa logique socio-linguistique. Il y a dissimulation, et il faut prendre en compte que ces discours ne sont que l'émanation de l'infrastructure de production, infrastructure qui est entre les mains de la classe dominante. Le discours a comme fonction de dissimuler les rapports de domination et d'ainsi faciliter leur reproduction.

L'idéologie est entendue ici comme un processus d'inculcation des idées par répétition et diffusion médiatique de celles-ci et leur contamination dans la pratique sociale [Sabourin, P., 2004] .

Les couvertures d'événements faites par les journaux sont le produits d'institutions de la classe dominante, la constitution de leur discours est

⁸⁴Gilbert, A., Brosseau, M., Le journal, Acteur Urbain? Le Droit et la vocation du Centre-ville de Hull, pp.536-537.

⁸⁵ Wasburn, P. et Ruth, B., The symbolic construction of Russia and the United States on Russian National Television; p.670.

structurellement déterminée par l'infrastructure de production. Les récepteurs, les consommateurs des journaux peuvent adopter trois stratégies différentes :

1. accepter l'hégémonie et reproduire le discours;
2. accepter le discours mais le critiquer à un niveau évènementiel;
3. délégitimer le discours et en produire un subversif⁸⁶.

Cette approche reconnaît cependant ses limites puisqu'elle admet que le récepteur produit quand même du discours et qu'il est possible pour lui de porter une action avec une portée dialectique lui permettant d'influencer la nature de la relation de pouvoir.

Antoine Bouillon dit que :

« L'articulation violente d'un rapport de domination n'en est-elle pas qu'une saisie en négatif, qu'une saisie comme négativité? (...) Si cette approche s'avérait insuffisante, s'agissant particulièrement d'appréhender politiquement cet « élément » de nos pratiques sociales, « mass media », « cultures », « communications » dites « de masses »? La dominance de l'idéologie dominante n'est-elle pas d'abord d'être constitutive de nos pratiques sociales, d'être l'élément de nos dire et faire? Le penser comme domination n'implique-t-il pas de penser autrement que sous discours? Et, qu'est-ce à dire? Ne serait-ce pas mettre la dialectique au panier?⁸⁷ »

L'idéologie est donc partie constituante des pratiques sociales et c'est ce qui permet de considérer comme une relation sociale le rapport que tissent les journaux avec leur lectorat.

Pour cette approche, il s'agit en premier lieu de constituer le support matériel qui permet la production journalistique, le nombre d'articles locaux, le nombre d'articles provenant d'agences de presse, la sélection de ses articles, la manifestation de son contenu, la propriété des moyens de produire, les rapports de domination au sein de l'appareil journalistique. Bref, une importance est mise sur l'analyse de l'infrastructure de production dans son impact sur la diffusion des idéologies.

1.2.- Les médias comme 'quatrième pouvoir'.

À l'opposé des approches que nous avons pu voir précédemment, celle que nous allons présenter ici ne considère pas les médias comme des producteurs

⁸⁶Robert E. Roberts, L., Power/knowledge and discredited identities: media representations of herpes, p. 268

⁸⁷Bouillon, A., Emprise Discursive et domination, p.29.

d'idéologies qui guident l'action sociale et inculquent la pensée chez leur lectorat. Au contraire:

« mass media in democratic states offer a vigorous 'marketplace of ideas' that stimulates the public's political interest and participation and makes available the specific information that the public needs to hold the government and public organizations accountable. ⁸⁸»

Les médias sont des outils pour le débat public, ils offrent des perspectives différentes aux enjeux sociaux, permettant ainsi aux acteurs sociaux de se faire une idée juste dans le pluralité des perspectives objectivement présentées.

Cette perspective répond aussi à une conception représentationnaliste du discours qui prend en compte les différents acteurs sociaux entrant en relation dans l'univers social du milieu journalistique et l'influence de leurs discours sur la pratique sociale des acteurs formant la société.

Loin de seulement participer au discours public et politique, les médias sont un acteur essentiel de la démocratie puisqu'ils sont une forme de contrepouvoir et que les responsables politiques sont moins tentés de sombrer dans l'autoritarisme par la peur d'une couverture médiatique désastreuse. Plus encore, ces médias permettent aux acteurs sociaux, qu'importe leur statut, de s'exprimer et d'ainsi porter une influence réelle sur sa société.

Ainsi, les grands enjeux sociaux sont présentés objectivement par les médias, les acteurs sociaux, les responsables politiques et les professionnels s'y expriment respectivement; l'enjeu est débattu et finalement une décision collective est prise par les acteurs sociaux.

Les approches théoriques que nous venons de présenter restent relatives au journalisme des pays dont les approches théoriques sont issues; nous allons dans ce mémoire tenter –comme l'ont fait les sociologues traitant du journalisme cités plus haut- de comprendre la place qu'occupe le discours journalistique haïtien dans la société haïtienne et au sein des autres espaces publics connus. Pour ce faire, nous allons : 1) revenir sur les contraintes propres à la pratique journalistique en s'inspirant des développements théoriques de Bourdieu dans notre analyse de contenu pour arriver à

⁸⁸ Tawnya A., Ferguson, D., Selene P. et Wasburne, P., News in my Backyard: media and democracy in an 'all American' city, pp.227-228.

déterminer la nature du champ journalistique haïtien selon les contenus présents dans nos matériaux; 2) proposer une adaptation de la notion de cadre présentée précédemment en faisant une référence au développement de Goffman à ce sujet dans notre analyse de discours.

II.- Le Travail journalistique de la presse haïtienne

Pour pouvoir déceler les propriétés des différents écrits journalistiques qui seront analysés en regard du thème de la pauvreté, nous avons mené une série d'entrevues auprès des artisans de ces médias afin de comprendre en détail leurs activités. La description des propos de ces entrevues va nous permettre d'établir une compréhension de la pratique journalistique haïtienne.

Bernard Oreillard⁸⁹ propose la classification suivante des journaux : La presse d'information, la presse d'opinion et la presse à sensation. Bien que la presse d'information se contente de rapporter l'information parsemée de quelques positions éditorialistes, qu'elle soit libérée d'attache à des partis politiques, elle peut suivre des courants de pensée ou des familles idéologiques vastes : conservatisme, progressisme, libéralisme, etc. [Oreillard, 1992].

Notre analyse porte sur trois journaux hebdomadaires qui sont : *Haïti en Marche*, *Haïti Observateur* et *Haïti Progrès*. Ces trois journaux ont également en commun le fait que, bien qu'ils soient tous disponibles en Haïti et que l'accès à l'écriture de textes soit ouvert aux Haïtiens, il sont tous les trois édités à l'extérieur d'Haïti⁹⁰.

L'information fournie par les sites Internet des journaux est plutôt limitée, voilà pourquoi nous avons eu recours à une première étude exploratoire d'entrevues réalisées auprès de journalistes haïtiens afin d'obtenir une description du paysage médiatique haïtien. Cette description est surtout exploratoire et heuristique. Elle est exploratoire puisqu'elle cherche surtout à fournir une description préalable à une analyse compréhensive et exhaustive. Nous allons en premier lieu faire état de la description de notre démarche exploratoire des entrevues pour ensuite faire de même avec les journaux et articles des journaux à l'étude. Notre démarche est heuristique puisque nous ne partons pas d'une hypothèse préétablie sur la configuration sociale de la presse

⁸⁹ Oreillard, B., Approche Sociologique de la Presse à Porto Rico et en Guadeloupe/Martinique, p.68

⁹⁰ <http://www.haiti-reference.com/arts/media/media-ecrit.html>

haïtienne bien que nous soyons guidé par les approches théoriques précédemment exposées de la production médiatique. Nous cherchons seulement à décrire ce qui fut traité et comment il fut traité en un échantillon restreint pour chaque journal.

La Relation sociale d'entrevue : Les intervieweurs deviennent interviewés.

Nous avons conduit huit entrevues avec des journalistes d'origine haïtienne résidant dans la grande région métropolitaine de Montréal. Les entrevues duraient en moyenne une heure demie, la plus courte ayant une durée d'une heure et la plus longue de plus de deux heures et demie. Trois des huit répondants écrivaient dans l'un des trois journaux de la diaspora à l'étude: *Haïti en Marche*, *Haïti Observateur* et *Haïti Progrès*. Deux autres étaient des journalistes radio et trois autres des journalistes écrivant au sein d'autres journaux.

La relation d'entrevue

La prise de contact avec les répondants fut aisée. Il semble, à l'aune des observations que nous avons pu effectuer dans les trois mois de terrain, que la communauté haïtienne soit une communauté concentrée autour d'institutions importantes pour la communauté localisées dans des quartiers avec une forte proportion de gens d'origines haïtienne à Montréal. Ainsi, la vente des journaux du pays se fait dans des grandes épiceries spécialisées qui côtoient des journaux locaux s'adressant à la communauté haïtienne.

La moitié de mes contacts a été rejointe en appelant au numéro de téléphone apparaissant sur le journal. En parlant aux éditeurs de New-York ou de Miami, ceux-ci m'ont donné des numéros de téléphone de pigistes et de correspondants demeurant à Montréal. La prise de contact téléphonique fut plus difficile cependant puisque les rédacteurs des journaux à l'étude étaient la plupart du temps méfiant sur mes intentions. Un répondant m'a même averti hors micro qu'il a reçu des menaces de la part d'autres journalistes haïtiens quant au contenu des articles de son journal et qu'il a du plus d'une fois en faire appel à la police. Un autre répondant a refusé de nommer les journaux et s'est contenté de parler de la pratique journalistique de manière générale sans jamais faire mention spécifique des journaux en question.

L'autre moitié des journalistes interrogés furent des contacts fournis par les premiers répondants. Ainsi, un répondant travaillant à un journal local pouvait me

donner le contact d'un homologue travaillant à la radio, ou ayant travaillé à la radio nationale haïtienne et ainsi de suite. À travers ces entrevues nous observons l'importance des réseaux dans la pratique journalistique et comment ceux-ci nous livrent d'un point de vue spécifique un regard sur l'ensemble de la presse haïtienne en ce qui à trait à leurs conditions de travail et leurs manières de travailler. Ceci d'autant plus que certains répondants s'intéressaient à mes résultats pour les publier dans leurs journaux ou encore d'en utiliser des sources afin de faire leurs propres projets. Les contacts et le 'réseautage' semblent importants dans la profession et pour certains, bien que la participation à la recherche était faite sans aucune arrière-pensée, la possibilité de garder contact avec quelqu'un faisant une recherche sur le sujet leur semblait intéressant.

Enfin, après les entrevues, le réseau de la communauté haïtienne s'est révélé fonctionnel pour la propagation des informations. En effet, mes parents – qui fréquentent la communauté haïtienne de Montréal depuis 30 ans- me ramènent des anecdotes sur des répondants qui les approchent et leur parlent de moi. C'est cette rétroaction des interviewés sur les entrevues qui m'a permis de faire une réflexion critique quant à la façon dont les entrevues furent conduites.

Il y a sans conteste une situation particulière dans le fait d'interviewer des journalistes qui ont l'habitude de se retrouver du côté de la personne qui pose les questions. Malgré cette situation inhérente à la conduction de nos entrevues auprès des journalistes haïtiens, les répondants furent tous très volubiles. Ceux-ci avaient le souci de présenter leur réponse d'une façon organisée, utilisant souvent des méthodes de comparaison, des méthodes typologiques ou des méthodes diverses de classification de leurs expériences.

La relation d'entrevue comportait- pour les raisons que nous venons tout juste de nommer- sa part de méfiance. Répondre à des questions sur leur pratique journalistique comporte selon toutes les apparences des risques. Certains tentèrent d'utiliser des stratégies de séduction afin de me convaincre de leurs points de vue durant l'entrevue. Pour beaucoup, la naïveté des questions (« y-a-t-il des pauvres en Haïti? ») leur semblait étrange et la neutralité forcée de l'intervieweur aussi. Ainsi, un des répondants cherche incessamment à savoir si j'avais : « quelque chose contre les progressistes? », devant mes dénies sobres, il demeure sceptique. Enfin, à la fin de l'entrevue, il a cherché à placer mes parents dans la communauté haïtienne et bien que

je ne connaisse pas du tout le répondant, il arrive à identifier mes parents et se rassure : « ah! Oui! votre père, je le connais bien! C'est un homme de progrès! ». Nous avons constaté dans bien des cas qu'il n'y avait pas de différenciation entre la production de connaissance journalistique et l'adhésion à un point de vue politique.

Ainsi, malgré la recherche d'une neutralité (notamment politique) dans la relation d'entrevue par l'intervieweur et le souci de construire le plus d'informations afin d'explicitier les notions implicites, il semble que ce type de relation d'entrevue ait pu donner un malaise à certains répondants durant l'entrevue; puisque certains de ceux-ci cherchèrent par tous les moyens à comprendre mes buts et mes affiliations politiques. En somme, dans l'univers du discours journalistique haïtien, il y a très peu d'autonomie accordée à un discours fondé principalement sur l'intérêt de connaissance. Ce qui est significatif du statut accordé par les journalistes aux discours sur les « faits » et les faits sociaux. La relation d'entrevue que nous décrivons ici est une première indication de la nature même du travail et de la production journalistique où ceux-ci sont peu autonomisés du politique.

Notre schéma d'entrevue⁹¹ se divise en trois parties. La première partie s'intéresse à la formation journalistique du répondant, elle couvre toutes les questions relatives à la formation, aux stages, aux emplois que le répondant a pu avoir ainsi que la représentation que celui-ci se fait de son métier et de son lectorat. La deuxième partie comporte des questions relativement aux journaux haïtiens qui sont le sujet de notre étude et la troisième s'intéresse à la représentation que se fait le répondant de la politique, l'économie et la situation sociale en Haïti, particulièrement de la pauvreté en Haïti.

2.1.- Caractéristiques socio-démographiques des journalistes interrogées.

Les huit répondants étaient tous des hommes âgés entre trente et soixante ans, ils étaient tous d'ascendance haïtienne et ont quitté leur pays natal depuis un certain nombre d'années : allant de quinze ans à plus de cinquante ans. Pour la plupart, ils ne sont plus jamais retournés en Haïti depuis la fin des années 90' : la situation sociale

⁹¹ Le schéma d'entrevue est fourni en annexe.

étant ce qu'elle est, l'assurance de faire un voyage ne mettant pas la vie du voyageur en danger est peu probable.

Tableau I : Présentation des Huit Répondants⁹².

	Journal	Formation	Expérience
Albert	<i>Haïti Tribune</i>	Études universitaires en sciences sociales.	Radio, journaux.
Benoît	<i>Haïti en Marche</i>	Formation universitaire en Journalisme.	Magazines, radio, journaux.
Claude	<i>Haïti Observateur</i>	Études universitaires en droit.	Journaux.
Daniel	<i>Prestige</i>	Étude universitaire en ingénierie, auteur de romans.	Romans, radio, journaux.
Éphrem	<i>Haïti Progrès</i>	Études universitaires en traduction.	Correspondant, journaux.
Frank	<i>Journaliste Radio</i>	Études universitaires en sciences sociales.	Articles de sciences sociales, livres de sciences sociales.
Guillaume	<i>Référence</i>	Études universitaires en sciences sociales.	Journaux.
Harry	<i>Le Nouvelliste</i>	Formation universitaire en Journalisme.	Radio nationale d'Haïti, journaux.

Aucun des répondants n'a suivi de formation académique se limitant aux institutions scolaires en Haïti. La plupart ont débuté des études en Haïti- du primaire jusqu'au secondaire pour certains ou encore jusqu'à l'École Normale Supérieure de

⁹² Pour des raisons de confidentialité nous avons utilisé des pseudonymes pour nommer les répondants au lieu d'utiliser des chiffres qui rendent la lecture et l'identification des répondants plus laborieuse.

Port-au-Prince pour d'autres. Certains ont terminé leurs études à l'étranger (en France ou au Québec). Tous les répondants ont une formation universitaire, dans des domaines variés allant de l'ingénierie, la traduction, l'économie, le droit, la géographie et le journalisme. À cet effet, il faut noter que seul un des répondants affirme avoir suivi une formation en journalisme. Plus encore, le seul des huit répondants affirmant avoir eu une formation en journalisme est celui qui pratique le moins le journalisme, puisqu'il est surtout pigiste.

Mis à part Benoît qui a suivi une formation en journalisme le reste des répondants s'entendent pour dire que :

« le journalisme est quelque chose qu'ont apprend aussi sur le tas. »⁹³

De toute façon, disent-ils, les écoles de journalisme n'existaient pas à l'époque en Haïti et même au Canada⁹⁴. Elles existaient en Europe cependant et seul Benoît a eu l'occasion d'aller étudier le journalisme dans le Vieux Continent. Ainsi, les journalistes haïtiens sont là pour la plupart formés sur le tas⁹⁵. Cet éclectisme au sein de la formation académique est quelque chose d'important pour la pratique journalistique pour les répondants. En effet :

« [quand] le journaliste [est] quelqu'un qui est formé et qui a beaucoup de formations [il] est plus à l'aise dans le journalisme que quelqu'un qui rentre là dedans et qui veut faire du journalisme. Quelqu'un qui a une bonne formation, une formation adéquate va faire du bon journalisme. »⁹⁶

La formation académique revêt donc une grande importance, même s'il n'est pas nécessaire qu'elle soit une formation en journalisme. Bien au contraire, pour certains c'est justement cette pluralité dans la formation académique qui est bénéfique dans la pratique journalistique. Même Benoît qui a une formation académique en journalisme fait état de cette situation lorsqu'il parle des collaborations qu'il a pu entretenir avec d'autres journalistes Haïtiens :

« Notamment des sociologues qui écrivaient avec moi, mais aussi un économiste, c'est des gens avec lesquels j'ai écrit dans le même journal. Donc euh... avaient-ils un diplôme de journalisme? c'est le cadet de mes soucis parce que euh... les articles qui sont faits c'étaient des articles très techniques je sais que V... par exemple, euh... a une maîtrise en éducation, en communication. Elle a étudié à l'Université de

⁹³ Frank.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Claude.

⁹⁶ Frank.

Montréal, l'Université du Québec. J'ai travaillé aussi avec une fille euh.. qui a un diplôme en sociologie, en communication, c'est M...⁹⁷»

Au moment de l'entrevue, tous les répondants pratiquaient le journalisme, que cela soit à la radio ou dans les journaux, bénévolement ou rémunérés comme pigistes ou comme membre de l'équipe d'un journal ou d'une émission de télévision. La plupart avaient de l'expérience comme journaliste au sein de plusieurs journaux ou radios et ces expériences se recoupaient avec des expériences professionnelles d'un autre ordre que le journalisme tel l'enseignement au primaire, l'enseignement au secondaire, l'ingénierie ou encore la traduction.

2.2.- *Le journalisme*

Nous allons nous intéresser pour cette deuxième partie au discours des répondants relativement au journalisme. Ceci comprend aussi bien la représentation qu'ils se font de leur propre travail journalistique, que la représentation qu'ils ont du journalisme en général et du journalisme haïtien.

Leur propre pratique journalistique

Tous les répondants affirment avoir subi l'influence de pairs qui les auraient orientés dans la pratique du journalisme. Il s'agit parfois de camarades, d'amis, de membres de la famille ou de collègues d'école. Mis à part Benoît, le journalisme semble être venu de lui-même aux répondants, sous la forme d'une connaissance les encourageant à rejoindre les rangs au sein d'une boîte médiatique :

« Alors ça été une très belle expérience et ça m'a encouragé [rires]. Et puis eux autres aussi, ils m'ont envoyé, ils ont dit «franchement tu écris bien et bien viens avec nous dans...⁹⁸»

Benoît et Daniel affirment qu'ils pratiquent le journalisme aussi à cause d'un talent littéraire et d'un penchant pour l'écriture. Bien que pour Benoît le journal représente un moyen de rejoindre le plus de gens, pour Daniel, il s'agit autant d'un instrument pour rejoindre beaucoup de gens mais aussi pour rejoindre l'élite :

« Ça fait que j'ai du garder le journal, parce que dans le journal on peut vraiment faire ce que l'on appelle la polémique; parce que la revue comme son nom l'indique est une revue prestigieuse: Prestige.⁹⁹»

⁹⁷ Benoît.

⁹⁸ Claude.

⁹⁹ Daniel.

Les répondants définissent leur pratique journalistique comme une tentative de fournir des informations variées voulant parler à tout le monde. Ainsi, ceci peut se manifester par un souci d'intégrer des pages culturelles autant que des pages économiques et d'actualités dans les journaux :

« parce que en réalité on écrit que ça soit sur les arts, la politique, les droits de l'homme ou bien des manifestations de rues car on est obligés d'avoir un éventail de mondes à qui s'adresser. ¹⁰⁰»

D'autres fois, ce souci de présenter un contenu diversifié se manifestait par la tentative d'arriver à présenter des nouvelles du monde entier et non pas seulement de s'intéresser à Haïti :

« on reproduit parfois des articles qui nous intéressent d'autres revues internationales parce que faire du journalisme qui soit éducatif: pour montrer qu'Haïti ça beau être une île, mais ça appartient au contexte mondial¹⁰¹»

Quant aux limitations, un seul des huit répondants fait état de limitations d'ordre économique:

« C'est que tu as une fonction de journaliste, mais en même temps... regarde mon statut: je suis journaliste mais en même temps je vends de la publicité. C'est un petit peu difficile des fois parce que quand on t'envoie des fois aussi s'il y a une vente, tu dois aller faire une couverture pour une vente de produit. Quelle objectivité? J'veux dire... si ce commerçant aurait eu un comportement je dirais «critique», qu'on devrait critiquer, on ne peut pas le critiquer parce que c'est un client; donc on est dans une espèce d'ambiguïté où tu ne peux pas vraiment être objectif comme tu l'aurais souhaité. Tu... donc pour des raisons purement économiques là... ¹⁰²»

Pour le reste des répondants, les limites proviennent surtout des contraintes de type économique : manque de moyens financiers ou temps limité. Pour le bénévole, il est difficile d'avoir des moyens financiers adéquats pour arriver à couvrir certains événements comme ils le voudraient; alors que pour ceux travaillant pour des journaux mensuels, la rapidité avec laquelle ils doivent traiter les événements les contraint à tenir compte des échéances du traitement de l'information. Ils se sentent très libres de pouvoir écrire ce qu'ils veulent mais ils se sentent limités par des moyens qu'ils n'ont pas nécessairement.

¹⁰⁰ Claude.

¹⁰¹ Éphrem.

¹⁰² Albert.

Les répondants disent s'adresser à tout le monde, au citoyen ordinaire, *au bas peuple*¹⁰³ même et cela autant au sein de la communauté haïtienne (les Haïtiens d'Haïti) et au sein de la communauté d'accueil : les Canadiens et les Québécois.

La plupart travaillent seuls et font état de relations amicales de travail avec leurs collègues et leurs chefs de pupitre ou leurs rédacteurs en chef. Ils considèrent les gens avec qui ils travaillent et ont travaillé comme des gens professionnels et coopératifs. Ils disent former une bonne équipe et les chefs de pupitres et supérieurs semblent s'assurer de faire passer leurs critiques de manière sensible par rapport aux journalistes de façon à ce que la hiérarchie semble effacée :

*« La hiérarchie ne se fait pas sentir parce que les directeurs de journaux sont beaucoup plus intelligents qu'on pourrait le penser. [rires] oh ouais! Ils intègrent toutes sortes de monde dans un journal, tout le monde peut faire son travail comme il le veut tu comprends? Y'a pas de pressions de ce côté-là du tout du tout du tout y'en a jamais eu, y'en a jamais eu. »*¹⁰⁴

Ou encore Benoît :

*« J'avais un chef de pupitre avec lequel j'entretenais de très bonnes relations. Euh... et à qui il arrivait souvent de me demander à la lecture de ce que je faisais d'ailleurs- parce qu'on me laissait libre cours dans le rédaction et la pensée des articles que j'écrivais- qui jetais un coup d'œil sur ce que je faisais et il me donnait certaines idées sur le manque ou le trop que je mettais dans certains articles. »*¹⁰⁵

Quant à l'objectivité certains cherchent à l'atteindre alors que d'autres affirment qu'elle n'existe pas du tout. Pour ceux qui cherchent à la respecter, il s'agit parfois d'un terme vide qui n'est jamais soumis à des explications alors que d'autres fois ce terme est associé à la recherche d'une certaine rigueur scientifique dans leur pratique journalistique :

*« On traitait la question de façon objective, de façon scientifique même en faisant intervenir des spécialistes »*¹⁰⁶

D'autres fois encore l'objectivité est assurée par la recherche explicite de plusieurs sources pour la couverture du même événement. Ainsi pour Albert :

*« en essayant d'être le plus objectif possible... hein! En essayant d'aller sur plusieurs sources d'informations pour essayer de faire un petit recoupement très rapide et de présenter, de faire cette synthèse là. »*¹⁰⁷

Ceux ne croyant pas à l'objectivité journalistique préféraient assumer leur subjectivité en assurant une meilleure transparence de l'information qu'ils fournissaient.

¹⁰³ Daniel.

¹⁰⁴ Claude.

¹⁰⁵ Benoît.

¹⁰⁶ Frank.

¹⁰⁷ Albert.

Il faut noter aussi que ceux ne croyant pas à l'objectivité affirment pratiquer un journalisme plus politique :

« ... je suis de l'école comme quoi un journaliste ne peut pas être objectif. Le journaliste choisit d'abord son bord, même s'il veut jouer à celui qui veut être objectif. Sinon, Zola n'aurait jamais été Zola et puis on aurait pas... «J'Accuse» n'aurait jamais été écrit. Et c'est ainsi qu'il faut voir les choses¹⁰⁸. »

Deux écoles, deux camps donc : un premier affirmant que le journaliste doit chercher à pratiquer avec un souci constant d'objectivité et un second pour qui l'objectivité n'existe pas et qu'il faut conséquemment faire état de sa propre subjectivité et en prendre compte lors de la pratique journalistique.

Les journalistes et le journalisme haïtien

Malgré tout, les répondants sont très peu loquaces quant à leur propre pratique journalistique. Ainsi Frank qui dit que :

« le Moi est haïssable hein vous savez. Parler de soi c'est toujours difficile. Il suffit d'un mot, d'un traître mot pour qu'on vous dise: vous êtes snob, ou vous pensez sortir euh... des cuisses de Jupiter ou bien...! [rires] Donc je ne peux pas me juger moi-même, je ne peux pas me juger moi-même. Je peux dire simplement c'est quand je fais du journalisme, j'essaie moi de donner du meilleur de moi-même dans tout ce que je fais d'ailleurs: alger quo vadis, ager bene quo vadis, fait bien ce que tu fais, un vieil adage latin. Fait bien ce que tu fais. ¹⁰⁹ »

Ou encore Claude :

« Bon, en général, c'est sûr que je fais mon travail, que je fais mon travail de ma manière, celle que je pense qui va être le mieux tu comprends? ¹¹⁰ »

Cependant, nous pouvons quand même faire ressortir la façon dont ces journalistes perçoivent la pratique de leur métier lorsqu'ils parlent de la pratique journalistique des autres journalistes haïtiens.

Pour les répondants, certains journalistes haïtiens manquent d'éthique, manquent de rigueur dans la recherche de leur source et se permettent de publier n'importe quoi. Ainsi Benoît:

« parce que euh... souvent on dépasse le stade de l'éthique et on dit n'importe quoi. Résultat: y'a un tas de journaux qui sont toujours traduits devant les tribunaux, parce qu'ils n'obéissent pas à certaines règles d'éthique: ils disent n'importe quoi. ¹¹¹ »

¹⁰⁸ Benoît.

¹⁰⁹ Frank.

¹¹⁰ Claude.

¹¹¹ Benoît.

Ou encore Albert :

« écoute c'est beau de dire qu'il faut avoir la liberté de dire ce que tu veux, mais il faut un minimum en terme d'éthique. De savoir faire la distinction entre ce que tu penses ou ce que tu veux dire et la réalité. Tu peux dire.... je veux faire... si je fais un compte-rendu, je vais faire mon compte-rendu, je vais dire: voilà, voilà, voilà. Je relate les faits. ¹¹²»

Une autre caractéristique de la presse haïtienne et du travail des journalistes haïtiens, selon les dires des répondants, est l'omniprésence de la politique. À cet effet Albert dit que :

« C'est une presse militante. La presse haïtienne c'est une presse militante. Et c'est peut-être qu'ils revendiquent cette spécificité-là, est-ce que c'est une spécificité liée à des pays en voie de développement? Mais je crois que c'est une réalité que l'on peut retrouver également en Afrique. Y'a cette logique de de résistance, de lutte, lutte pour les droits, soit les... le droit d'exister en tant que média, le droit pour avoir la liberté de dire ce que tu veux. Oui, y'a une presse très militante en Haïti. ¹¹³»

Cette présence de la politique dans le discours des journalistes relativement à leur médium est quelque chose d'omniprésent dans tous les discours à l'analyse. Effectivement, si le discours n'est pas politique en lui-même il reproche aux autres de l'être; ce qui ne fait en fait que renforcer la présence du politique chez les journalistes haïtiens. La société haïtienne est elle-même très divisée politiquement et cela peut être une explication de la présence du politique dans les journaux, comme le dit Claude:

« Bon, la presse haïtienne est le reflet de la société: c'est une société qui est divisée et c'est une société où on retrouve- j'écoutais la semaine dernière et ils disaient qu'on trouvait 70 partis politiques en Haïti-... alors c'est sûr que l'on peut compter sur les droits humains et les partis qui pourraient avoir la prétention d'accéder au pouvoir, mais en général par sa diversité, c'est le reflet de la société. ¹¹⁴»

Les journaux haïtiens ne sont donc pas seulement politiques au sens où il y a une forte présence éditoriale non partisane mais elle fait partie de la chose politique en Haïti, et cela que ça soit pour les journaux de la diaspora (*Haïti progrès, Haïti en Marche* ou *Haïti Observateur*) que pour les journaux édités à même Haïti.

« Y'a un jeu d'équilibre qui se fait, ils admettent des gens du gouvernement qui font euh... qui encensent le gouvernement mais pas contre y'en a d'autres qui sont peut-être majoritaires et qui font un travail d'équilibre alors le public, le lecteur se retrouve là où il le veut. ¹¹⁵»

Certains journaux sont donc explicitement associés à des groupes politiques et le débat qui cause l'opposition des journaux associés à des groupes politiques amène un

¹¹² Albert.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ Claude.

¹¹⁵ Ibid.

équilibre permettant au lecteur d'y trouver son choix. Mais pour beaucoup ce débat politique n'est pas source de dialogue ou d'équilibre mais bien de polarisation au sein des Haïtiens, polarisation qui est difficile à vivre pour certains :

« Les gens sont ici oui très polarisés dans le sens où tu vas donner une information par rapport à ce que la presse haïtienne, par rapport à ce qui se dit dans la presse haïtienne parce que tu n'es pas là. Tu reçois les choses sur internet ou tu entends des émissions de radio, des informations dans d'autres radios ou sur internet, des choses comme ça ou un reportage d'un journaliste en Haïti, mais tu n'as pas vécu cette situation-là; même si tu vas prendre beaucoup de précautions pour mettre les choses au conditionnel, celui qui écoute veut pas, sa sensibilité politique va lui faire interpréter ce que tu dis en disant «t'a dis que c'est tel tel chose». Il ne tient pas compte de la nuance que tu as apportée.¹¹⁶»

Ainsi, les trois journaux de la diaspora obéissent les trois à des tendances politiques bien précises mais qui se manifestent par une polarité, une polarité entre ceux étant d'accord avec le régime en place et ceux étant en désaccord avec le régime en place. Ainsi selon un type de gouvernement un journal va être pour, alors que ce même journal va être contre une autre forme de gouvernement. Cette polarisation qui existe au sein de la population haïtienne autant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur du pays fait en sorte que les gens lisent le journal qui correspond le plus à leur obédience politique :

« c'est la même chose ici pour la diaspora: il y a trois principaux journaux comme Haïti Progrès, Haïti en Marche et Haïti Observateur qui euh... chacun a sa clientèle. En général, celui qui veut suivre la politique haïtienne ou les affaires haïtiennes se fie sur ces trois journaux là. Alors euh... c'est seulement là que vous allez pouvoir avoir l'équilibre, suivre l'évolution de la société et bon... tout ce qui passe dans le pays ou bien ce qu'il y a la diaspora. Vous allez vous faire une idée jusqu'ici.¹¹⁷»

Ainsi, plus que d'être des journaux ayant un contenu politique, les journaux de la diaspora ont un caractère éminemment politique qui permet de les associer à des groupes politiques précis qui peuvent se succéder le partage du pouvoir en Haïti. Véritable reflet donc de la société haïtienne et de la population haïtienne à l'étranger qui est très polarisée elle-même au niveau de leur opinion politique.

Aucun des répondants n'a omis de mentionner le président en exil Jean-Bertrand Aristide. Non pas que cette polarisation politique des Haïtiens soit relative à Jean-Bertrand Aristide, mais celui-ci personnifiait cette dichotomie à la période des entrevues. Notre émettons ici l'hypothèse que des entrevues du même ordre conduites

¹¹⁶ Albert.

¹¹⁷ Claude.

dans les années 80' – sur un sujet aussi général que la pauvreté et le travail de journalisme- ne fasse pas ressortir une sévère polarisation entre les gens pour et les gens contre Duvalier au sein des journalistes.

Ainsi, une polarisation simple où les uns étaient accusés d'être partisans d'Aristide alors que les autres étaient accusés exactement du contraire. Cette opposition est vécue de deux façons : pour certains il s'agit de préférence ou de rejet du gouvernement en place ou de celui d'Aristide alors que pour d'autres il s'agit tout simplement du reflet de la position politique d'un groupe politique associé de près au journal et dont ce groupe politique avait soit une place au sein du gouvernement lavalasien ou bien une place au sein du gouvernement des putschistes de Latortue.

Ainsi pour *Haïti Progrès* :

« Interviewer: Donc en fait c'est ça, j'avais l'impression que... j'avais l'impression, je n'arrivais pas à savoir ou non si vous aviez une affiliation politique avec le euh... le PPN... »

« Répondant 5: Le PPN certainement, le co-directeur d'Haïti Progrès c'est le fondateur du PPN, Parti Populaire National qui... est en Haïti, qui n'est pas nécessairement un parti électoral, qui est plutôt un parti de mobilisation populaire. C'est ça ok? Qui a fait certaines mobilisations, moi je ne suis pas personnellement membre du PPN, n'empêche que je sympathise avec ce mouvement. ¹¹⁸ »

Alors que pour *Haïti Observateur* :

« avec le régime qui a là actuellement, avec le régime qu'ils ont placé avec le départ d'Aristide, tout de suite le directeur du journal a été placé à Washington comme conseiller. Oui, il est très lié aux milieux conservateurs euh... bon je veux dire dans la mesure du possible, les milieux conservateurs américains. Pour ne pas dire plus. Et puis on lit, par exemple on peut lire Haïti Observateur pour voir... on peut à la lecture d'Haïti Observateur pour voir quels sont réellement les plans, ils donnent des signes, on lit entre les lignes les projets des durs, de l'extrême droite de Washington, je veux dire c'est... ¹¹⁹ »

Ainsi, d'une polarisation politique se rapprochant de l'opposition entre des propos politiques de 'gauche' et des propos politiques de 'droite', s'ajoute une opposition entre des journaux ayant des membres- des membres occupant une place importante au sein des journaux- dans des groupes politiques spécifiques. Ces groupes politiques spécifiques ayant une place soit avec le gouvernement Lavalas soit avec les putschistes et l'administration américaine. C'est ce qui fait dire à Frank que :

« Donc on peut pas dire qu'il y a une position, une orientation je dirais doctrinale, il y a pas une formation doctrinale qui dirait que tel journal a une orientation marxiste par exemple ou bien néo-libérale, on est trop

¹¹⁸ Éphrem.

¹¹⁹ Ibid.

attachés, la presse haïtienne à l'étranger est trop attachée je dirais à des personnes. Beaucoup plus à des personnes qu'à un pays, qu'à une doctrine... comprenez-vous?

Interviewer: *Ben, si vous permettez je vais vous demander une clarification, si vous permettez, ces gens-là ce sont des gens du politique ou...*

Répondant 6: *Oui des gens du politique! Je parle du politique là; parce que les journaux haïtiens ne font que la politique! [rires] C'est ce que je suis en train de vous dire là: les journaux haïtiens ici ne font que de la politique. »*

Pas d'affiliation doctrinale mais bien des affiliations politiques marquées par des groupes politiques clairement identifiables qui cherchent eux-mêmes à avoir une place dans la structure de pouvoir en Haïti. Nous commentons cette citation avec des réserves toutefois puisque bien que nos matériaux nous poussent à croire que cette présence du politique est certainement entretenue par des affiliations politiques claires, nous pensons qu'elle se manifeste *aussi* par une certaine opposition doctrinale gauche/droite; libérale/progressiste.

Perception des journaux à l'étude

Nous allons maintenant faire état des représentations que les répondants se font de nos trois journaux à l'étude. Les quatre journaux à l'étude peuvent se diviser en deux catégories : les journaux de la diaspora (*Haïti en Marche*, *Haïti Observateur* et *Haïti Progrès*) qui sont édités à l'extérieur d'Haïti même s'ils sont distribués en Haïti ainsi qu'ailleurs dans le monde et les journaux d'Haïti (*Le Matin* et *Le Nouvelliste*¹²⁰).

1986 a marqué la date de la libération de la presse en Haïti, cette date correspond au départ de Baby Doc, le dictateur autoritaire qui muselait la presse en Haïti :

« Cette presse écrite qui autrefois était inféodée au pouvoir en place, aux grands pouvoirs en place au pluriel, elle a pu se libérer pour différentes raisons. Il y a eu 1986 le départ de Baby Doc on pense que c'est à cette époque que la presse a pris son essor: a pu donc se libérer de la censure des gouvernements. ¹²¹»

Bien qu'*Haïti Observateur* ait été un journal qui s'opposait aux Duvaliers, il existe depuis plus longtemps que ses deux homologues de la diaspora et est apparu avant le départ de Baby Doc. De manière générale, les répondants s'entendent à dire d'*Haïti Observateur* qu'il est un journal de droite :

¹²¹ Benoît.

« un journal de droite qui s'appelle Haïti Observateur est nettement orienté à droite¹²². »

Le journal se fait même qualifier de réactionnaire ou d'extrême droite :

« c'est catalogué de droite, réactionnaire... [rires] Haïti Observateur! est toujours...(...) un petit peu, beaucoup plus de droite. ¹²³ »

Il reste que la plupart s'entendent à affirmer qu'il s'agit d'un journal de droite même si pour le répondant écrivant dans *Haïti Observateur*, il faut entendre ce que signifie être à droite.

Il semblerait que ce journal ait été fondé par un groupe de personnes ayant travaillé dans une radio clandestine lors de la dictature de François Duvalier. Cette radio était considérée comme subversive par le pouvoir en place et François Duvalier a réussi à la démanteler. Suite à l'emprisonnement et à la mort d'une partie de l'équipe, le restant des membres de la radio a décidé de publier un journal à partir des États-Unis pour faire suite au travail effectué auparavant par la radio mais qui était rendu impossible par le climat politique en place. Ce journal existe donc depuis trente ans.

Quant au lectorat, les répondants s'entendent à dire que c'est un journal qui cherche à s'adresser à tout le monde et non particulièrement à un certain type de personne, une classe sociale ou des gens d'une obédience politique particulière; ceci malgré son orientation dite plus de 'droite'.

L'opposition face aux Duvalier cimentait certaines alliances qui n'ont pas survécu à la chute du régime autocratique. Effectivement d'*Haïti Observateur* est issu un autre groupe de journalistes voulant fonder leur propre journal et qui réalisèrent leurs vœux en mettant sur pied *Haïti Progrès*. Un journal né en réaction à *Haïti Observateur*, formé d'anciens collaborateurs de ce journal qui :

« étaient [d]es gens d'origine de gauche et puis ils s'étaient fait... s'étaient liés avec des groupes qui étaient quand même impliqués en politique. Ils ont compris que pour toucher les gens il fallait un journal, un journal de gauche qui ne reproduit pas la langue de bois des gens de gauche continuellement. ¹²⁴ »

Tous les répondants s'entendent pour dire qu'*Haïti Progrès* est un journal de gauche, même le répondant écrivant dans ce journal. On peut noter l'objectif de renouvellement du discours politique de gauche de ses protagonistes. Comme avec *Haïti Observateur*, certains répondants y voient un frôlement de l'extrémisme : 'extrême-

¹²² Ibid.

¹²³ Albert.

¹²⁴ Éphrem.

gauche¹²⁵, ‘populisme’¹²⁶ ou ‘gogauche’¹²⁷. N’empêche, il demeure unanimement qualifié comme un journal ‘gauchiste’.

Quant au lectorat de ce journal, les répondants contre Aristide y voient un journal s’adressant aux partisans d’Aristide alors que les partisans d’Aristide y voient un journal s’adressant à tout le monde sauf aux gens de droite.

Haïti en Marche enfin est né suite à l’expulsion de ses deux fondateurs – animateurs radio à l’époque- par le régime autoritaire de Baby Doc aux États-Unis. À leur exil en Miami, le couple a fondé le journal à partir des États-Unis. Ce journal existe depuis 1987.

Haïti en Marche est situé au centre, parfois au centre gauche. Les gens reconnus de droite vont dire de lui qu’il est de gauche, la même chose qu’*Haïti Progrès*, les gens de gauche vont le situer au centre, alors que le répondant écrivant dans *Haïti en Marche* se situe au centre gauche. Le reste des répondants – ceux n’écrivant dans aucun des trois journaux à l’étude- n’hésiteront pas à la qualifier de centre, faute d’une meilleure appellation :

« alors qu’Haïti en Marche on le considérait justement entre les deux. Mais qui était beaucoup plus - à mon avis les gens considéraient Haïti en Marche- comme étant un journal lié... est-ce que l’on peut parler de «centre»? non! j’sais même pas comment le qualifier Haïti en Marche honnêtement, j’ai pas fait cet ... Là, comme ça, en me posant la question j’essaie de voir, mais en fait je me suis jamais posé la question d’Haïti en Marche ¹²⁸»

De façon générale, il est dit qu’*Haïti en Marche* s’adresse aux mêmes personnes qu’*Haïti Progrès* même si pour certaines personnes, il est possible que des gens de droite puissent lire *Haïti en Marche* alors que cela est impossible pour *Haïti Progrès*.

Ainsi, pour les répondants, il y aurait quand même une certaine division ‘gauche/droite’ au sein des journaux de la diaspora, même si parfois il semble se chevaucher à ses distinctions des obédiences politiques très pragmatiques. C’est ce qui pousse beaucoup de répondants à faire l’analogie avec les journaux québécois :

« D’ailleurs c’est ce qu’ils ont aussi à Montréal on prétend que Le Devoir est un journal qui penche plus sur le PQ, on prétend que La Presse est un journal qui penche plus vers le parti Libéral et puis y’a les autres: Le Montréal Matin -c’est pas le Montréal Matin- c’est le

¹²⁵ Benoît.

¹²⁶ Albert.

¹²⁷ Benoît.

¹²⁸ Albert.

Journal de Montréal où l'on trouve des semis-péquistes ou des semis-fédéralistes. ¹²⁹»

Une question se doit d'être posée avant de continuer: la population haïtienne comprenant un nombre considérable de personnes ne lisant pas le français; à qui peuvent bien s'adresser des journaux écrits en cette langue du Vieux Continent? Ici n'est pas l'endroit pour entrer dans le vif d'un débat autour de la question de la langue, débat qui oppose rapidement l'idéal de l'Universalisme républicain hérité de la métropole et l'idée du Communautarisme et de la Négritude héritée par les courants de la Renaissance culturelle issue de l'émancipation des pays du Tiers Monde. Mais nous devons faire état de ce que disent nos matériaux à propos de ce débat d'envergure.

Pour certains, il va de soi qu'il faut écrire en créole ou du moins chercher à s'exprimer en cette langue par l'entremise des médias parlés tels la télévision ou la radio. Le simple fait d'investir les médias écrits d'une telle importance et d'une telle place du politique laisse entendre que la population analphabète doit être exclue du processus démocratique. C'est ce qui fait dire à Benoît- non sans une certaine ironie- qu'en Haïti, tous les journaux s'adressent au même (é)lectorat : les gens allant à l'école – « *qui pensent tous de la même manière* ¹³⁰ ».

Pour d'autres cependant, les Haïtiens lisent le créole et le français et ont l'ingéniosité de mettre en place des initiatives à la base pour arriver à passer le message des journaux aux gens analphabètes :

« La preuve c'est [que c'est] bien connu dans les milieux populaires haïtiens, c'est écrit en français mais on a des pages créoles, on a deux pages créoles si on avait beaucoup plus de personnes qui écrivent en créole, on aurait plus de pages en créole. Mais sauf que, on a pas beaucoup, on a deux pages en créole, c'est pas parce que... ont voudrait plus sauf que ont est limité par les gens... parce que parfois même si la personne peut écrire en créole ce n'est pas une personne disponible et bien souvent... c'est ça on a pas les moyens d'avoir plus que ça. Mais c'est lu par le lectorat parce que quelqu'un m'a dit récemment qui venait d'Haïti: «F... tu serais content, j'ai quelque chose à te raconter: mon père était à l'hôpital à Léogane (...) j'étais parti voir mon père qui était à Léogane, je sortais dans la cour, je sortais et dans la rue j'ai vu sept types assis et il y en a un qui lisait ton journal, Haïti Progrès, en train de faire la lecture aux six gars!» Il faut le faire hein? Un seul journal et le gars il fait la lecture, il doit faire ça cinq jours ou six jours, un seul lecteur le lit et puis il peut le commenter à beaucoup de gens. C'est quand même en Haïti que, autrefois c'était la diaspora mais les

¹²⁹ Benoît.

¹³⁰ Ibid.

*lecteurs mais aujourd'hui c'est en Haïti qu'ont a le plus de résonance.*¹³¹»

Ainsi, l'intérêt est à écrire en créole mais les moyens n'y sont pas. Cela traduit la situation de beaucoup de journalistes de la diaspora. Cependant, pour Éphrem, les gens eux-mêmes savent utiliser des ressources leur permettant de faire passer le message aux personnes analphabètes. Il faut noter que sur les trois journaux à l'étude, seul *Haïti Observateur* n'a pas de section en créole.

2.3.- Situation sociale, politique et économique en Haïti.

Notre dernière section s'intéresse à la représentation que se font les journalistes interrogés d'Haïti. Cette troisième section s'intéressera principalement à la pauvreté en Haïti, même si nos entrevues ont couvert des sujets vastes tels la politique, l'économie et la situation sociale en général en Haïti. Nous avons couvert une thématique plus vaste parce que nous savons que la pauvreté étant ce qu'elle est- une notion idéologique- un discours sur la pauvreté risque d'être mieux saisi lorsqu'il est mis dans son contexte plus large. En effet- et comme nous l'avons vu dans notre chapitre précédent - la pauvreté étant souvent définie à la négative, la référence à des personnes et des groupes sociaux 'pauvres' est souvent présentée dans le discours des personnes comme une représentation sociale de la société dans laquelle cette personne vit.

Les qualificatifs varient lorsque l'on demande aux répondants de décrire la situation sociale, politique et économique en Haïti mais ils s'entendent tous pour dire, que le pays va mal :

*« À tout point de vue d'ailleurs, que ça soit au point de vue géographique, physique et aussi psychologique.*¹³²»

Géographiquement, le pays est le lieu de catastrophes environnementales tel le déboisement, le débordement des ordures et la destruction de l'écosystème marin et terrestre. Plus encore, une explosion démographique a plus que doublé la population en une cinquantaine d'années :

« C'est probablement vrai... mais je dirais à l'avantage d'Haïti c'est quand je suis parti il n'y avait pas huit millions d'individus. À l'époque où je suis parti Haïti avait son trois millions d'habitants point. Entre ce moment-ci et ce moment là, et bien ça fait cinq millions d'hommes qui ont vu le jour en une quarantaine ou en une cinquantaine d'années et les conditions de vie en Haïti ont terriblement changé. (...) La promiscuité que huit millions d'habitants crée dans un pays où sur 27 550 km² vivent huit millions d'habitants. Entre nous, pour comparer par exemple avec le Canada où il y a 32 millions d'habitants sur un

¹³¹ Éphrem.

¹³² Benoît.

continent et bien en Haïti sur 27 550 km², y'a huit millions d'habitants qui vivent dans des conditions épouvantables puisque le pays n'est pas développé.¹³³ »

L'explosion démographique que connaît Haïti amène- selon les répondants- un exode des paysans vers les villes déjà surpeuplées où ils gonflent le nombre de chômeurs. Plus encore, pour certains répondants, cette explosion démographique a une autre conséquence :

« on se rend compte que tout ça, ça s'en va et que les gens vivent dans une promiscuité telle; au point de vue psychologique l'Haïtien qu'on disait si bon enfant est devenu d'une violence épouvantable.¹³⁴ »

La poussée démographique amène une densité de population, une promiscuité qui influence la montée de la violence devant un tel surpeuplement de personnes sur un territoire exigu. C'est ce qui fait dire à Benoit que :

« je veux pas faire entre la comparaison entre les moments où je suis parti les moments où je suis retourné. Euh... on a le sentiment que les choses ont changé... en pire! C'est probablement vrai... mais je dirais à l'avantage d'Haïti c'est quand je suis parti il n'y avait pas huit millions d'individus. À l'époque où je suis parti Haïti avait son trois millions d'habitants point. Entre ce moment-ci et ce moment là, et bien ça fait cinq millions d'hommes qui ont vu le jour en une quarantaine ou en une cinquantaine d'années et les conditions de vie en Haïti ont terriblement changé. (...) La promiscuité que huit millions d'habitants crée dans un pays où sur 27 550 km² vivent huit millions d'habitants. (...) Ceci sous-entend qu'au point de vue physique une ville comme Port-au-Prince n'a plus les infrastructures euh... qu'elle avait quand je suis partit où il y avait 200 300 mille habitants à Port-au-Prince.¹³⁵ »

Géographiquement donc, le pays se détériore autant en terme de géographie physique qu'en terme de géographie humaine selon les dires des répondants.

Politiquement, le pays est victime – selon les dires des répondants- d'une absence d'état de droit et d'une structure administrative et légale permettant de construire cet état de droit : les gouvernements se succèdent sans même se soucier d'élections honnêtes, les fonctionnaires admettent leur corruption sans gêne et les lois ne sont pas appliquées. Ainsi selon Albert:

« Même les questions des droits politiques aussi on parlait de ça parce que ceux qui se disaient persécutés au moment d'Aristide, ceux qui étaient persécutés - je ne peux nuancer là dessus parce qu'il y en avait beaucoup qui étaient persécutés effectivement soit par des partisans d'Aristide mais ceux-là aujourd'hui persécutent ceux qui les persécutaient- donc je veux dire que le fouet change de main tout

¹³³ Ibid.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ Ibid.

simplement. Et donc en terme de situation de droit, on est pas dans une situation de droit. ¹³⁶»

L'État est absent, et les gouvernements successifs s'arrachent le pouvoir sans souci d'assurer un redressement du pays ou l'établissement d'un état de droit. Le gouvernement 'ne gouverne pas', il 'pille le pays' pour son propre intérêt. Et ceci 'depuis des lustres', comme l'affirme Claude :

« Les gouvernements ont successivement fait la même chose de 1804 à nos jours, hein? Jusqu'au prêtre des pauvres, mmm? Ça c'est le cas le plus effrayant: le cas d'Aristide. On aurait jamais crû d'un prêtre, hein? Et... après Duvalier, hein? Ça c'est très important. On aurait jamais cru qu'une chose pareille aurait pu se produire après Duvalier, tu comprends? Ça c'est la grande déception: pas seulement pour euh... ceux qui ont milité contre Duvalier mais aussi pour ceux qui ont lutté pour Aristide. C'est la grande déception, tu comprends? Alors euh... il a laissé un cadavre hein, les dégâts opérés pendant ce règne là font beaucoup plus de torts que les régimes antérieurs err... d'au moins les cinquante dernières années. ¹³⁷ »

Pour certains, il faudrait avoir des gouvernants responsables qui arriveraient à instaurer un état de droit, alors que pour d'autres, il faut que les Haïtiens s'émancipent des influences extérieures des pays qui ont des intérêts à garder Haïti dans cette situation politique :

« ...pour certains intérêts X on découvre que Haïti est mis sous tutelle. On dirait que c'est Haïti seulement qui est dans cette situation, comme si c'était une situation qui a été créée uniquement par les Haïtiens. Mais c'est, je veux dire c'est à devenir dingue! Ils veulent mettre un protectorat? Depuis quand ils ont réussi avec leur protectorat? Depuis quand ils aiment les Haïtiens et les mettent sous protectorat? Y'a un président- il ne s'agit pas d'être un partisan d'Aristide ou d'un autre- mais il y a un président qui a été élu; que les autres se préparent à faire des élections; il lui reste deux ans, qu'ils le laissent finir ses deux ans. Qu'il existe au moins une démocratie formelle en Haïti! Mais non, on arrive là on l'enlève, on paie des types, on les présente comme des rebelles et puis voilà... c'est pas une affaire pour ou contre Aristide, je veux dire c'est grotesque! ¹³⁸ »

Ainsi, bien que tous s'entendent pour dire que la situation politique en Haïti est désastreuse, les répondants ne s'entendent pas tous sur les causes et les solutions. Pour certains, ce sont les Haïtiens eux-mêmes qui sont responsables : ils s'arrachent le pouvoir pour servir leur propre intérêt et ce depuis l'indépendance. Alors que pour d'autres, certains pays du Nord ont handicapé Haïti depuis son indépendance et déstabilisent politiquement les gouvernements élus démocratiquement pour mettre en place des régimes fantoches servant aux intérêts des mêmes pays du Nord.

¹³⁶ Albert.

¹³⁷ Claude.

¹³⁸ Éphrem.

Les répondants dressent un tableau aussi sombre de l'économie haïtienne. Celle-ci est déficitaire (plus d'importations que d'exportations) suite à la destruction des ressources naturelles, la monnaie est en chute libre et les investissements manquent. C'est ce qui fait dire à Frank :

« Au niveau économique, bon des spécialistes, il y'a des spécialistes qui peuvent... (...) Haïti est en dehors du circuit normal, d'un fonctionnement normal, Haïti n'a pas de ressources, Haïti n'exporte pas, Haïti importe beaucoup, Haïti euh... la devise haïtienne est à un niveau très bas. Écouter je n'ai pas à vous faire un dessin, c'est une situation catastrophique. ¹³⁹»

Pour certains, la raison est un manque d'investissement de la part des industriels haïtiens, pour d'autres c'est le pillage systématique du pays par les pays du Nord et pour d'autres la raison est le pillage de l'économie par l'administration publique.

Pour les répondants, la situation sociale est également problématique en Haïti. L'analphabétisme touche une forte proportion de la population, les classes moyennes éduquées quittent le pays, les infrastructures pour mettre en place des systèmes sociaux manquent et l'insécurité rend le pays très dangereux. Comme pour la situation politique, économique et géographique, la situation ne fait que s'aggraver avec les années puisque les répondants affirment tous que lors de leur dernière visite, ils ont trouvé un 'pays encore plus mal en point que celui qu'ils avaient quitté'.

Comme solution, pour les répondants, il s'agit d'avoir 'des personnes qui ont une bonne volonté et qui veulent changer le pays', ne plus compter sur la 'charité des pays du Nord', assurer que les personnes ayant émigré investissent quand ils le peuvent dans des projets pouvant créer de l'emploi et développer le pays, changer la mentalité des Haïtiens ou éduquer les Haïtiens pour qu'ils agissent dans le sens du développement du pays.

La pauvreté en Haïti.

Tous les répondants mis à part un s'entendent pour dire qu'Haïti est pauvre. Le répondant n'étant pas d'accord avec cette affirmation stipule que ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup de pauvres en Haïti qu'Haïti est nécessairement un pays pauvre; alors que

¹³⁹ Frank.

pour le reste des répondants, le fait qu'il y ait un si grand nombre de pauvres en Haïti explique le fait qu'Haïti est un pays pauvre.

La structure sociale, les différenciations en terme de classes sociales, se voient à l'œil nu en Haïti, soit par le langage, les habitudes vestimentaires ou encore la corpulence. À cet effet, Benoît dit que :

« On disait à la blague et on s'est rendus compte que c'était vrai: plus on était gros en Haïti plus on était riche, plus on était maigre, plus on était pauvre. ¹⁴⁰»

Ou encore Claude :

« Ouais c'est un société assez inégale où les clivages franchissent d'autres barrières, c'est très délicat. Même un aveugle peut constater les inégalités en Haïti. C'est pas une société qui est parmi les plus juste hein!¹⁴¹ »

Certains mentionnent l'existence d'une stratification sociale basée sur la couleur de la peau (noire, blanc ou mulâtre), mais aucun ne prête une valeur à cette explication. La plupart la mentionnent pour la réfuter ensuite. Il reste que cette explication quant à la stratification sociale en Haïti doit avoir une certaine importance dans la représentation sociale du pays d'Haïti et de la pauvreté dans celui-ci.

Les répondants mentionnent l'existence de riches en Haïti, ceux-ci sont membres de « grandes familles » ayant fait leur argent dans le commerce, la drogue ou la politique. Les répondants s'entendent pour dire que ceux-ci sont pour la plupart peu intéressés à redresser la situation du pays et semblent plutôt y contribuer ou du moins en profiter :

« Et je crois que c'est ça cette conscience d'une part de la part des riches qu'il faudrait changer parce que cette richesse-là ne sert absolument à rien pour le pays. L'argent qui vient d'Haïti va ailleurs, on va la dépenser ailleurs. Dans des banques étrangères, des millions de dollars dans des banques étrangères. Il ne reste pas en Haïti, ils ne réagissent pas la machine. ¹⁴²»

Ces riches contribuent donc à leur manière à maintenir et même à aggraver l'état du pays. En plus de ne pas se responsabiliser face au destin du pays en n'assurant pas d'investissements permettant le redressement de l'économie, ces riches sont aussi accusés de travailler de pair avec une administration publique corrompue afin de ne pas payer les taxes nécessaires au financement de programmes sociaux. Plus encore, pour

¹⁴⁰ Benoît.

¹⁴¹ Claude.

¹⁴² Frank.

certains, l'indifférence des riches face à l'état du pays et à la misère de la majorité de la population prend la forme du mépris :

« Mais quand tu vois que le gars il vient de passer sa journée dans le truc et c'est là qu'il construit son château là où il est et puis, je sais pas, je sais pas, il se sent bien, il est malade il prend son avion pour se faire soigner à Miami, mais il n'a pas de malaise là de vivre dans cette affaire-là tous les jours. Je veux dire tu as ton magasin à Croix Bossales, tu passes quasiment cinq jours là dedans là. Ecoute, un petit peu de retenue, je sais pas...¹⁴³ »

Les dires des répondants semblent décrire une forte présence de violence symbolique entre des classes sociales différenciées à l'extrême dans un pays où le partage des revenus n'est pas assuré. Pour les répondants, en dehors de relations d'échanges (de produits ou de salaire contre du travail) , les riches et les pauvres ne tissent pas de relations autres que de l'exploitation économique :

« Oui, il y a une certaine distance. Le pauvre essaie de soutirer quelques piasses du riche et le riche s'enrichit en faisant travailler de manière éhontée le pauvre.¹⁴⁴ »

« donc la relation entre les riches et les pauvres, la relation existe, elle est peut-être des fois conflictuelle, elle peut être une relation d'ignorance: on est là on se côtoie mais on se voit pas hein! On se voit pas, la seule chose qu'on voit c'est l'outil d'échange là.¹⁴⁵ »

En dehors des relations d'échanges ou chacun essaie de soutirer le plus d'argent de l'autre, les riches ne voient pas les pauvres. Bref, selon les dires des répondants, les relations entre les riches et les pauvres sont à la fois des relations d'exploitation, de mépris et parfois d'ignorance.

Les pauvres quant à eux, forment la majorité de la population en Haïti : de 80% à 90% selon les répondants. De manière générale, les pauvres sont des gens autrefois de la classe moyenne pouvant sombrer dans la paupérisation à la moindre maladie ou au moindre malheur, des travailleurs d'usines ne pouvant même pas se payer des moyens d'assurer la reproduction de leur force de travail, des paysans ne sachant pas comment faire vivre leur famille, des gens sans revenus qui n'ont même pas la couverture minimum comme au Nord tel l'eau potable ou l'électricité et qui ne savent pas ce qu'ils mangeront le lendemain matin.

¹⁴³ Albert.

¹⁴⁴ Claude.

¹⁴⁵ Albert.

La pauvreté elle-même en Haïti est, selon les dires des répondants, quelque chose d'indescriptible qui doit passer par l'expérience directe tellement elle dépasse l'entendement:

« Voilà donc au point de vue pauvreté. Inutile de s'étendre tellement là-dessus parce que lorsqu'on brosse le tableau d'un pays, comme Haïti, encore une fois la pauvreté ne s'explique pas, elle se voit et elle se vit. Plein de dégradation physique, les poubelles à ciel ouvert, les égouts à ciel ouvert, des enfants nus qui marchent avec les porcs dans les détritius, etc. Tout ça c'est Haïti. ¹⁴⁶»

¹⁴⁶ Benoît.

III.- Description des contenus journalistiques.

Pour les parties qui suivent, nous nous sommes limités à l'analyse de trois journaux de la diaspora les plus connus : *Haiti en Marche*, *Haiti Observateur* et *Haiti Progrès*. Il fut assez difficile d'avoir accès aux articles de ces journaux. En effet, pour la plupart de ces journaux, les éditions antérieures ne sont pas archivées numériquement. De plus, deux des journaux étant édités à Miami et un troisième à New York, la consultation des archives physiques est difficile.

Heureusement, un service d'archives est disponible à Montréal par l'entremise du CIDHICA, un centre de recherche spécialisé sur les caraïbes. Cependant, le CIDHICA repose entièrement sur l'initiative individuelle des chercheurs, amis et membres pour alimenter les archives de journaux. Ainsi, bien que le CIDHICA détienne un nombre considérable de journaux, les numéros sont discontinus et parfois, des numéros, des mois entiers ou encore des années entières sont absentes des archives.

Pour ces raisons de disponibilités des numéros antérieures des journaux à l'étude, notre stratégie échantillonnale repose principalement sur l'accès des ressources. Deux périodes, soient 1990-1991 ainsi que 1999 à 2001 étaient disponibles pour les trois journaux à la fois au CIDHICA. Ainsi, notre échantillon comprend ces deux périodes pour les trois journaux à l'étude.

Ce choix s'est vu renforcé par la conjoncture historique que représente chacune d'elle. Ainsi pour la période 1990/1991, le gouvernement en place en Haïti négocie avec le FMI; alors que pour la période 1999- 2001 Haïti subit un embargo d'une partie de la communauté internationale.

Nous avons choisi strictement les articles traitant de questions relatives à la pauvreté dans ces deux périodes. Nous savons que la notion de pauvreté est vaste et peut recouvrir beaucoup d'éléments, c'est pourquoi nous nous sommes entendus pour garder des articles ayant les caractéristiques suivantes : l'article traite des moyens d'action pour lutter contre la pauvreté, l'article traite des grands acteurs économiques (OEA, IBW, États-Unis et autres pays donateurs) ou l'article pose une analyse de la pauvreté en terme de développement, d'exclusion, de précarité, etc..

Pour 1990, les articles se suivent dans une période chronologique ou la trame de fond est des changements successifs de gouvernements militaires et civils, comme en témoigne certains titres d'articles de l'époque:« *Installation de Mme Trouillot comme président*

*provisoire de la République*¹⁴⁷ », « *Départ de l'ex-président Tronillot*.¹⁴⁸ », « *Le Président Aristide renversé par l'Armée*.¹⁴⁹ »

À l'époque étudiée correspond également la reprise des négociations avec le FMI pour un programme d'ajustement structurel comme peut le démontrer certains articles à l'étude: « *Le nouveau gouvernement aurait intérêt à négocier avec le FMI*.¹⁵⁰ », « *Les Négociations entre le gouvernement et le FMI se poursuivent*.¹⁵¹ ».

Enfin, la conjoncture de l'époque connaît l'imposition de sanctions de la communauté internationale suite aux coups d'État des militaires. À ce sujet, plusieurs articles en font état: « *À Washington, mise au point difficile des sanctions contre Haïti*.¹⁵² », « *Port-au-Prince « anba » embargo*¹⁵³ »

Les sujets centraux sont l'inflation, la corruption du pouvoir politique en place, les négociations avec le FMI et l'aide extérieur. Les sujets secondaires sont le développement des politiques microéconomiques locales et les développements dans les politiques publiques.

Pour 1999 et 2000, les articles se suivent avec comme trame de fond les sanctions faites contre Haïti par le gouvernement américain, la montée du commerce dit informel et la faillite des mesures coercitives du FMI et la plus grande importance accordée à l'ONU dans la développement et la lutte contre la pauvreté.

La description : une démarche compréhensive

Nous avons fait plusieurs lectures attentives des textes à l'étude pour ensuite les diviser en divers contenus qui sont récurrents en ce qui a trait à la représentation de la pauvreté. C'est lorsque nous comparons ces contenus l'un à l'autre dans une reconstruction descriptive puis analytique que nous pouvons voir comment, à la manière d'un prisme, l'organisation socio-symbolique du discours peut prendre une autre dimension selon l'angle avec lequel nous nous y intéressons.

3.1- Haïti Progrès

Haïti Progrès est un hebdomadaire qui a été fondé en 1983. Il est édité à New York, imprimé à Port-Au-Prince et à New York et distribué aux États-Unis, au Canada, au Mexique, en Amérique latine, aux Caraïbes, en France et en Afrique. Nous pouvons

¹⁴⁷ *Le Nouvelliste*, no. 33.764, Mardi 13 mars 1990.

¹⁴⁸ *Ibid.* no. 34.142, Lundi 9 Septembre 1991.

¹⁴⁹ *Ibid.* no. 34. 157, Mercredi 9 Octobre 1991.

¹⁵⁰ *Ibid.* no. 33.770, Mardi 20 Mars 1990.

¹⁵¹ *Ibid.* no. 34.142 Lundi 9 Septembre 1991.

¹⁵² *Ibid.* no. 24.158, Jeudi 10 octobre 1991.

¹⁵³ *Ibid.* no. 24.178 vendredi 22 novembre 1991.

lire sur le site internet du journal qu'il est « *the largest and most prestigious Haitian weekly, founded in 1983.* ¹⁵⁴ ». Bien que *Le Nouvelliste* – le journal le plus vieux et distribué au plus grand tirage en Haïti – publie parfois (ce qui est très rare), des articles en créole, *Haïti Progrès* est le seul des quatre journaux qui publie en français, en anglais et en créole; la section créole est également impressionnante en dimension, surpassant de loin les articles en langue créole publiée de manière éparsée et aléatoire dans *Le Nouvelliste*. *Haïti Progrès* est un journal qui se dit « progressiste ».

Nous avons retenu 8 articles pour la période 1990 et 1991 et 18 articles pour les années 1999 et 2000 traitants de la pauvreté en Haïti. Les auteurs des articles sont des journalistes, mais il y a parfois des spécialistes et des correspondants étrangers y écrivent parfois. La plupart des articles sont écrits en français, quelques-uns en anglais et en créole. Nous allons poursuivre en faisant état d'un bref commentaire descriptif pour identifier les contenus des représentations de la pauvreté qui étaient traitées dans ces articles.

Les entités mentionnées à propos de la pauvreté : Le secteur public

Lorsqu'il est question des services publics, de l'administration publique ou des gestionnaires d'État en général dans les articles traitants de la pauvreté dans *Haïti Progrès*, ces derniers sont souvent pointés du doigt comme étant en partie responsable des causes de la pauvreté en Haïti.

Il est d'abord reproché à la fonction publique et à la direction politique du secteur public « d'appliquer » un programme néo-libéral qui nuirait aux plus pauvres :

« Une application tacite du plan néo-libéral empêcherait-elle le ministre et ses collègues concernés de définir un plan cohérent pour faire face à tous ces problèmes qui s'accumulent et rendent impossible la vie quotidienne des familles? ¹⁵⁵ »

L'application de cette gestion néo-libérale par les gestionnaires de l'État haïtien les empêcherait donc d'arriver à régler les problèmes qui pèsent sur la population pauvre d'Haïti. Ce plan néo-libéral implique l'application de Plans d'Ajustements structurels (PAS) qui seraient une cause du chômage et de la pauvreté en Haïti. Bien que pour certains c'est l'Ajustement structurel qui serait responsable en soit du chômage, *Haïti Progrès* va plus loin et trouve les responsables dans le FMI et le gouvernement haïtien qui appliquent ces programmes d'Ajustement structurel :

¹⁵⁴ <http://www.haiti-progres.com>

¹⁵⁵ La Hausse des Prix Incontrôlable? *Haïti Progrès* 14 au 24 octobre 2000.

« Et en outre les dirigeants gouvernementaux qui se chargent eux-mêmes d'accroître le chômage avec les licenciements résultant de l'ajustement structurel ¹⁵⁶ »

À l'application de l'Ajustement structurel à un pays correspond la plupart du temps une incapacité de ce pays à payer sa dette. Bien que parfois, le choix de payer la dette du pays au détriment de dépenser dans les programmes sociaux soit un choix conscient, c'est aussi parfois la conséquence directe de l'Ajustement structurel qui impose comme condition le paiement prioritaire de la dette du pays. Cependant, dans *Haïti Progrès*, le gouvernement et l'administration publique demeurent responsables de ce choix économique : dépenser de l'argent pour enrayer la dette au lieu d'assurer les dépenses pour les programmes sociaux¹⁵⁷. Non seulement l'administration publique est 'complice' et agit d'une façon inconsidérée, mais elle fait preuve aussi de mauvaise foi :

« Le président haïtien disait en outre que l'État avait subventionné le prix des carburants à concurrence de 57 millions de gourdes (\$3,2 millions US) le mois précédent, pour atténuer les prix élevés du pétrole sur le marché international, insinuant par la même occasion qu'il n'en serait plus question sous peu: Vous ne pouvez pas dépenser ce que vous n'avez pas, lançait-il sentencieusement. Mais il aurait été plus avisé et plus franc d'avouer qu'il avait d'autres priorités, comme celle de verser 5 millions de dollars US par mois en paiement des intérêts de la dette extérieure accumulée en grande partie par le régime des Duvalier et ses successeurs néo-duvaliéristes. ¹⁵⁸ »

Plus encore, pour *Haïti Progrès* alors que l'administration publique préfère adopter un plan économique néo-libéral en dépensant de l'argent pour payer la dette au lieu de payer les services publics, cette dernière dépense de l'argent inutilement pour organiser des forums socio-économiques où l'on ne fait que : *se croiser les bras, énoncer de beaux discours et des promesses face à la misère et au désespoir du peuple*¹⁵⁹. Ainsi, commentant le colloque d'insertion économique des jeunes du 27 août au Palais National, le journal dit à cet effet que :

« Le colloque sur l'insertion économique des jeunes organisé à l'initiative de la Secrétairerie d'État à la Jeunesse, aux Sports et au Service civique (SEJSSC) a été clôturé le soir du 27 août au Palais national. Il était en fait placé, comme toutes les insipides et continues festivités sous le haut patronage du chef de l'État René Prével ¹⁶⁰ »

En fait, l'administration publique est de concert avec le FMI pour assurer un paiement de la dette qui est à l'avantage des plus nantis et au détriment des plus pauvres. En retour, cette dernière reçoit du FMI : « [d]es prêts qu'il sollicite du FMI et de la Banque

¹⁵⁶ Insertion des Jeunes : la Comédie se Poursuit! *Haïti Progrès* 1^{er} au 7 septembre 1999.

¹⁵⁷ Ainsi dans l'*Haïti Progrès* du 27 octobre au 2 novembre 1999: "It helps us understand the virtual lack of social spending by the Haitian government by way of external debt servicing." In For Debt Relief Without Conditions.

¹⁵⁸ Le Meilleur des Mondes et le pire : Deux Visions d'Haïti et du Monde, *Haïti Progrès* du 29 Décembre 1999 au 4 janvier 2000.

¹⁵⁹ D'où étaient-ils partie?, *Haïti Progrès* du 3 au 11 janvier 2000.

¹⁶⁰ Insertion des jeunes : la comédie se poursuit!, *Haïti Progrès* du 1^{er} au 7 septembre 1999.

mondiale pour entretenir une classe parasitaire de pseudo-technocrates. ¹⁶¹». C'est ce qui pousse un auteur à établir ce bilan :

« En résumé, quel est véritablement l'état du pays au seuil du 21^e siècle? Tout dépend de l'endroit où vous vous tenez. Pour la bourgeoisie c'est une période de vaches grasses; pour les démunis, les temps sont de plus en plus durs. Et il semble que Préval a décidément pris les jumelles des premiers pour observer le sort des seconds dans son discours de vœux!¹⁶² »

Les élus et l'administration publique semblent avoir très peu de soucis pour les pauvres et les gens du peuple en général, préférant enrichir les plus riches et prononcer des discours ou organiser des colloques superficiels. De plus, ils sont 'complices' avec le FMI et restent en bon terme avec cette dernière organisation puisqu'elle leur assure un financement sous forme de prêts, financements qui sert à maintenir cette élite en place.

Pour le journal, les politiciens et les membres de l'administration publique sont, de manière générale, corrompus et éloignés des problèmes de la population. Ceux-ci préfèrent suivre un modèle de développement- ou appliquer un système économique- qui n'assure pas nécessairement de meilleures conditions de vie pour les plus pauvres. Comme en témoigne cette citation d'un article du journal :

« C'est cette impression surréaliste que l'on avait en écoutant le traditionnel discours de vœux de fin d'année du président René Préval le 22 décembre. Tout en restant plutôt discret sur les crises qui s'accroissent, Préval a peint un tableau enchanteur de l'avenir d'Haïti aussi bien qu'une version revue et corrigée de l'année qui s'achève. Malgré tous les soubresauts vécus même récemment, on peut dire que la démarche s'est poursuivie globalement dans la direction souhaitée, a-t-il déclaré en parlant de ses efforts. Du point de vue des choix économiques, les résultats restent encourageants sur le plan macro-économique et le taux de croissance est positif, a-t-il poursuivi, même si pour éviter le ridicule, il a pensé à ajouter :...Même s'il demeure insuffisant pour nous aider à réduire les inégalités sociales les plus criantes. En effet!¹⁶³ »

L'Économie

Le journal fait état d'une situation économique très peu reluisante en Haïti. Cette situation économique est décrite par la manière dont les pauvres ou les travailleurs d'Haïti peuvent la vivre. Ainsi, l'économie va mal parce qu'il y a très peu de débouchés

¹⁶¹ Reconstruction du Budget et de la Politique Gouvernementale, Haïti Progrès du 13 au 19 octobre 1999.

¹⁶² Le Meilleur des Mondes et le pire : Deux Visions d'Haïti et du Monde, Haïti Progrès du 29 Décembre 1999 au 4 janvier 2000.

¹⁶³ Ibid.

pour les produits de la vente des commerçants de la rue ¹⁶⁴ ou parce qu'il y a très peu d'emplois pour les travailleurs qualifiés¹⁶⁵.

Encore une fois, un des problèmes économiques d'Haïti est la priorité pour les pouvoirs publics de dépenser de l'argent pour régler les problèmes de dettes extérieures au lieu de favoriser une prise en charge de plus démunis.

Une autre caractéristique de la situation économique d'Haïti -dont *Haïti Progrès* est le seul des quatre journaux à l'étude à en faire mention- est la généralisation du commerce informel assurée par l'existence de crédit facile mais avec une absence de travail institutionnalisé ou de débouchés pour les Haïtiens. Cette présence de l'économie informelle amène une précarité des conditions matérielles d'existence.

La cause de la présence de cette économie informelle serait, pour le journal, imputable à :

« la production nationale [qui] a été presque complètement détruite par l'application du plan néolibéral laissant libre cours au dumping des produits étrangers en concurrence déloyale avec les produits locaux. On a déjà longuement parlé du sort des planteurs de l'Artibonite qui ont vu leurs productions complètement dévaluées par l'importation massive du riz de Miami. ¹⁶⁶ »

Dumping, privatisation¹⁶⁷ et accumulation des arriérés sur une dette considérable qui pousse Haïti à devenir, comme le dirait un des auteurs, « *le nouveau Taïwan* » des États-Unis, avec des travailleurs pauvres, peu représentés et sans couverture sociale assurée par l'État. Ces conditions de vie de certains Haïtiens constituent toutes des épreuves auxquelles ils doivent constamment faire face¹⁶⁸. Voilà le portrait que dresse le journal de l'économie d'Haïti, une économie où : « *Pour la bourgeoisie c'est une période de vaches grasses; pour les démunis, les temps sont de plus en plus durs. ¹⁶⁹ »*

¹⁶⁴ Ibid. : « *Il est clair que l'insécurité n'est point sous contrôle, et que l'état de l'économie n'est point encourageant non plus, comme en témoignent la plupart des marchandes et vendeurs de rue: Nous restons là au bord des rues, mais il n'y a point d'activités pour nous, de dire plusieurs d'entre eux à Radio Haïti-Inter. En effet, depuis cinq années, les ventes pour les fêtes de fin d'année subissent une chute constante »*

¹⁶⁵ Ainsi dans Insertion des Jeunes : La Comédie se Poursuit!: « *Aujourd'hui, suivant ces données, environ cent mille jeunes arrivent annuellement sur le marché du travail, alors que les offres d'emploi ne correspondent point aux demandes, quand on considère que les capacités du secteur privé formel et du secteur public ne dépassent pas 50 mille personnes. »*

¹⁶⁶ La Hausse des Prix Incontrôlables?, *Haïti Progrès* du 18 au 24 octobre 2000.

¹⁶⁷ Ainsi l'article Haïti and the IMF: "suppression of labor unions, which in Haiti means people continuing to work for \$3 a day in sweatshops; privatization of state owned enterprises, which in Haiti means transferring the proceeds to a private foreign corporation instead of into social services and infrastructure"

¹⁶⁸ Ainsi, dans Pesants Organizes against Thieves *Haïti Progrès*, 18 au 24 août 1999 : La boucle paraît bouclée en attendant la prochaine épreuve qui pourrait concerner encore plus directement le peuple haïtien qui devra maintenir sa vigilance face aux mesures sournoises de privatisation des entreprises publiques.

¹⁶⁹ Le Meilleur des Mondes et le Pire : Deux Visions d'Haïti et du Monde, *Haïti Progrès* du 29 décembre 1999 au 4 janvier 2000.

Les pauvres et les riches

Comme nous l'avons dit précédemment, pour le journal, les pauvres ne sont peu ou pas du tout assurés d'une couverture de la part des politiques publiques qui leur permettraient d'avoir accès à l'éducation, à des hôpitaux financés ou encore à des formations qui leur permettraient d'avoir accès à des emplois mieux rémunérés. S'ajoute à cela la maladie, la criminalité et le coût de la vie beaucoup trop cher. Parfois aussi, il est question des abus de pouvoir des policiers face à la population locale laquelle est parfois soumise à des fouilles non réglementaires ou des passages à tabac.

Sans vouloir nous répéter, la citation suivante nous permet de bien appréhender ce qui peut être dit des pauvres en Haïti dans le journal à l'étude :

"Haiti has the lowest import tariff in the hemisphere at 3%, and also the lowest percentage of food security in the world. Policies ignore the rural sector, forcing people to migrate. This creates a larger and more desperate work force, which arrives in cities where there are too few jobs at U.S.-owned sweatshops. At the same time, programs of privatization are pushed ahead, and labor rights are ignored."¹⁷⁰

Les relations entre les classes sociales sont couvertes dans les articles d'*Haïti Progrès*. Celles-ci sont décrites comme des relations conflictuelles où l'enrichissement des uns implique l'appauvrissement des seconds. Ces relations sont toujours présentées comme une lutte face à l'exploitation soit par les luttes sur le milieu de travail¹⁷¹ soit par des rapports entre les classes ou d'autres rapports de domination à l'extérieur de la sphère du travail (comme dans le cas de la prostitution par exemple).

Cependant, il est également question de relations de ségrégation. Ainsi en témoigne la chronique récurrente qui relate les conditions d'existences des gens dans les quartiers populaires où est décrite abondamment la pauvreté absolue des habitations des pauvres séparés des habitations luxueuses des riches par des larges murs de séparation.

Haïti Progrès, le journal de la diaspora qui se définit explicitement comme le plus à gauche de nos journaux à l'étude présente une tension entre une définition de la pauvreté empruntée au Nord et proche des accords de Bretton Woods (IBW) et un effort dans la considération de la parole des pauvres interrogée parfois en leur milieu de vie.

En ce sens, le journal pourtant très critique des Institutions de Bretton Woods se rapproche parfois de ses recommandations face à la pauvreté. Cependant, le journal

¹⁷⁰ For Debt relief Without Conditions, *Haïti Progrès* du 27 octobre au 2 novembre 1999.

¹⁷¹ Ainsi l'article Workers Fight for Union Recognition on Orange Plantation.

semble plus sensible au discours de ces institutions issu des années 2000 plutôt que de celui des années 1990.

Ainsi, *Haïti Progrès* est sensible à l'idée de présenter des opportunités aux démunis pour que ceux-ci arrivent à sortir de leur situation de pauvreté :

« Aujourd'hui, suivant ces données, environ cent mille jeunes arrivent annuellement sur le marché du travail, alors que les offres d'emploi ne correspondent point aux demandes, quand on considère que les capacités du secteur privé formel et du secteur public ne dépassent pas 50 mille personnes. ¹⁷² »

En étant critique face aux politiques du gouvernement en place en terme d'insertion des jeunes, le journal donne une voie à une idée centrale des Institutions de Brettons Wood quant aux solutions quant à la pauvreté dans les années 2000: assurer que les pauvres aient des opportunités pour remédier à leur situation de pauvreté.

De plus, plusieurs extraits des articles de journaux d'*Haïti Progrès* pour la période 1999/2000 font état d'un thème proche aux IBW quant au fait qu'une des causes de la pauvreté des populations démunies réside dans le fait que ceux-ci manquent de choix :

"Many of its children don't go to school, and many people are unemployed."¹⁷³

Ou encore:

"The informal economy in Haiti has really become a viscous cycle - the very items keeping the unemployed alive through "informal" labor were what cost them their jobs in the first place."¹⁷⁴

La présentation de l'économie en terme de choix est une considération de l'économie proche de celle des IBW. Cependant, en dehors de faire échos à quelques-unes des caractéristiques du discours des IBW des années 2000, *Haïti Progrès* garde à la fois une tentative de s'approcher de la réalité sociale des personnes qui sont appelés comme « pauvres ». Tout d'abord, le journal ne s'empêche pas de formuler des critiques quant aux politiques néo-libérales mises de l'avant par le gouvernement :

« Sous le système néo-libéral que Préval aide à mettre en place, la croissance sur le plan macro-économique n'est possible que lorsque les travailleurs sont payés au taux minimum; que les services de l'État sont coupés au maximum, que les paysans reçoivent le minimum pour leurs denrées, que les droits de douane protégeant les agriculteurs et la petite industrie sont abolis. Le résultat en est l'aggravation du chômage, de la misère et de la faim pour les masses. ¹⁷⁵ »

Cette citation est intéressante car elle implique- comme peuvent le faire d'autres citations du journal parlant de « plan » économique des gouvernements- que l'économie est un système que le politique met en place. Nous reviendrons plus loin à cette

¹⁷² Insertion des Jeunes : la Comédie se Poursuit! *Haïti Progrès* du 1^{er} au 7 septembre 1999.

¹⁷³ Melinda, M., : *For Debt Relief Without Conditions*, *Haïti Progrès*, 27 Octobre au 2 novembre 1999

¹⁷⁴ *Jalouzi : A Neighborhood of Misery in the Hearth of Petionville*, *Haïti Progrès* du 2 au 8 février 2000.

¹⁷⁵ *Le Meilleur du Monde et le Pire : Deux Visions d'Haïti... et du Monde*, *Haïti Progrès* 29 décembre 1999 au 4 janvier 2000.

caractéristique particulière. Nous voyons avec cette citation qu'il y a un souci de comprendre les mécanismes internationaux qui peuvent avoir une influence sur la vie de tous les jours des démunis en Haïti. L'effort est donc fait pour essayer de mettre en cause les grandes politiques internationales et leurs impacts concrets sur la vie des gens vivant en Haïti :

"Haiti has the lowest import tariff in the hemisphere at 3%, and also the lowest percentage of food security in the world. Policies ignore the rural sector, forcing people to migrate. This creates a larger and more desperate work force, which arrives in cities where there are too few jobs at U.S.-owned sweatshops. At the same time, programs of privatization are pushed ahead, and labor rights are ignored."¹⁷⁶

Selon le journal, un ensemble mis de l'avant de politiques par le gouvernement sous l'influence des IBW pousse certains Haïtiens à fuir les campagnes et être obligés de travailler dans les usines américaines pour un salaire de misère. Plus encore, les mêmes politiques poussent à ignorer les droits des ouvriers dans leurs milieux de travail. Les propos du journal font usage de la « théorie » de la dépendance en ce sens que ces critiques formulées sont toujours faites dans le but de montrer que : « *La dépendance du pays s'accroît malgré ou plutôt grâce à la «modernisation»*.¹⁷⁷ ». Cependant, ils ne se réapproprient que les termes d'une « théorie » unique, puisque – comme nous l'avons vu précédemment- il y a plusieurs théories de la dépendance et non une seule théorie unifiée.

Le journal reste critique donc vis-à-vis de la « modernisation » et au lieu d'associer automatiquement le 'développement' du pays avec le respect d'indicateurs économiques tels que la croissance du PNB, la non-corrupcion de l'État, la privatisation des entreprises publiques ou la hausse des exportations, il s'intéresse au relevé descriptif que peuvent donner les indicateurs de la pauvreté en Haïti. À la lueur de cela, le journal porte des accusations et attaque la fonction politique de représentation du peuple que doivent remplir les politiciens ; sont coupables ici autant les IBW que les politiciens qui appliquent leurs politiques :

« Le même jour où Préal lisait son discours, quelques dizaines de pauvres manifestaient devant le Palais national pour lui demander de jeter un coup d'oeil sur leur situation: Préal, criaient-ils, vous nous aviez dit de venir pour nous offrir quelque chose pour les fêtes... Jusqu'à présent nous n'avons rien eu. Aujourd'hui on est revenus pour la dernière fois, et jusqu'à présent personne n'a pris la peine de venir nous parler. ¹⁷⁸ »

¹⁷⁶ Miles, Melinda: *For Debt Relief Without Conditions, Haïti Progrès*, 27 Octobre au 2 novembre 1999.

¹⁷⁷ *Reconduction du budget et de la politique gouvernementale, Haïti Progrès* du 13 au 19 Octobre 1999.

¹⁷⁸ *Le Meilleur du Monde et le Pire : Deux Visions d'Haïti... et du Monde, Haïti Progrès* 29 décembre 1999 au 4 janvier 2000.

Personne ne 'prend donc la peine d'écouter les pauvres du pays'. Mais la question que nous pourrions nous poser à ce moment de la description est si *Haïti Progrès* lui-même prend la peine d'écouter les « pauvres » et qu'est-ce que cela implique dans la facture des textes journalistiques ? Il semblerait que le journal ait le souci de recueillir les propos des pauvres eux-mêmes lorsqu'il effectue un reportage qui traite de leurs conditions d'existence. Ainsi :

"Many people have illegal electricity taps in the area," the woman said. "We have to pay for the use of other people's telephones where they charge one to three gourdes for three minutes. As for water, we have to buy it on the street."¹⁷⁹

La parole est donnée aux pauvres pour tenter de comprendre ce qu'ils peuvent dire de leur condition d'existence en utilisant des guillemets pour indiquer une opération de retranscription des propos. Le journal juxtapose les analyses traitant de manque d'opportunités pour les 'pauvres', les analyses sur les IBW, les reportages sur les gouvernements populaires d'Amérique latine avec les reportages rapportant les paroles de certains habitants de bidonvilles, des espaces du journal laissé aux déclarations de syndicats ainsi qu'à des brèves où des déclarations de résidents de bidonvilles sont recueillies quant à des événements qui ont eu lieu dans leurs quartiers.

3.2- *Haïti en Marche*

Haïti en marche est édité à Miami et distribué en Haïti, au Canada et aux États-Unis. Il a été fondé en 1987, car, comme nous pouvons le lire sur leur site internet : « nous [avons] attendu la chute de la dictature des Duvalier pour venir au monde.¹⁸⁰ » Cette dernière remarque est importante puisqu'elle permet de comprendre que le biais idéologique du journal (dit 'progressif'), lui restreint sa diffusion avec la mise en place de régimes autoritaires en Haïti. Difficulté dont n'a pas souffert *Haïti Observateur* et *Le Nouvelliste*, journaux dits de 'droite'¹⁸¹.

Nous avons retenu 20 articles pour la période 1998/1999 (nous n'avions pas accès aux numéros de 1999) et 16 articles pour la période 1990 et 1991.

L'économie.

¹⁷⁹ Jalouzi : *A Neighborhood of Misery in the Hearth of Petionville*, *Haïti Progrès* du 2 au 8 février 2000.

¹⁸⁰ <http://www.haitienmarche.com/sommaire.php>

¹⁸¹ À cet effet, notons la remarque suivante sur le site internet : « Vous vous rappellerez sans doute que pendant les 29 ans de règne de Papa Doc d'abord et de Baby Doc ensuite, aucun journal d'opposition n'était autorisé à entrer en Haïti. », Ibid.

L'économie d'Haïti, pour *Haïti en Marche*, est le lieu où se rencontrent trois principaux agents de développement: le secteur public, le secteur privé et la communauté internationale. Ces trois acteurs peuvent assurer le développement de l'économie du pays et répondent conséquemment aux attentes de la population.

Cependant – et en cela les auteurs du journal reprennent un discours adapté au journalisme de celui de l'École de la Dépendance- il y a un retard historique d'Haïti qui est principalement dû au pillage de son économie par les économies plus développées. En témoigne cet extrait :

« La future Haïti (...) montre déjà tous les maux qui marquèrent par la suite son histoire : simple réservoir de matières premières (...) le coton motivé par l'enrichissement rapide pour aller jouir ensemble de sa fortune, absence de réinvestissement. ¹⁸²»

Bien que les ajustements structurels imposés par les grandes instances internationales, les boycotts systématiques de la communauté internationale et la dévaluation de la gourde par rapport au dollar contribuent à maintenir l'économie du pays dans l'état où elle est, les auteurs du journal ne mettent pas de l'avant une analyse de la situation économique dans une exploitation systématique du Sud par le Nord :

« Il n'y a pas d'un côté un pouvoir local qui reste les bras croisés à attendre que revienne le manne internationale, et de l'autre côté un pouvoir impérial qui brandit sa foudre et fait trembler tout à la ronde. Ce à quoi l'on assiste c'est plutôt un jeu au chat et à la souris. ¹⁸³ »

Il est bon de noter dans la citation précédente 'analogie à l'état de nature qui laisse supposer que le journal se représente implicitement la politique comme étant naturelle à la vie des hommes; en ce sens il y a référence implicite à la question de politique classique qui considère l'homme comme un 'animal politique' et la politique comme une activité de « prédation » naturelle. La situation est plus complexe : il s'agit de rapports de forces où l'État haïtien tente de plaire aux investisseurs en cédant à leurs pressions tout en tentant de garder un semblant de souveraineté qui lui permet d'agir avec un certain libre arbitre. L'analyse est sensiblement la même pour les relations entre les classes possédantes du secteur privé et le secteur public. En effet, les journalistes qualifient cette relation de 'jeu d'intérêts réciproques' plutôt qu'un rapport de force.

Communauté internationale, secteur public et secteur privé entrent donc en rapport de forces mais trouvent leurs intérêts communs pour développer l'économie du pays, développement avantageux pour la population haïtienne. Ainsi, chacun doit faire sa part et chercher à trouver une entente commune issue d'intérêts communs.

¹⁸² Colloque sur l'insertion Économique des Jeunes : Comment l'Insertion dans un pays qui cultive l'Arriérisme?, *Haïti en Marche*, mercredi le 1^{er} septembre 1999, page 4.

¹⁸³ Haïti- USA : Un Jeu au Chat et à la Souris, *Haïti en Marche*, 13 au 20 septembre 2000, page 4.

Le secteur privé doit s'assurer d'amener de l'innovation, de l'efficacité et de la rentabilité dans la gestion des entreprises – entreprises privées ou entreprises mixtes- :

« Une société anonyme mixte qui leur [les habitants] appartiendraient en commun dans un partenariat avec l'État!!! Une société anonyme mixte gérée sur une base commerciale!!! Une compagnie efficace et rentable!!!¹⁸⁴ »

Le secteur privé devient rentable et efficace en soi puisqu'il n'agit pas par soucis personnels ou selon des impératifs politiques. Ce mode de gestion sain et objectif assure : *« qu'il n'y a pas de place pour l'amateurisme, pas de place pour la médiocrité, pas de place pour des considérations de nature politicienne : les deux seuls objectifs poursuivis étant Efficacité et Rentabilité.¹⁸⁵ »*

Le rôle du secteur public est, quant à lui, d'assurer la gestion de l'entreprise nationale¹⁸⁶ mais aussi d'appliquer des politiques sociales efficaces qui permettraient l'intégration des pauvres :

« Ce problème d'enfant de la rue, peut-on dire, est le résultat de la structure sociale et des mauvaises politiques sociales et économiques appliquées dans le pays depuis plusieurs années.¹⁸⁷ »

Cependant, le secteur public est- toujours selon *Haïti en Marche*- incapable d'assurer une bonne intégration des pauvres puisque celui-ci est trop occupé à s'assurer un bon nombre de vote, agissant plutôt par démagogie électorale que par qualification dans la gestion des affaires sociales :

« L'insertion aujourd'hui veut donc dire cesser de confondre progressisme et nivellement par le bas, démocratie et misérabilisme, remplacer l'obsession de la masse des votants par l'obsession de la qualification qui doit ensuite tirer la grande masse de son état (...)»¹⁸⁸ »

Le secteur public est arriéré par son immobilisme et est incapable d'une bonne gestion ce qui amène la population à ne plus pouvoir compter sur lui¹⁸⁹. Ce qu'il faudrait, selon le journal, c'est une *défossilisation de la société*¹⁹⁰ qui amènerait un dynamisme provoquant le changement pour le mieux de la situation économique du pays. Ici, l'analogie biologique de la mort – la fossilisation sert à définir la situation sociale d'Haïti

¹⁸⁴ *L'APDESE : Haïti en Marche*, mercredi le 22 septembre 1999, page 14.

¹⁸⁵ *Ibid.*, page 14.

¹⁸⁶ Ainsi, dans *Colloque sur l'insertion Économique des Jeunes : Comment l'Insertion dans un pays qui cultive l'Arriérisme?* « le véritable rôle [de l'État] qui est le sien : (...) de gestionnaire de l'entreprise nationale : or comment, dans une société qui cultive l'arriérisme? »

¹⁸⁷ *La Problématique des Enfants de la Rue et la Question de l'Éducation en Haïti, Haïti en Marche* mercredi le 22 septembre 1999, page 8.

¹⁸⁸ *Colloque sur l'insertion Économique des Jeunes : Comment l'Insertion dans un pays qui cultive l'Arriérisme?*, *Haïti en Marche* mercredi le 1^{er} septembre 1999, page 4.

¹⁸⁹ Ainsi dans *Le Nationalisme : Quant on Veut Noyer son Chien, on l'Accuse de Rage* : « La population apprend, à ses dépens, qu'elle ne doit plus jamais compter sur les pouvoirs publics. »

¹⁹⁰ *Colloque sur l'insertion Économique des Jeunes : Comment l'Insertion dans un pays qui cultive l'Arriérisme?*, *Haïti en Marche* mercredi le 1^{er} septembre 1999, page 4.

Plus encore, le vote ne change rien, tellement il y a d'absentéisme dans les élections du à la faillite du système électoraliste en place en Haïti où il y a : « *Candidats sans programmes, élections sans participation, élus sans boussoles, pouvoir sans leadership, pays sans direction.* ¹⁹¹ »

Dans le schéma de l'économie que propose le journal, il y a – du côté de l'administration publique et des politiciens en général- absence de responsabilité dans la réalisation des tâches qui leur revient :

« leaders qui ne « lead » pas mais qui « deal » en tout et pour tout et ne voient pas plus loin que le bout de leurs petits calculs d'épiciers et ainsi de suite, la corruption à un niveau institutionnalisé. ¹⁹² »

Pour Haïti en Marche, il y a un besoin d'une élite qui arrive à prendre en charge la direction de l'économie. Mais celle-ci ne peut se trouver du côté des élus ou des responsables de l'administration publique présent, puisque ceux-ci sont trop corrompus ou trop occupés à se soucier de récolter des votes pour rester en place. Le politique est décrit comme une institution superficielle qui ne peut pas toujours arriver aux fins qu'elle se donne.

Les riches et les pauvres

Bien que les auteurs se gardent de faire des références explicites à des relations sociales d'exploitation entre les pauvres et les riches dans les articles, il y a indéniablement la prise en considération de l'enrichissement de certains pendant l'appauvrissement d'autres :

« D'autre part, ils sont légion ceux là qui ont intérêt à jeter constamment de l'huile sur le feu. La crise haïtienne est une pourriture sur laquelle cependant ont fleuri, depuis maintes fortunes. (...) Plus la crise empire, plus la corruption gagne du terrain, plus la cocaïne circule librement, plus de châteaux s'érigent, plus de petits poissons qui deviennent grands confortent ainsi leur mainmise. ¹⁹³ »

Cependant, comme nous le disions, le lien n'est pas fait entre l'enrichissement de certains avec l'appauvrissement des autres. Les articles rapportent que certains s'enrichissent de la crise alors que d'autres s'en appauvrissent, mais pas que ces deux phénomènes soient liés et constituent la 'crise'. Le problème est plutôt que les pauvres n'arrivent pas à bénéficier des effets des retombées économiques¹⁹⁴.

¹⁹¹ Et les Pauvres Pays dans tout Ça? *Haïti en Marche* 3 au 9 février 1999, page 4.

¹⁹² Monter le Peuple Contre le Peuple, *Haïti en Marche* 28 Avril au 4 mai 1999. page 1.

¹⁹³ Monter le Peuple Contre le Peuple, *Haïti en Marche* 28 Avril au 4 mai 1999, vol page 5.

¹⁹⁴ Ainsi dans « Ce « trickle down economy » qui devient de plus en plus étroit en descendant, autrement dit, les riches multiplient leurs richesses au centuple tandis que les pauvres voient leur pauvreté empirer d'autant. »

Pour le journal à l'étude, la situation économique des pauvres en Haïti est invivable. Pour certains auteurs, la pauvreté est un problème qu'il faut régler et non plus seulement ignorer. Régler par qui? La réponse à cette question est plutôt ambivalente, mais il reste que la pauvreté est perçue comme une condition économique s'articulant comme un problème social qui doit être pris en charge par plusieurs acteurs sociaux : l'État, les intervenants de rues, les citoyens.

Les causes de la pauvreté semblent être- de ce qui ressort des articles que nous avons pu lire sur le sujet- principalement de deux ordres : la mauvaise prise en charge de ces personnes par les politiques sociales et les conséquences de la condition économique d'Haïti :

« Une vaste population plongée dans une misère plus noire que jamais auparavant, due aux rigueurs économiques imposées par les bailleurs de fonds internationaux.¹⁹⁵ »

Dans le cas où c'est la situation économique qui est responsable de la pauvreté en Haïti, l'explication repose sur des instances économiques internationales tel le FMI qui impose des restrictions commerciales sur Haïti, ce qui détériore l'économie du pays et détériore les conditions d'existence des pauvres en Haïti.

La mauvaise prise en charge des pauvres par les politiques sociales de l'État haïtien est aussi une explication mise de l'avant pour expliquer leur situation. Cependant, l'explication mise de l'avant est relative à un processus d'exclusion des pauvres. Ce terme trouve parfois son homonyme dans l'expression intégration.

L'utilisation de ce mot exclusion n'est pas indifférente. Effectivement, celui-ci implique qu'il y a des processus sociaux qui poussent les pauvres à être exclus. Ces processus sociaux peuvent parfois être originaires des pauvres eux-mêmes :

« L'accompagnateur de rue, dans cette optique ne peut pas bien finir son rôle. Il ou elle se trouve confrontée à des situations où ces schémas de valeur sont en opposition avec ceux des enfants de la rue eux-mêmes.¹⁹⁶ »

D'autres fois encore ce sont les politiques sociales qui ne sont pas adaptées aux pauvres et qui les excluent ainsi de toute institution qui permettrait leur meilleure intégration à la société.

« Avec peu de scolarisation, ils [les enfants de la rue] représentent un groupe oublié des politiques sociales.¹⁹⁷ »

Pour le journal, il s'agit en fait d'un processus complexe où les pauvres étant exclus, développent des pratiques sociales qui leurs sont propres et donc étrangères aux pratiques institutionnalisées de la société. La pratique de ces référents sociaux propres à

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ La Problématique des Enfants de la Rue et la Question de l'Éducation en Haïti, Haïti en Marche mercredi le 22 septembre 1999, page 8.

¹⁹⁷ Ibid., page 8.

eux, les rend de plus en plus imperméables à la possible intégration au sein des institutions de la société; c'est donc une sorte de cercle vicieux. Nous retrouvons ici un raisonnement apparenté à une vision de la pauvreté qu'a explicitée Oscar Lewis, la culture de la pauvreté.

Il y a ici souci de comprendre la réalité sociale des pauvres et non plus de se contenter de reporter leur vie quotidienne ou les événements les touchant par l'entremise de reportages. Cependant, la solution envisagée est la formation – encore une fois- de l'élite pour qu'elle puisse s'assurer de la bonne intégration de ces pauvres. Ainsi, il est notable de voir ici un paradoxe entre la forme et le contenu du journal où d'un côté la parole des pauvres est retransmise, mais de l'autre elle est utilisée pour légitimer la formation d'une élite qui assurerait l'intégration de ces pauvres.

Comme nous le voyons, le journal *Haïti en Marche* tombe lui aussi dans une tension entre d'une part une tentative de parler des « pauvres » selon leur propre mode d'organisation et d'autre part une prise en compte des politiques des IBW pour faire état de la pauvreté dans le pays. Cependant, contrairement à son homologue *Haïti Progrès*, *Haïti en Marche* met de l'avant des propos proches des IBW dans les années 1990 que dans les années 2000.

Le journal tient des propos qui laissent supposer que 'l'ouverture des marchés' est une des manières d'assurer un développement du pays et une lutte contre la pauvreté :

« (...) l'investissement étant un des facteurs de la croissance économique, le retrait de l'aide externe va entraîner une baisse significative du taux d'investissement. ¹⁹⁸ »

Une politique économique basée sur l'ouverture des marchés est un des principes importants des IBW quant à la lutte contre la pauvreté et le journal fait ici une allusion directe à cette politique de développement économique en y donnant son adhésion. Un autre point développé par le journal est les politiques de lutte contre la pauvreté des IBW et la nécessité d'un minimum de services publics :

« Cité l'Éternel c'est une population estimée à des dizaines de milliers mais ne bénéficiant d'aucun service public; pas d'électricité, pas de téléphone, pas d'enlèvement d'ordures. ¹⁹⁹ »

Le journal maintient aussi des éléments du discours des IBW quant à la lutte contre la pauvreté des années 2000. Comme son homologue, *Haïti Progrès*, le journal rapporte que les « pauvres » souffrent d'un manque d'opportunités pour arriver à ne plus être pauvres :

¹⁹⁸ Économie et Coup d'État, *Haïti en Marche*, 23 au 29 Octobre 1991

¹⁹⁹ Cité l'Éternelle, à la Volonté de l'Éternel..., *Haïti en Marche*, 28 octobre au 3 novembre 1998,

« L'insertion ne signifie donc pas un fourre-tout, une formule creuse, des colloques sans lendemain, mais une redistribution au maximum, au niveau des neuf départements géographiques et des centaines de sections rurales, des opportunités existantes or il n'en existe pas, donc insertion d'abord de l'État dans un processus de production, et non de simple reproduction, en se saisissant de toutes les opportunités qui lui sont offertes. ²⁰⁰ »

Nous savons que sociologiquement la vie ne s'articule pas selon des opportunités mais selon une logique sociale relative à une organisation sociale. Le point de vue économique défendu dans ce journal centre l'horizon de lecture de la société haïtienne sur des opportunités de marché. On peut y voir une référence aux travaux de l'économiste critique Sen dont les notions de base réfèrent aux possibilités d'existence effective des personnes et des groupes. Un autre thème que développe grandement le journal et qui est un thème également propre aux politiques des IBW dans la lutte contre la pauvreté est celui de l'exclusion des pauvres et de leur éventuelle inclusion dans le modèle économique du Nord pour qu'ils cessent d'être pauvres :

« En facilitant l'accès au crédit, l'État continu, dans un autre domaine et sous une autre forme, son intervention contre l'exclusion dont a toujours été victime la population rurale haïtienne. ²⁰¹ »

Ou encore :

« Leur nombre [enfants de la rue] augmente constamment et leurs conditions de vie deviennent de plus en plus précaires dans un environnement qui laisse à désirer. Avec peu ou pas de scolarisation, ils représentent un groupe oublié dans la planification des politiques sociales. ²⁰² »

enfin :

« L'insertion aujourd'hui veut donc dire regarder résolument en de l'avant et non point en arrière... mais dans un pays comme Haïti qui cultive l'arriérisme? ²⁰³ »

La question de l'exclusion a une importance dans le journal *Haïti en Marche* qu'elle n'a pas dans le reste des autres journaux. Le thème de l'exclusion est intéressant car il implique que la solution face à l'état de pauvreté consiste à intégrer les personnes dites « pauvres » dans le modèle économique proposé par le Nord et personnifié par les recommandations quant à la lutte contre la pauvreté proposée dans les IBW.

De plus, la représentation sociale de la pauvreté selon la question de l'exclusion implique une vision de la société où il n'y a plus de responsable à l'état de pauvreté des individus puisque l'exclusion n'est pas attribuable aux nantis, comme dans le cas de la lutte des classes (voir le chapitre II).

²⁰⁰ Comment Faire l'Insertion dans un Pays qui Cultive l'Arriérisme?, *Haïti en Marche*, 1^{er} septembre 1999

²⁰¹ La Démocratisation du Crédit Rural en Haïti : un Moyen Efficace de Lutte Contre l'Exclusion, *Haïti en Marche*, 2 décembre 1998.

²⁰² La Problématique des Enfants de la Rue et la Question de l'Éducation en Haïti, *Haïti en Marche*, 22 septembre 1999.

²⁰³ Comment Faire l'Insertion dans un Pays qui Cultive l'Arriérisme?, *Haïti en Marche*, 1^{er} septembre 1999.

D'une autre part cependant, *Haiti en Marche*, comme son homologue *Haiti Progrès* reste critique face aux politiques de développement du Nord et les conséquences qu'elles peuvent avoir sur les plus démunis dans les pays du Sud :

« Une vaste population plongée dans une misère plus noire que jamais auparavant, die aux rigueurs économiques imposées par les bailleurs de fonds internationaux, et qui ne voit même à moyen terme aucun soulagement à l'horizon sinon la ville autour d'elle qui s'écroule par pans entiers comme après un mois de bombardements aériens.²⁰⁴ »

De plus, le journal témoigne d'une tension propre entre périphéries et centre dans son discours au sujet de la pauvreté lorsqu'il arrive dans certains articles à penser la position du pays dans les grandes décisions internationales relatives aux politiques de développement :

« Ce personnage appendice, fantôme, cinquième roue du carrosse, dont le rôle consiste uniquement à assister à l'action, sans aucun droit d'intervention, pour tantôt applaudir aux exploits des héros, tantôt gémir, pleurer et prier car toujours seul à payer les conséquences de leurs inconséquences. Ce personnage c'est nous. *Haiti*.²⁰⁵ »

Le pays en tant que pays pauvre ne participe pas à l'élaboration des priorités dans les grandes politiques de développement internationales et reste plutôt 'spectateur' dont on attend qu'il applique les recommandations des IBW 'à la lettre' :

« Le pays c'est la quantité négligeable, un décor en carton-pâte, en « pèpè », la rumeur qui ne pèse pas lourd. Et si on lui prête la parole, c'est pour des plaintes et gémissements. Qui n'a plus la force de pousser des cris mais des chuchotements de plus en plus étouffés. À quoi bon la liberté d'expression, si personne ne daigne écouter!²⁰⁶ »

Devant une prise de conscience de la voix des pauvres et des pays pauvres qui ne sont pas écoutés dans les grandes politiques de développement internationales, la question que nous pouvons nous poser est la même que nous avons posé à *Haiti Progrès* : est ce que le journal lui-même prêter attention aux pauvres au sein de ses pages?

Comme son homologue *Haiti Progrès*, *Haiti en Marche* fait mention des dures des pauvres dans quelques-uns de ses articles. Cependant, une chose différencie son traitement de la parole des pauvres : celle-ci est rapportée soit par l'entremise d'articles des grandes agences de presse internationale qui auraient recueilli les propos ou lorsque les propos sont recueillis auprès des pauvres, ceux-ci ne sont pas transmis textuellement mais bien transformés dans la forme de manière à donner une forme plus lyrique au texte donc une forme littéraire. Le dernier extrait le montre bien. Les paroles des pauvres sont mise en forme d'un personnage symbolisant le pays comme une personne.

C'est cet élément précédent, conjugué avec la proportion plus importante de membres du corpus académique, des professionnels ou d'autres types de personnes

²⁰⁴ Monter le Peuple contre le Peuple, *Haiti en Marche*, 28 avril au 4 mai 1999.

²⁰⁵ Et le Pauvre Pays dans tout ça?, *Haiti en Marche*, 3 au 9 février 1999.

²⁰⁶ *ibid.*

issues d'une élite ainsi que l'obsession du journal à donner le rôle de changement de la situation des pauvres à l'élite du pays, qui nous pousse à affirmer que ce journal est lui aussi victime d'une tension entre traiter des pauvres de la manière à utiliser des termes qui les définiraient selon les termes des IBW ou encore de faire état de leur organisation sociale et de la manière dont ces « pauvres » puissent être présentés comme d'autre chose que des récipiendaires ou des personnes n'étant pas des riches.

Comme nous l'avons vu précédemment, pour *Haiti en Marche*, la situation de la pauvreté est multiple et est le fruit de processus appréhendé comme des facteurs abstraits, comme l'entendent d'ailleurs les IBW dans sa conception des années 2000 où ils firent amende honorable à leurs politiques réductionnistes des années 1990. Cependant, bien qu'il y ait ici une similitude avec les IBW, le journal fait un effort pour traiter de la condition de vie des pauvres dans des reportages couvrant des bidonvilles qui parlent de la vie de ceux considérés comme des pauvres.

Haiti en Marche voit d'une part une nécessité au pays de prendre part au grand train du 'progrès' tel que suivi par les pays du Nord mais en prenant compte de la réalité des pauvres qui peut être exprimée par la plume de l'élite intellectuelle du pays. Ici, l'élite intellectuelle est vue comme l'élément qui arriverait à résoudre les contradictions entre des forces économiques des politiques des IBW incapables de prendre en compte la réalité sociale propre aux « pauvres » du pays et lesdits « pauvres » incapables de se faire entendre :

« Candidats sans programme, élections sans participation, élus sans boussole, pouvoir sans leadership, pays sans direction. Et comme la nature a horreur du vide, le banditisme prend la relève... En attendant mieux!!!²⁰⁷ »

3.2.-*Haiti Observateur*

Haiti Observateur est également un hebdomadaire. Il a été fondé en 1971, il est édité à New York, publié à Port-Au-Prince et à New York, aux États-Unis²⁰⁸. Ce journal est dit de 'droite', le contenu peut sembler présenter des perspectives teintées de l'idéologie libérale, voire néo-libérale.

Nous avons analysé huit articles publiés en 1990 à l'analyse et sept articles pour la période 2000/2001.

L'Économie

²⁰⁷ *ibid.*

²⁰⁸ <http://www.haiti-reference.com/arts/media/media-ecrit.html>

Dans l'analyse que nous avons faite des articles publiés dans *Haïti Observateur* pour la période à l'étude, il y a une perception de l'économie haïtienne qui diffère quelque peu de ses homologues précédemment étudiés.

Premièrement, les institutions internationales ne sont pas vues avec autant de méfiance qu'elles peuvent l'être par les deux journaux précédents. Ainsi, dans Le Peuple haïtien dans une profonde angoisse, peut-on lire : *Entre temps, il y a eu les mesures de la Banque Centrale tendant à juguler la crise du dollar; mesures qui ont effectivement apporté leurs fruits.*²⁰⁹» Ainsi, ces institutions internationales ne sont pas responsables de la détérioration de la situation économique, mais bien des institutions qui proposent des mesures qui peuvent aider le pays à sortir de la crise économique.

Mais le journal est loin d'adopter une vision optimiste de l'état de l'économie haïtienne pour autant: en ce sens il partage la même analyse que les deux journaux précédents. Cependant, l'explication du phénomène est différente. La fuite des capitaux²¹⁰, le manque d'infrastructures nationales:

*« les industriels font état d'une baisse considérable de la productivité. Certains ne sont plus en mesure d'honorer leurs contrats et de faire face à leurs obligations envers l'État, les ouvriers et leurs bailleurs de fonds. »*²¹¹

Le problème n'est donc pas imputable au secteur privé en soi qui veut faire preuve de bonne volonté et honorer son contrat avec l'État et la société civile, mais plutôt à la gestion des services publics qui n'arrive pas à offrir les infrastructures suffisantes pour assurer un développement efficace du pays. Plus encore, l'administration publique et les politiciens *« ces dirigeants cyniques ont tout fait pour maintenir le « peuple haïtien » dans l'analphabétisme, l'ignorance, la maladie, le chômage... »*²¹² Cette *« mauvaise gestion généralisée »*²¹³ contribue à empêcher les pauvres d'avoir une couverture sociale efficace et d'assurer un développement du pays par l'entremise du secteur privé.

La solution au marasme économique haïtien se trouverait dans la constitution : *« d'un régime de droit, qui réaliserait une réforme profonde de l'État structurellement et moralement avec un gouvernement respecté et inspirant de la confiance parce qu'émanant des aspirations populaires, tout ceci s'avère être un préalable. C'est à ce prix que reviendra la confiance des investisseurs, la paix sociale pour une augmentation de la production, garantissant des entrées plus consistantes dans le trésor public. »*²¹⁴

²⁰⁹ Weber, J. Le Peuple Haïtien dans une profonde angoisse, *Haïti Observateur* du 29 mai 1999, page 4.

²¹⁰ « L'économie haïtienne déjà ruinée par la contrebande et la fuite des capitaux » in En Haïti : une situation économique préoccupante, *Haïti Observateur* du 28 novembre au 5 décembre, page 4.

²¹¹ Les industries et le commerce au bord de la faillite, *Haïti Observateur*, 15 au 22 août 1990, page 4.

²¹² La Mal-être haïtien, *Haïti Observateur*, 15 au 22 août 1990, page 5.

²¹³ Ibid., page 5.

²¹⁴ En Haïti : une situation économique préoccupante, *Haïti Observateur* du 28 novembre au 5 décembre 1990, page 21.

Pour le journal, il faut assurer une stabilité politique, une saine gestion qui assurerait une mise en place d'infrastructures qui prendraient en charge les citoyens²¹⁵ et établirait un climat de confiance qui permettrait au secteur privé d'investir en Haïti et d'arriver à un développement du pays.

Les pauvres et les riches

Il est très rarement question des pauvres dans les articles qui furent soumis à l'analyse. Le journal se rapproche de la question de la pauvreté seulement lorsqu'il est question des travailleurs, nommés « classe ouvrière » ou simplement travailleurs.

Il est étrange également de constater que lorsqu'il est question de la dégradation des conditions de vie, il est presque toujours dit que ces conséquences touchent l'ensemble de la population sans distinction des classes sociales. Ainsi :

« La vie devient de plus en plus difficile dans le pays. Les conditions matérielles de l'existence se dégradent considérablement. Les produits de première nécessité sont devenus très rares. Les services publics ne répondent pas aux attentes de la population affectée par des maux divers et aux dimensions très larges. La population haïtienne est plongée dans une profonde angoisse. »²¹⁶

Ou encore : « Une hausse des prix des produits de première nécessité qui étranglent toutes les couches de la société. »²¹⁷ Ces problèmes sont nombreux : analphabétisme, manque d'accès aux infrastructures de la vie courante, l'augmentation du coût de la vie, le chômage, l'insécurité font tous partie de la liste²¹⁸.

Haïti Observateur donne une représentation de la pauvreté qui semble avoir plus de difficulté à se détacher de la représentation de la pauvreté instituée par les IBW que ses deux homologues dont nous avons parlé précédemment. *Haïti Observateur*, comme nous l'avons vu dans nos deux premières sections relatives à la description de nos matériaux, est un journal qui est considéré comme étant plus à droite ou proche du statu quo qu'*Haïti Progrès* et *Haïti en Marche*. Cette position idéologique particulière pourrait nous laisser supposer que la préférence au statu quo du journal l'amène à être plus sensible envers les positions défendues par les IBW.

Dans un premier temps, il est difficile de voir les différences qu'il peut y avoir entre les articles de 1990/1991 et ceux des années 1999 et 2000. Effectivement, les deux

²¹⁵ En témoigne l'article Le Peuple Haïtien dans une profonde angoisse. « Les services publics ne répondent pas aux attentes de la population affectée par des maux divers et aux dimensions très larges. La population haïtienne est plongée dans une profonde angoisse. » WeBer, J., *Haïti Observateur* du 29 mai 1999.

²¹⁶ En Haïti : une situation économique préoccupante, *Haïti Observateur* du 28 novembre au 5 décembre 1990, page 5.

²¹⁷ Ibid.

²¹⁸ WeBer, J., Le Peuple Haïtien dans une profonde angoisse, *Haïti Observateur* du 29 mai 1999.

semblent se différencier sur le seul fait que les articles de 1999 et 2000 poussent encore plus loin les critiques formulées quant au gouvernement Lavalas qui avaient pourtant déjà débuté pour la période 1990 et 1991. Pour la période 1990/1991, la critique du Lavalas est parallèle à des analyses sociales et surtout macroéconomiques sur la situation en Haïti. Alors que pour la deuxième période, la critique du Lavalas est la seule explication et analyse avancée dans les articles traitant de la pauvreté en Haïti. Cette critique du Lavalas est souvent faite en analogie avec une critique des Duvalier. Cependant, bien que cette analogie pourrait nous faire croire en l'usage de démagogie politique, nous pensons que cette analogie démontre l'effort du journal de tenter de situer sa critique politique dans un esprit de continuité historique avec la critique qu'*Haïti Observateur* a pu faire dans les années 1980 contre Duvalier. Nous savons qu'à cette époque, *Haïti Observateur* était le principal journal de la diaspora et que ce fut, pour lui, son époque héroïque où il incarnait la voie de la dissidence contre la dictature politique. Plus encore, l'opposition à Duvalier cimentait à un tel niveau le journalisme haïtien que certains fondateurs d'*Haïti Progrès*- si l'on en croit nos entrevues- furent membres d'*Haïti Observateur* avant de se séparer et de faire leur propre journal. Ainsi, les critiques formulées quant au Lavalas bien qu'elles soient si nombreuses dans les années 2000 qu'elles 'inondent' les propos qui pourraient être transmis relativement à la pauvreté en Haïti, peuvent être inscrits- dans la représentation que s'en font les journalistes de ce journal- dans une continuité historique de leur journal.

Il est dit du Lavalas que :

«lui [Aristide] et ses « grands mangeurs » qui se sont démesurément enrichis aux dépens d'un peuple appauvri avancent que la faute n'est pas la leur si Haïti se trouve aujourd'hui au bord du gouffre.²¹⁹»

Ainsi, cette critique du Lavalas rejoint une des explications des causes de la pauvreté par les IBW qui accuse parfois les gouvernements comme étant trop corrompus. En fait, de manière générale- ce autant pour 1990 que pour 2000- *Haïti Observateur* se rapproche en beaucoup de points sur les positions des IBW : en terme de lutte à la corruption dans les articles des années 2000 et sur l'approbation des recommandations des IBW dans les années 1990.

Le journal s'en prend aux tarifs douaniers et par là donne sa recommandation à l'ouverture des marchés :

«Le relèvement des tarifs douaniers, la dégringolade de la gourde tombée, début décembre, jusqu'à 60% de décote par rapport au dollar, a occasionné une hausse des

²¹⁹ Qui est Responsable de la Souffrance du Peuple Haïtien?, *Haïti Observateur*, 25 juillet au 1^{er} août 2001.

*prix des produits de première nécessité qui étrangle toutes les couches de la société.*²²⁰»

ou encore :

« *l'économie haïtienne [est] déjà ruinée par la contrebande et la fuite des capitaux.*²²¹»

L'ouverture des frontières aux capitaux est une des recommandations des IBW pour la lutte contre la pauvreté dans les pays du Tiers-Monde et nous voyons comment *Haïti Observateur* propage cette idée dans ses lignes. Le journal va même jusqu'à citer le FMI lui-même quant à la situation en Haïti :

« *Les responsables du F.M.I., dont une délégation était en visite dans le pays, la semaine dernière, ont encore tiré la sonnette d'alarme. Ils ont à nouveau insisté sur l'urgence pour l'État de cesser de vivre au-dessus de ses moyens. Ils ont ainsi recommandé de prévoir un budget pour la fin de l'exercice en cour.*²²²»

Ici est traité le thème de la réduction des dépenses publiques par l'État qui est une recommandation promulguée par les IBW et notamment par le FMI par l'entremise de ses Programmes d'Ajustement Structurel. Nous voyons en quoi le journal reprend ces recommandations pour à la fois critiquer le Lavalas et propose une façon de gérer l'économie du pays.

Lorsque *Haïti Observateur* traite des pauvres, il semble traiter de l'ensemble de la population du pays sans distinction. Il parle donc plus de pauvreté que des pauvres. Quant à la pauvreté, le journal semble se rapprocher encore une fois des IBW puisqu'il semble considérer la pauvreté comme un manque de biens nécessaires :

« *Si l'insécurité constitue le souci majeur de la population, d'autres maux aussi graves affectent ses conditions de vie. La pénurie des produits de première nécessité, l'augmentation du coût de la vie, le chômage chronique, l'insécurité de l'emploi, la mauvaise distribution de l'eau potable, la chaleur intense, les coupures prolongées du courant électrique sont autant de problèmes qui assaillent presque tous les Haïtiens.*²²³»

Pour *Haïti Observateur*, les IBW formulent des recommandations à l'État qui devrait être 'digne de confiance pour les investisseurs' et 'exempt de corruptions' pour 'montrer l'exemple à la population' dans la perspective d'un 'État de droit en Haïti' afin de redresser une 'économie désastreuse' qui est minée par une 'société où règne la grappille et le sauve-qui-peut' avec une 'pauvreté généralisée à tous les niveaux'. En ce sens, la société est le reflet de l'État et les deux- la société et l'État- peuvent et vont pousser le pays à la catastrophe.

Le journal ne cherche pas à connaître la réalité sociale des pauvres, puisque pour celui-ci, la réalité sociale des pauvres en Haïti est la réalité sociale d'Haïti dans son ensemble puisque tout le pays est pauvre. En ce sens, Haïti est un pays pauvre qui n'a

²²⁰ En Haïti : Une Situation Économique Préoccupante, *Haïti Observateur*, 2 au 9 mai 1990

²²¹ Les Industries et le Commerce au Bord de la Faillite, *Haïti Observateur*, 15 au 22 août 1990

²²² En Haïti : Une Situation Économique Préoccupante, *Haïti Observateur*, 2 au 9 mai 1990

²²³ Le Peuple haïtien dans une Profonde Angoisse, *Haïti Observateur*, 13 juin 1990

pas les stratégies et les politiques qui lui permettent de se hisser au statut de pays « riches. C'est pourquoi le journal ne semble pas être le lieu de dissensions ou de contradictions entre deux traitements de la pauvreté qui seraient antagoniques.

La connaissance du pauvre et de la pauvreté en Haïti dans *Haïti Observateur* se limite à une connaissance d'une sorte de diagnostic de la société haïtienne dans son ensemble sans chercher à avoir une connaissance du pauvre en soi dans sa réalité sociale. Les catégories de développement qui sont propres au journal sont empruntées à une vision développementaliste issue du Nord. *En Haïti tout le monde est pauvre* et en ce sens les propriétés des matériaux et les contenus gardent une cohérence :

« Ces pauvres c'est la majorité de la population haïtienne qui ne se nourrit pas tous les jours, qui s'habille avec des expédients ensuite, qui ne va pas à l'école et puis qui vivote c'est la paysannerie majoritairement... qui n'a pas évolué qui est restée au stade de l'esclave d'hier. Qui n'est jamais l'esclave au temps de la colonie.²²⁴ »

Proposer que le pays soit pauvre sans exception au sein de la population locale implique de nier complètement les rapports de classes. Ainsi, non seulement la responsabilité de la pauvreté est difficile à établir, mais en plus toutes les personnes vivant en Haïti sont pauvres sans aucune distinction de privilèges de la pauvreté de certains.

Synthèse

Le tableau 2 nous présente une synthèse des résultats quant à la forme des articles des quatre journaux à l'étude.

Tableau II : Synthèse Comparative de la composition de la forme des articles analysés pour les trois journaux à l'étude.

Journaux		<i>Haïti Progrès</i>	<i>Haïti en Marche</i>	<i>Haïti Observateur</i>
Nombre d'articles sur la pauvreté :		29	40	15
Auteur	Journalistes	23	22	10
	Spécialistes	4	9	0
	Correspondants extérieurs	2	9	5
Langue	Français	18	40	15
	Anglais	7	0	0
	Créole	4	0	0
Citations	Travailleur	10	5	0

²²⁴ Répondant 3.

	Politicien	5	18	10
	Syndicats	4	0	5
	ONG	5	12	0
	Spécialistes	5	5	0
Type d'article	Reportage	15	16	9
	Analyse	4	24	6
	Annonce officielle	3	0	0
	Opinion	4	0	0
	Fait divers	3	0	0

Ainsi, nous voyons trois éléments qui se démarquent lorsque nous comparons la forme des journaux à l'étude. Premièrement, il y a une plus grande proportion de spécialistes qui écrivent dans *Haïti en Marche* que dans les autres journaux. À cet effet, nous avons retenu que sur les 23% de spécialistes, deux d'entre eux sont des professeurs d'université. Ce sont les seuls professeurs d'université ayant écrit des articles recensés dans les articles analysés. Cela doit expliquer en partie pourquoi ce journal est celui qui produit le plus d'analyses. Cependant, ces deux éléments concordent également avec l'importance mise de l'avant par un leadership et par la nécessité d'une plus grande implication des élites.

Le deuxième élément est la ventilation des types d'articles. Ainsi, *Haïti en Marche* est celui qui produit le plus d'articles d'analyse, alors qu'*Haïti Progrès* est le seul des trois journaux qui publient des articles d'opinions ou de faits divers.

Troisièmement enfin, seul *Haïti Observateur* ne connaît pas de section en créole. Le fait de savoir si le journal connaît une section en langue créole répond très directement à la question : qui ne peut pas y écrire? Plus encore, elle nous donne une idée de son lectorat. Une forte proportion de la population ne parle pas le français en Haïti, particulièrement en milieu rural; où les gens parlent créole. La question de la langue en Haïti devient rapidement une question politique importante puisque, comme la négritude, la question du créole a souvent tenté d'être récupérée par des dirigeants politiques, parfois par démagogie (l'exemple de la dictature noiriste et populiste de Duvalier Père en est un bon exemple).

L'enjeu de la langue en Haïti et la nature du débat qui l'entoure ne sont pas simple. Comme le catholicisme, le français est un élément culturel foncièrement

européen, contrairement au créole et au vaudou qui sont le fruit hybride d'un métissage entre l'héritage culturel de l'Europe et de l'Afrique. Certains y voient donc un clivage important où l'on trouverait d'un côté le créole de la ville, parlant français et pratiquant la religion catholique et de l'autre le rural Bossale, pratiquant le vaudou et parlant le créole²²⁵.

Il demeure que beaucoup d'Haïtiens ne parlent pas le français. Le débat se situe actuellement au niveau suivant : doit-on considérer les haïtiens ne parlant pas le français comme étant analphabètes? Où faut-il au contraire, encourager la pratique du créole et l'institutionnaliser? Tous les Haïtiens ne parlent pas le français mais tous les Haïtiens parlent le créole. Choisir un journal qui s'exprime strictement en français est donc prendre parti dans ce débat.

Nous l'avons dit, la plupart des Haïtiens ne parlant que le créole se retrouvent en milieu rural. Or, c'est précisément lorsque les gens se trouvent de plus en plus éloigné de la ville que leur intérêt pour les questions politiques au sens occidental diminuent et que ceux-ci mettent en place des pratiques politiques avec des organisations sociales différentes de la politique occidentale :

« Il apparaît clairement que c'est dans le milieu du commerce informel et celui des commerçants/artisans que les représentations sont les plus proches de la tradition. Ce sont des activités exercées en partie par des migrants ruraux (l'informel) et en général individuellement. »²²⁶

De plus, 59.2% des Haïtiens ruraux croient que les catastrophes sont des châtiments de Dieu, 71.4% croient que les maladies peuvent provenir d'un mauvais sort et 75.6% ne sont pas intéressés à la politique²²⁷. Si les médias sont des vecteurs et des espaces de débat public nous pouvons nous interroger sur leur efficacité si, d'une part, ils ne sont pas accessibles à la population rurale et de l'autre, ils n'arrivent pas à susciter une prise en charge des débats politiques chez les lecteurs.

²²⁵ Voir à ce sujet : Barthélemy, G., *L'Univers Rural Haïtien : le pays en dehors*, pp.107 et ss.

²²⁶ Houtart F. et Remy, A., *Les Référents Culturels à Port-au-Prince*, p. 21

²²⁷ Ibid.

VI.- Récapitulation comparative.

Cette dernière partie se veut une récapitulation qui nous permettra de revenir sur nos propos et de les comparer l'un à l'autre afin de faire ressortir les différences et les similitudes entre les journaux à l'étude.

Le tableau 3 présente une synthèse comparative des contenus des trois journaux à l'étude.

Tableau III : Synthèse Comparative des entités sociales liées à la représentation de la pauvreté.

	<i>Haïti Progrès</i>	<i>Haïti en Marche</i>	<i>Haïti Observateur</i>
L'État	Élite extravertie qui suit à la lettre les recommandations des grandes instances internationales au détriment du peuple.	Trop corrompus et soucieux des votes pour assurer leur rôle d'élite et de gestionnaire social.	N'arrive pas à développer une confiance envers le peuple et les investisseurs et n'investit pas pour assurer des infrastructures au qui assureraient des capitaux en Haïti.
L'Économie haïtienne	Une série d'épreuves pour les plus démunis.	Lieu où se rencontre le secteur public, le secteur privé et la communauté internationale qui doivent chacun faire leur part pour assurer le bien-être du peuple.	Situation désastreuse suite à la fuite des capitaux et du manque d'investissements.
Les grandes institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, USAID, etc.)	Les responsables de l'appauvrissement du peuple par leurs recommandations.	Les politiques des instances internationales contribuent à la pauvreté en Haïti.	Une aide dans la lutte contre la corruption.
Les Pauvres	Le peuple qui traverse une série d'épreuves de tous ordres.	Exclus des politiques publiques et de la société.	L'ensemble des couches sociales, l'ensemble du pays.
Relations entre les riches et les pauvres.	Domination, exploitation et ségrégation.	Les pauvres n'arrivent pas à bénéficier des retombés économiques. Il faut les intégrer.	Absence de lutte de classe : 'le pays est pauvre'.

Source : description des représentations sociales de la pauvreté au chapitre 3

Le tableau 3 nous présente une synthèse des résultats de l'analyse descriptive du contenu. Ainsi, pour *Haiti Progrès*, l'État suit à la lettre les recommandations des grandes institutions internationales, ce qui amène l'économie à être le lieu d'un ensemble d'épreuves pour les pauvres qui sont à leur tour exploités et dominés par les plus riches lorsque ces derniers ont avantage à en tirer profit, ou simplement ségrégués lorsqu'ils peuvent devenir menaçants.

Le contenu analysé des articles d'*Haiti en Marche* nous ont renseignés sur le fait que ce journal considère l'économie comme un espace où différents acteurs tels le secteur privé, le secteur public et la communauté internationale se rencontrent avec des intérêts similaires pour assurer un développement économique dont bénéficie les plus pauvres. Cependant, l'administration publique haïtienne est trop corrompue et trop soucieuse de récolter des votes pour arriver à remplir son rôle de gestionnaire du social. Les grandes institutions internationales, quant à elles, contribuent à l'appauvrissement en Haïti. Les pauvres sont les exclus des retombées économiques ainsi que des politiques sociales de l'État.

Pour *Haiti Observateur*, l'administration publique est incompétente dans son rôle d'assurer un développement des infrastructures et un climat de confiance pour attirer les capitaux qui arriveraient à développer l'économie haïtienne. La situation économique désastreuse est principalement due à la fuite des capitaux. Les pauvres deviennent une population floue, puisque toutes les couches sociales sont précaires et souffrent de la mauvaise condition de la situation économique du pays.

La Politique

Nous avons vu précédemment l'importance que la politique revêt dans le discours des interviewés. Effectivement, le politique prend à la fois une importance dans la différenciation des différents types de journaux et aussi une importance quant à la représentation que se font les répondants de la situation sociale en Haïti. Pour beaucoup, les Haïtiens sont des individus politiques en soi, alors que pour d'autres la politique est intimement liée à la cause ou aux solutions de la situation sociale au pays. Il y a sans contexte un paradoxe entre les dires des journalistes et le contenu des journaux puisque dans le premier les Haïtiens étaient considérés comme des gens foncièrement politiques alors que dans le second il est dit que les Haïtiens ruraux ne s'intéressent pas à la politique dans le sens occidental. Ce paradoxe traduit – à notre sens – une tension

La question qui se pose en premier lieu est de savoir si les journaux à l'étude sont réellement des journaux emplis de polémiques politiques. En effet, puisque la question de la politique prend une telle importance dans un schéma d'entrevue constitué dans le but de faire ressortir les représentations sociales propres au travail journalistique et à la question de la pauvreté en Haïti, il va sans dire qu'il pourrait aussi y avoir cette importance de la politique dans des articles de journaux traitants de la pauvreté.

Pour tous les journaux, la politique peut prendre place dans des articles ne traitant pas spécifiquement de politique, mais les journaux diffèrent dans la place qui est apportée à la politique dans la mise en page. *Haïti Progrès* fait mention d'analyse politique et de commentaires politiques tels les jugements de valeur envers les partis, les choix préférentiels dans les choix de politiques publiques et l'acceptation ou le refus d'approuver des actes de la part des partis politiques dans les sections de brèves, dans l'actualité et dans les reportages. Les qualificatifs dans la section de reportages et les termes tels que 'pompeux', 'malhonnête' ou 'arrogant' ne manquent pas. *Haïti en Marche*, quant à lui, laisse une place à la politique seulement dans les sections de reportage et d'analyse. Il est à noter que mise à part lors de la période du coup d'État contre le Lavalas de 1991, le journal préfère ne pas nommer directement les partis politiques, comme pour se mettre 'au dessus de la mêlée' et ne fait que parler des politiciens de manière générale. *Haïti Observateur*, quant à lui, formule des critiques quant à la politique dans toutes ses sections, même dans la section reportage en donnant parfois des « sources croisées » ou « sources combinées » comme sources de leurs informations au lieu de nommer une agence de presse, un journaliste, un professionnel ou un témoin comme sources. « Sources combinées » est une expression propre au journal qui est substitué au nom des agences de presse fournissant les sources habituellement citées en début d'articles.

Cependant, à l'aune de nos entrevues, nous nous sommes intéressés à la question de l'alignement politique partisan des journaux à l'étude. Pour la période commune d'analyse, celle de 1990 à 1991, nous avons remarqué la présence très tranchée d'une opposition entre les partisans d'Aristide et les opposants d'Aristide. Ainsi, nous avons les deux journaux plus à gauche, *Haïti en Marche* et *Haïti Progrès* qui maintiennent une position beaucoup plus partisane face à Aristide que le journal *Haïti Observateur*. La présence plus importante de cette opposition peut se comprendre en partie par le fait que la période de 1991 fut celle d'un coup d'état orchestré qui réussit à renverser le président Aristide. Suite à ce coup d'État, le président dut prendre l'exil et

l'OEA vota un blocus économique contre Haïti dans le but de cibler seulement la classe politique.

Nous avons vu précédemment que l'ancien président Aristide et le mouvement Lavalas en général laissent très peu de nos répondants indifférents. La lecture des articles à l'étude démontre que cette présence d'Aristide et du Lavalas est également importante dans les articles de journaux. Ainsi, des journaux à l'étude, deux sont nettement plus proches de Lavalas (*Haïti Progrès* et *Haïti en Marche*) alors que le troisième semble plutôt critique face au Lavalas.

Pour *Haïti Progrès*, le Lavalas est un parti qui représente les intérêts du peuple et en ce sens, il est un parti qui s'oppose aux intérêts du patronat et est plutôt proche des intérêts des travailleurs ou des ouvriers:

« Le chantage aux licenciements exercé par le secteur patronal risque de mettre le gouvernement en difficulté mais le soutien populaire dont il bénéficie est là pour lui rappeler où se situent les priorités. (...) Un salaire de 20 à 26 gourdes ne saurait mettre fin à l'état de misère des ouvriers mais il doit nous stimuler à revendiquer des changements plus profonds. »²²⁸

Ainsi, bien que le journal affirme que le Lavalas est plus prêt des intérêts des ouvriers que des patrons ou de la bourgeoisie, il demeure critique quant à la nature des changements que peut opérer le Lavalas. Dans notre exemple, bien que la hausse du salaire minimum soit jugée positive, même celle-ci ne signifie pas que les ouvriers sortiront de la misère.

Haïti en Marche, quant à lui, donne la même base populaire au Lavalas : *« beaucoup d'Haïtiens pauvres qui constituent l'assise populaire d'Aristide ont déclaré qu'ils sont prêts à souffrir pour obtenir son retour à la tête du pays. »²²⁹* . Le journal va dans le même sens qu'*Haïti Progrès* puisque bien qu'il affirme que le Lavalas soit un parti avec une base populaire, celui-ci ne fait pas tous les efforts possibles pour aider sa base populaire :

« Quand les amis du président se mettent à la traiter sans aucun ménagement, comment reprocher à l'ouvrier, le paysan, le chômeur, les pères et les mères de famille, des efforts entrepris par le pouvoir en direction des institutions internationales de financement? (...) Se soucie-t-on de connaître l'opinion de la majorité silencieuse, c'est-à-dire la grande masse qui s'est rendue aux urnes le 16 décembre 1990 pour voter le « changement ».²³⁰ »

Nous voyons que pour les deux journaux, le Lavalas représente plus les Haïtiens pauvres ou les travailleurs même si celui-ci ne met pas de véritables changements en place. Ainsi, l'opposition au Lavalas constitue selon eux une opposition aux intérêts du peuple. Pour 1998/99, *Haïti en Marche* change un peu sa position et adopte plutôt une

²²⁸ Salaire Minimum : qui est gagnant? *Haïti Progrès* du 28 août au 3 septembre 1991.

²²⁹ Haïti sous Embargo : Exode Massif Hors de la Capitale, *Haïti en Marche*, 16 au 22 Octobre 1991.

²³⁰ FMI : Aristide Forcé de s'expliquer par sa Base, Rebelles sans Cause..., *Haïti en Marche* 18 au 24 septembre 1991.

attitude d'exaspération face aux disputes parlementaires qui déchirent le gouvernement au lieu de lui faire agir de manière concrète :

«Notons que ce n'est pas tant une prise de position en faveur du camp adverse le parti Lafanmi Lavalas de l'ex-président Aristide gagnant de 3 sièges au premier tour le 6 avril dernier des législatives partielles- qu'un sentiment de ras-le-bol qui se fait jour de bas en haut de l'échelle sociale après 7 mois d'escarmonches parlementaires et de querelles politiciennes.²³¹»

Haïti Observateur, quant à lui, est plutôt opposé au gouvernement du Lavalas.

Ainsi, celui-ci n'hésite pas à appeler à un changement de gouvernement :

« Dans ces conditions un retour à la normale passe par l'installation d'un régime de droit, qui réaliserait une réforme profonde de l'État structurellement et moralement avec un gouvernement respecté et inspirant de la confiance parce qu'émanant des aspirations populaires.²³²»

Ainsi, pour le journal, le gouvernement en place ne représente pas un régime de droit, n'est pas apte à résoudre les problèmes qui touchent Haïti et ne répond pas aux aspirations populaires. De plus, pour *Haïti Observateur*, il semblerait que le gouvernement du Lavalas s'inscrit dans une continuité avec les précédents régimes autoritaires et s'apparente à ceux-ci.

Il est intéressant de noter comment les trois journaux vont analyser à leur manière l'embargo de 1991 de l'OEA. Pour *Haïti Progrès*, l'embargo peut certes avoir un impact sur le peuple haïtien, mais celui-ci est prêt à souffrir un peu pour le retour d'Aristide. Toujours selon ce journal, la protestation publique contre l'embargo est l'œuvre de la bourgeoisie du pays, bourgeoisie qui donne son soutien au gouvernement fantoche contrairement au peuple qui donne son soutien à Aristide²³³. Il reste au peuple de résister à la désinformation et savoir qu'il n'est pas seul; la résistance, partout, s'organise et il s'agit de tenir bon sans se laisser démoraliser²³⁴. Le journal va même jusqu'à rendre publics les noms des personnes se rendant aux manifestations contre l'embargo en donnant le titre de ces

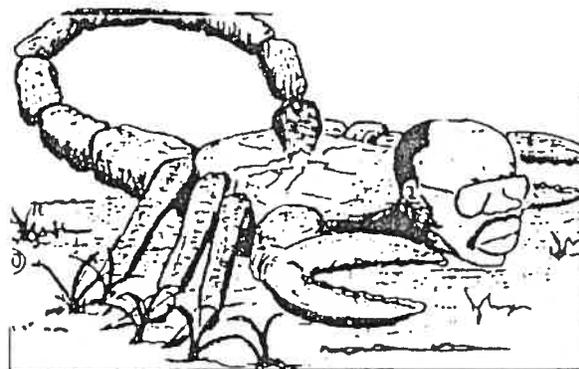


Figure 1 Une caricature d'*Haïti Observateur* représentant Aristide sous la forme d'un scorpion se piquant lui-même de son dard venimeux. (source : *Haïti Observateur* 1991).

²³¹ *Attention Misère!*, *Haïti en Marche* du 7 au 13 janvier 1998, vol. X1, no.48.

²³² *Une Situation Économique Préoccupante*, *Haïti Observateur* du 2 au 9 mai 1991.

²³³ *Embargo Total : le Gouvernement Fantoche Acculé*, *Haïti Progrès*, 16 au 22 Octobre 1991.

²³⁴ *Ibid.*

personnes et leur lien dans les intérêts industriels du pays²³⁵. Cette liste met l'importance sur l'appartenance sociale des manifestants, impliquant par là même la filiation de classe du pouvoir ayant renversé Aristide.

Pour *Haïti en Marche*, l'embargo est aussi vu comme la responsabilité des militaires ayant renversé Aristide. Pour le journal, les conséquences se font sentir en Haïti, mais celui-ci insiste plus sur les conséquences économiques, surtout le retard que peut signifier cet embargo pour le développement du pays. La 'voie du développement' avait été prise par le gouvernement précédent – celui du Lavalas- et maintenant les militaires mettent ceci en péril en provoquant cet embargo²³⁶. Il fait également mention des conséquences que peut avoir cet embargo sur la population du pays. Il est également mentionné que les pauvres du pays sont prêts à faire un sacrifice de subir l'embargo en vue de voir le retour du président élu en Haïti²³⁷. Le journal présente moins cependant les contradictions de classe qu'il peut y avoir quant à la question de l'embargo comme le fait *Haïti Progrès*.

Haïti Observateur, quant à lui, fait état des conséquences de cet embargo sur le fonctionnement des infrastructures du pays : sans transport des frets, le pétrole ne peut être acheminé en Haïti et conséquemment, le pays se trouve littéralement paralysé. Sont mentionnées les conséquences génériques de cet embargo sur l'économie du pays sans chercher à en faire porter la responsabilité sur le gouvernement en place²³⁸. De plus, le journal affirme au sujet de l'embargo que : « *De façon assez bizarre, l'approvisionnement en produits pétroliers se trouve conditionné par la bonne marche du processus démocratique.* »²³⁹ Le journal se refuse donc d'admettre la cohérence stratégique de l'OEA dans l'imposition d'un embargo afin de retourner à l'ordre constitutionnel en Haïti.

Devant des oppositions aussi tranchées, il va sans dire que les journaux passent par leurs lots de polémiques et nous pouvons même voir des articles complets écrits dans les journaux à l'étude dénonçant les actes des uns et des autres. Même si la plupart de ces accusations prennent la forme de qui menti, qui a forgé de fausses preuves et 'qui est corrompu', elles tiennent finalement à une question de discréditer les partisans d'Aristide ou les opposants d'Aristide. Ainsi, d'un article où *Haïti Observateur* accuse

²³⁵ Liste des Participants aux Manifestations Anti-Embargo, (en deux parties), *Haïti Progrès*, 27 Novembre au 3 décembre 1991.

²³⁶ Économie et Coup d'État : ce que Coûte à la Nation l'Entreprise Irréfléchie des Militaires, *Haïti en Marche*, 23 au 29 Octobre 1991

²³⁷ Haïti sous Embargo : Exode Massif Hors de la Capitale, *Haïti en Marche*, 16 au 22 Octobre 1991,

²³⁸ Bientôt Nouvelle Pénurie des Produits Pétroliers en Haïti, *Haïti Observateur*, 19 au 26 septembre 1990.

²³⁹ Ibid.

Haïti Progrès d'avoir volé des chèques d'un philanthrope et que les journalistes d'*Haïti Observateur* eurent même à donner l'enquête au FBI, la conclusion demeure une condamnation des supporters d'Aristide; le titre devient ainsi : « *Lavalasgate, le FBI sur la Piste des Faussaires Haïti-Progrès Compromis* »²⁴⁰. On peut lire dans l'article en question la citation suivante :

« Depuis quelques semaines, l'hebdomadaire *Haïti-Progrès* présente des articles-fleuves dans lesquels il fait état d'un plan de déstabilisation dont les principaux auteurs sont Jean-Auguste Mesyeux, Eddy Volel, Eddy Moïse, *Haïti-Observateur* et tous ceux qui, à un titre quelconque, ont formulé des critiques à l'égard du gouvernement Aristide-Préval. Aussi, ne devrait-on pas s'étonner de voir l'organe de Ben Dupuy impliquer *Haïti-Observateur* dans une 'vaste conspiration' visant à renverser le gouvernement établi. »²⁴¹

Nous voyons en quoi la polémique qui oppose les deux journaux en est une qui concerne les affiliations politiques de chacun des journaux. Ainsi, il est dit d'*Haïti Progrès*, 'l'organe de Ben Dupuy', cherche consciemment à diffamer les opposants au gouvernement Lavalas et de leur donner l'intention de renverser le gouvernement. Il est intéressant de noter que les accusations de renversement du gouvernement Lavalas soient portées en juillet 1991, deux mois avant le renversement du Lavalas par l'armée. Enfin, la critique à l'égard de Ben Dupuy est étrange, puisqu'à cette époque ce dernier est ambassadeur pour le gouvernement Lavalas et a quitté son poste de directeur du journal *Haïti Progrès*. L'accusation de Ben Dupuy cherche ainsi à faire une association rapide et plus solide entre le mensuel et le Lavalas.

À cet article d'*Haïti Observateur*, *Haïti Progrès* rétorque quelques semaines plus tard avec l'article : *Haïti Observateur et Jacques Dady Jean Démasqués*²⁴². L'article fait état de l'enquête menée par l'équipe d'*Haïti Progrès* dans le but de falsifier les accusations portées par *Haïti Observateur*. Il est question de faux documents, de signatures forgées et d'associations philanthropiques qui servent d'écrans aux fausses accusations. L'article termine en s'interrogeant sur la possible participation de personnes proches d'*Haïti Observateur* comme agents infiltrateurs dans le parti Lavalas dans le but de le déstabiliser.

Haïti Observateur porte des accusations aux deux journaux plus proches du Lavalas dans son article *Des Perles de Partout*²⁴³. Cet article reprend les citations d'un article d'*Haïti Progrès* qui formule des critiques à *Haïti en Marche* qui a formulé des critiques quant à un ministre du Lavalas. *Haïti Observateur* se surprend devant cette

²⁴⁰ *Lavalasgate, le FBI sur la Piste des Faussaires Haïti-Progrès Compromis*, *Haïti Observateur*, 17 au 24 juillet 1991.

²⁴¹ Ibid.

²⁴² *Haïti Observateur et Jacques Dady Jean Démasqués*, *Haïti Observateur*, 21 au 27 août 1991.

²⁴³ *Des Perles de Partout*, *Haïti Observateur*, août 1991.

dissension au sein des organes plus proches du Lavalas et conclu en faisant un parallèle entre la situation de la critique de l'opposition à Duvalier et la situation de la critique à l'époque du Lavalas. L'article ce conclut par ce paragraphe :

« Nous ne croyons pas exagérer si nous disions que l'aile dure du Mouvement Lavalas voudrait bien installer une nouvelle dictature en Haïti. Peut-être pas à la Duvalier, mais à la Castro... Mais les temps ont changé. Même Castro est en train de se métamorphoser, se résignant à appeler à la rescousse les hommes d'affaires jamaïcains pour sauver son industrie hôtelière à la dérive. Mais les « révolutionnaires haïtiens » veulent être plus royalistes que le roi!²⁴⁴ »

Haïti en Marche, nous l'avons vu précédemment, est un journal qui est lui aussi plutôt proche du Lavalas. C'est cette préférence politique qui amène le journal à se lancer dans une polémique avec *Haïti Observateur* particulièrement suite à son article dont nous avons fait mention précédemment. Dans l'article d'*Haïti en Marche : Désinformation : Haïti Observateur, à nous deux!* Une polémique opposant le soutien au gouvernement d'Aristide est publiée²⁴⁵ suite à un article d'*Haïti Observateur* accusant le Lavalas de corruption et empêchant la diffusion du journal *Haïti Observateur* en Haïti. Il est principalement reproché à *Haïti Observateur* d'utiliser des tactiques de désinformation face au gouvernement Lavalas afin de le discréditer. À cet effet, prenons connaissance la citation suivante de l'article en question :

« Depuis le jour où un jeune prêtre patriote du nom de Jean-Bertrand Aristide, se faisant l'avocat des démunis, des masses paysannes, s'arma du glaive de la parole pour combattre dans ses sermons les forces obscurantistes traditionnelles responsables du dénuement de nos campagnes, de l'analphabétisation de nos masses, le pillage de la caisse publique, la saleté de nos rues, la richesse inouïe d'une poignée de possédants et la misère RÉVOLTANTE de nos masses (...) Haïti Observateur peut-être dérangé dans sa



Figure 2 : Une caricature d'*Haïti en Marche* représentant Cédras, le responsable d'un coup d'État contre Aristide, lisant *Haïti Observateur* en affirmant son accord avec le contenu des articles. Sur le journal on peut voir des titres tels que « La Base renie Aristide », « Aristide Ignoré par la Diaspora » et « Aristide doit Partir! ». (sources : *Haïti en Marche* du 23 au 29 Octobre 1991, Vol. V, no. 36).

²⁴⁴ Ibid.

²⁴⁵ *Désinformation : Haïti Observateur, A nous Deux!*, *Haïti en Marche*, 13 au 19 novembre 1991.

*vision du 'plus ça change, plus ça doit être la même chose' lui livre une guerre sans merci.*²⁴⁶»

Haïti en Marche continue son accusation et en vient même à parler de 'traîtrise de l'accusée' face au peuple et que celui-ci boycotte le journal de son propre chef devant de telles désinformations. Le manque d'engouement face aux politiques publiques du Lavalas face à l'alphabétisation des Haïtiens, le redressement public et la fin de la corruption d'*Haïti Observateur* et son approche de diffamer ce gouvernement est un 'manquement de patriotisme' exacerbé selon *Haïti en Marche*. Plus encore, *Haïti Observateur* est accusé de représenter les intérêts de la CIA, l'Armée, les États-Unis et la Haute Bourgeoisie Métèque au lieu d'incarner les intérêts du peuple dans le Lavalas.

La polémique entre les deux journaux proches du Lavalas existe également. Ainsi, dans l'article d'*Haïti Progrès* : *Haïti en Marche : où sont les Preuves?* On peut lire une réponse face à des accusations portées à Ben Dupuy d'avoir utilisé son poste dans le gouvernement afin d'avoir des subventions pour avoir une radio en Haïti. Ainsi, *Haïti en Marche* porte des accusations de corruption face à Ben Dupuy et le manquement d'intégrité d'*Haïti Progrès* de dissocier la politique des affaires du journal. *Haïti Progrès* rétorque dans l'article en niant les accusations et en remettant l'affaire en contexte en voulant ainsi montrer la légitimité du processus des demandes de subventions dans le but de l'ouverture d'une station de radio²⁴⁷.

Cette polémique politique prend même la forme d'accusations dans les articles des journaux. Ainsi, aux deux pôles nous avons *Haïti Progrès* et *Haïti Observateur* qui les deux semblent plus proches de partis politiques antagonistes : le premier étant plus proche du Lavalas alors que le second est plus proche du gouvernement Latortue et du groupe des 184. Ces deux journaux représentent une forme de discours journalistique très fortement relié à des partis ou des idéologies politiques présentes au pays.

4.2.- La pratique journalistique.

Si l'on se fie aux propos de nos répondants ainsi qu'à la brève analyse que nous tentons d'esquisser, il semble que la presse haïtienne soit une presse politique et une presse de combat. Il est important cependant de savoir si la pratique des journalistes quant au traitement de l'information est relative à des réseaux de personnes en Haïti que peuvent connaître les journalistes et avec lesquels ils construisent un discours public.

²⁴⁶ Ibid.

²⁴⁷ *Haïti en Marche : où sont les Preuves?*, *Haïti Progrès*, 31 juillet au 6 août 1991.

Pour répondre à cette question, nous allons nous attarder au discours des répondants que nous avons interrogés relativement à leur pratique journalistique.

Pour les trois journaux de la diaspora, le rapport au terrain est un enjeu de taille qui se pose lors de la réalisation d'articles relativement à la situation en Haïti :

« Parce que si on écoute pas, on risque de prendre l'information véhiculée- parce que en raison de la distance, on est pas sur le terrain, on ne sait pas ils nous rapportent la chose, on dit: ils rapportent- en réalité, les gens ne rapportent pas... y'a des gens qui ne rapportent pas forcément. Je ne veux pas généraliser, y'a des gens qui ne rapportent pas forcément, qui font passer beaucoup plus leur point de vue. ²⁴⁸ »

Comment ces journaux arrivent-ils à garder une certaine légitimité malgré les problèmes qu'ils peuvent entretenir face au terrain? Deux des trois journaux de la diaspora *Haïti Progrès* et *Haïti en Marche* utilisent des réseaux en Haïti même qui leur permettent d'avoir des sources proches du terrain pour couvrir les événements qui ont lieu en Haïti.

Pour *Haïti en Marche*, la source provient d'une équipe de correspondants qui travaillent en Haïti et qui fournissent leurs articles ayant un accès direct au terrain :

« Haïti en Marche est peut être celui qui soit le plus proche du terrain et qui est tenté d'être le plus proche du terrain. C'est-à-dire que les journaux de la diaspora ont très peu d'articles en provenance de Port-au-Prince même et je vois qu'Haïti en Marche a fait le choix: d'avoir des journalistes sur le terrain, même dans les moments les plus difficiles. (...) Car le propriétaire, Marcus Gracias possède une station de radio en Haïti-Mélodie FM- qui lui permet d'être beaucoup plus collé à la réalité haïtienne. Et Marcus Gracias est de cette école de journaliste qui tente d'être le plus indépendant possible : ce qui n'est pas toujours évident! ²⁴⁹ »

C'est donc cette station de radio et son équipe qui permettent au journal de maintenir un rapport direct avec Haïti et ainsi donner un fondement à certaines sources sur lesquelles les articles peuvent être construits. C'est donc un réseau constitué par des journalistes proches de la ligne de pensée du fondateur Marcus Gracias pour qui, la perception de la pratique journalistique en est une qui s'approche d'un journalisme de terrain qui cherche à ne pas trop pencher dans le militantisme politique, de demeurer indépendant malgré la présence du politique dans le pays.

Haïti Progrès, quant à lui, repose son information du terrain sur le mouvement social et paysan du PPN (le parti Populaire National) :

« le co-directeur d'Haïti Progrès c'est le fondateur du PPN, Parti Populaire National qui... est en Haïti, qui n'est pas nécessairement un parti électoral, qui est plutôt un parti de mobilisation populaire. ²⁵⁰ »

²⁴⁸ Albert.

²⁴⁹ Guillaume.

²⁵⁰ Éphrem.

Ce ne sont pas tous les membres du journal qui deviennent automatiquement membres du parti, bien que la plupart restent sympathisants au mouvement. Selon les dires des répondants, ce 'parti' est beaucoup plus un mouvement social et populaire qui travaille concrètement en milieu rural en Haïti. C'est un mouvement progressiste proche de la gauche marxiste. Il n'est donc pas surprenant de voir dans le journal des déclarations de syndicats haïtiens ainsi que des articles sur des luttes ouvrières que le réseau du journal- constitué par des gens proches du PPN- doit couvrir dans le but de promouvoir les intérêts des gens que le PPN se veut de représenter.

Haïti Observateur, quant à lui, semble le plus loin du terrain et, comme l'observateur attentif peut le remarquer, demeure le seul, à ne pas publier des articles où il y a un reportage sur le terrain. Remarquons aussi, à la suite du répondant 8 que le journal utilise la formule originale de « sources combinés » au lieu de faire référence à une source nommée ou confidentielle. Si l'on se fie aux réponses des répondants 5, 6 et 8, il semblerait en effet que le réseau du journal soit plus proche des lobbys anti-Lavalas Américains :

« Haïti Observateur fut le journal porte-parole de l'opposition à Aristide, même qu'un de ses fondateurs a été nommé ambassadeur par le gouvernement Latortue... »

Interviewer : *vous êtes la deuxième personne à mentionner ça...*

... bon... (...) Haïti Observateur est celui des trois qui est le moins proche du terrain. Dès qu'Haïti Observateur traite d'une nouvelle, ou d'une rumeur- rumeur liée à ses intérêts propres- ils disent que c'est de «sources combinées » c'est une expression propre à ce journal; c'est une expression particulière propre à ce journal! ²⁵¹»

Il reste que malgré tout, l'histoire particulière d'Haïti et les longues années de dictature des Duvaliers expliquent pourquoi ses journaux se sont formés en exil et que la pratique de la critique du pouvoir en place instituée par les journaux d'exil doit se comprendre dans l'histoire particulière de leur constitution. La situation en Haïti est loin d'avoir trouvé une stabilité politique et c'est avec raison que le répondant trois affirme que :

« la presse haïtienne est le reflet de la société: c'est une société qui est divisée et c'est une société où ont retrouvé- j'étais la semaine dernière et ils disaient qu'ont trouvait 70 partis politiques en Haïti-... alors c'est sûr que l'on peut compter sur les droits humains et les partis qui pourraient avoir la prétention d'accéder au pouvoir, mais en général par sa diversité, c'est le reflet de la société. ²⁵²»

La pratique journalistique des journaux haïtiens est relative à la société haïtienne elle-même qui est une société née d'un dualisme profond entre une racine culturelle très éloignée provenant de l'Afrique et d'un autre côté des racines issues de la Révolution française. C'est toujours ce dualisme qui s'exprime par l'existence parallèle du vaudou et

²⁵¹ Ibid.

²⁵² Claude.

du christianisme, du créole et du français et ce dualisme est reflété par ce syncrétisme dans un journalisme qui dans sa pratique se pose entre une constitution du discours par la diaspora et par des résidents d'Haïti

Chapitre IV : Analyse

L'analyse de contenu décompose et recompose l'objet. Si une métaphore nous est permise, l'analyse de contenu joue un rôle analogue à celui du prisme dans la décomposition et la recombinaison de la lumière.

-Ramognino, Les Faits Sociaux sont Pourvus de Sens

Nous proposons ici une analyse des matériaux que nous avons précédemment décrits. Il s'agira en fait de trouver les catégories implicites qui structurent l'organisation de la connaissance de la pauvreté des journalistes à l'étude. Notre souci sera de relever les règles implicites qui construisent le discours de ces journaux relativement aux notions de pauvreté, d'économie et de politique. En effet, bien que notre objet de recherche demeure la pauvreté, nous avons vu comment cette notion implique des représentations sociales relatives à l'économie et à la politique.

Nous allons maintenant continuer en traitant des principaux thèmes l'un après l'autre sous la forme d'un texte analytique, c'est la reconstruction après la déconstruction. En ce sens, nous faisons écho à Paul Sabourin qui nous rappelle que : « *Faire une analyse de contenu, c'est produire du langage (le discours savant d'interprétation des documents) à partir du langage (les documents analysés résultats d'une interprétation du monde).*²⁵³ »

Nous effectuons ce travail analytique dans notre perspective épistémologique quant à la pauvreté : celle-ci est une notion idéologique qui ne peut être opératoire au plan sociologique; qui dans le sens commun constitue une définition par la négative des normes d'intégration sociale et d'assistance sociale. Enfin, la notion de 'pauvreté' fait état de l'organisation sociocognitive des individus traitant de la pauvreté, nous renseignant sur des représentations normatives qu'ils entretiennent relativement à la société dans laquelle vivent lesdits individus.

4.1.- Cadres et modélisation de la pensée

Nous allons baser notre démarche méthodologique sur la notion théorique de cadre de la pensée développée notamment par Goffman mais aussi par Altheide (voir plus haut). Pour Goffman, la notion de cadre implique que :

« Les cadres primaires se distinguent les uns des autres par le degré de structuration. Certains se présentent comme des systèmes cohérents d'entités, de postulats ou de règles, alors que d'autres, plus nombreux,

²⁵³ Sabourin, P., in Gauthier, B. (Éditeur), *L'analyse de contenu*

*n'ont aucune apparence de forme articulée et ne véhiculent qu'une interprétation de type traditionnel, une approche, une perspective. Néanmoins, quel que soit leur degré de structuration, les cadres primaires nous permettent de localiser, de percevoir, d'identifier et de classer un nombre apparemment infini d'occurrences entrant dans leurs champs d'applications.*²⁵⁴ »

Ainsi, la socialisation des personnes, les réseaux, les institutions sociales et les différents groupes sociaux de la morphologie sociale de la société au sein de laquelle est produit le discours vont tous structurer les éléments discursifs de ce discours en une structure de sens²⁵⁵. Ainsi, le discours est la mise en forme de l'expérience en des cadres qui modélisent la pensée et l'expression discursive des acteurs sociaux²⁵⁶. La considération des médiations sociales qui structurent et modélisent les représentations sociales et le discours des acteurs sociaux nous permet de comprendre comment le discours social et les cadres qui les modélisent sont constitutifs de la morphologie sociale d'une société et permet d'avancer une explication de celle-ci. Enfin, ces cadres sociaux opèrent par des raisonnements relatifs à une mémoire sociale:

*« à l'échelle individuelle, la mémoire sociale opère à partir de raisonnements sociaux. Ces raisonnements sont la mise en œuvre de notions servant à assembler les souvenirs. Elles sont issues des relations sociales et forment des zones sociales dans la mémoire : une localisation sociale qui constitue un mode d'organisation sociocognitif.*²⁵⁷ »

Nous allons voir en quoi ces cadres du traitement de l'information journalistique haïtienne donne une structuration des représentations sociales différentes d'un journal à un autre puisque chacun d'entre eux reste relatif à une trajectoire sociale propre; mais donne aussi un cadre commun, une modélisation commune puisque ces journaux sont tous relatifs à la société haïtienne. Ce sont ces similitudes qui vont nous permettre d'établir une connaissance de la société haïtienne.

Comme nous l'avons vu dans la partie descriptive de nos matériaux et de nos contenus, les questions politiques, morales et économiques prennent une place importante et ceci autant dans les articles de journaux que dans les entretiens effectués

²⁵⁴ Goffman, E., *Les Cadres de l'Expérience*, page 30.

²⁵⁵ Sabourin, P., Médiateurs et médiations sociales constitutives de l'épistémè de la connaissance économique au Québec dans la première moitié du XXe siècle, page 9.

²⁵⁶ Ibid., page 11.

²⁵⁷ Ibid., page 15.

auprès de journalistes travaillant dans les journaux à l'étude. Nous allons ici revenir sur l'importance qu'ont ces questions politiques, morales ou économiques relativement à la pauvreté en Haïti quant aux journaux et au travail des journalistes à l'étude.

C'est l'importance de ces questions économiques, morales et politiques qui nous pousse à poser une hypothèse quant à la composition sociocognitive des représentations sociales des journalistes à l'étude quant à la pauvreté en Haïti. Cette hypothèse est la suivante : la structuration de la représentation sociale de la « pauvreté » chez les journalistes sera plus que souvent une organisation de logiques économiques, sociales, politiques et morales mises en conciliation les unes aux autres selon des syncrétismes cherchant à résorber les contradictions inhérentes à la conciliation des catégories de sens inconciliables les unes aux autres. Pour arriver à affirmer ou infirmer cette hypothèse, nous allons revenir sur chacun des journaux et tenter de voir en quoi le langage utilisé, les formulations de phrases et les affirmations peuvent nous permettre d'y voir un rapprochement avec l'hypothèse que nous avançons ici.

Nous allons dans les pages qui suivent faire état de la représentation qu'entretiennent ces journalistes relativement à la pauvreté ainsi que la représentation que ceux-ci peuvent entretenir quant au travail journalistique lui-même. Nous verrons ainsi comment les 'systèmes', dont peuvent traiter les journalistes- la politique, l'économie, la morale- sont intégrés dans leur esprit et organisent leurs représentations sociales qu'ils peuvent entretenir quant à notre objet de recherche. Auparavant, nous allons procéder à une brève discussion sur la pratique journalistique des journalistes haïtiens en vue de comprendre à quoi peut ressembler le champ journalistique haïtien.

4.2.- Le champ journalistique.

Il s'agit dans un premier temps- avant de se lancer dans l'analyse que nous pouvons faire de chacun des journaux à l'étude- de tenter d'élaborer une compréhension du propre de la pratique journalistique en Haïti en quelques mots. Ceci en gardant à l'esprit les contributions de Bourdieu sur la notion du champ journalistique (voir plus haut).

La description que nous avons faite précédemment de la polémique que peuvent entretenir les journaux entre eux nous a renseigné sur la nature de la pratique

journalistique haïtienne : une presse de combat qui est très politique et qui verse souvent dans les débats. Plus encore, les procès d'intentions que se livrent les divers journaux, les fausses accusations, les enquêtes et les insultes nous amènent à considérer que le champ de la pratique journalistique haïtienne se différencie du champ de la pratique journalistique française, canadienne ou américaine; bref celle du 'Nord'. Effectivement, les nombreux procès d'intentions et les insultes que les journaux à l'étude se lancent sont une forme de pratique journalistique qui n'est pas courante dans beaucoup d'autres pays du Nord. Pour plusieurs journaux, donner des intentions et faire de fausses accusations à un autre journal signifient souvent un règlement du litige en cours qui amène des chefs d'accusations de propos diffamatoires pour l'accusateur.

Dans les nombreux articles traitant de la polémique que se livrent les journaux, il n'est jamais mention de poursuites criminelles entre les accusateurs et les diffamés, plus souvent qu'autrement, les journaux diffamés répondant aux fausses accusations par des reportages ou des articles où les accusations sont reportées à l'accusateur et ainsi de suite. C'est donc une pratique journalistique qui repose sur le débat et sur la polémique plus que sur des questions de règlement de différends légaux. En ce sens, plus souvent qu'autrement, les diffamés vont avoir recours à des arguments moraux pour se défendre des faux propos de leurs accusateurs plutôt que d'utiliser des voies légales ou des propos légaux.

Plus encore, dans les articles couvrants les polémiques entre les journaux, il a plusieurs fois été question d'intentions que pouvaient donner un journal à un autre. Ceci est significatif en ce sens que la pratique journalistique que nous pouvons connaître en Amérique du Nord est très loin d'une pratique où il est possible de donner des intentions aux groupes sociaux. En effet, dans la polémique que se livrent les journaux entre eux, il est commun que les journaux s'accusent mutuellement de vouloir procéder à des coups d'État, à des remaniements ministériels; bref à des actions politiques en Haïti. Ceci nous semble particulier des journaux haïtiens à l'étude et en ce sens nous retenons ceci comme propre à la pratique journalistique haïtienne.

Relativement aux approches théoriques de la nature du discours journalistique que nous avons pu voir en introduction, nous pouvons affirmer que le discours journalistique que nous étudions ici se rapproche du discours journalistique tel que décrit par l'approche représentationnaliste du discours de Bourdieu. Effectivement, la

pratique journalistique des journalistes à l'étude semble se rapprocher de celle qu'en donne la perspective théorique : un lieu de lutte où les différents acteurs ont leurs propres intérêts. Il semblerait- selon ce que nous apporte notre partie descriptive- que des intérêts politiques soient en jeu dans le champ journalistique haïtien. De plus, les répondants ont plusieurs fois fait mention des contraintes d'ordres techniques que peuvent connaître leurs pratiques journalistiques : contrainte de temps, contrainte de choix du sujet, contrainte du formant de la nouvelle, etc.

Cependant, aucun des journalistes écrivant dans l'un des journaux à l'étude n'a fait mention des difficultés de contraintes structurelles dans sa pratique journalistique. Il est possible que ces contraintes soient plus implicites et que l'affiliation politique des journaux « filtre » l'accès des journalistes à l'écriture dans ces médiums mettant ainsi en place une contrainte structurelle qui ne se manifeste pas pour les journalistes y écrivant puisque que ceux-ci répondent tous aux exigences éditoriales. Plus encore, il semblerait que les changements politiques puissent amener des contraintes dans la diffusion des journaux : la victoire d'un parti politique de gauche peut ainsi handicaper la distribution d'un journal de droite en Haïti. Ceci démontre une fois de plus la mince frontière qu'il peut y avoir entre le politique et les journaux en Haïti. Les rapports de pouvoirs au sein du champ journalistique semble donc relatif à ceux qui arrivent à s'allier à la classe politique au pouvoir (par une alliance parlementaire ou idéologique) qui permet au journal de profiter d'un avantage dans sa distribution ou dans l'attribution de postes importants par des membres du journal (ainsi selon les dires des répondants, un membre proche d'*Haïti Observateur* qui devient conseiller proche des néo-conservateurs américains proches du régime de Latortue en Haïti ou un membre d'*Haïti Progrès* qui entre dans un parti politique membre de la coalition du Lavalas).

Les contraintes du champ journalistique haïtien seraient donc plus de l'ordre du politique que de l'ordre de l'économique –comme le laisse entendre Bourdieu pour la presse française- et contribueraient à une distribution de places de pouvoir et d'influence au sein du champ journalistique.

Nous allons maintenant passer en revue les catégories de sens dominantes qui structurent les représentations sociales de chacun des journaux.

Le tableau IV nous présente la localisation sociale des discours journalistiques soumis à l'analyse :

Tableau IV : Localisation sociale des Discours Soumis à l'Analyse

	<i>Haïti Progrès</i>	<i>Haïti en Marche</i>	<i>Haïti Observateur</i>
Religieux	Les catégories de sens populistes religieuses sont issues du mouvement des églises populaires proches du mouvement de la théologie de la libération développé surtout dans les pays voisins de l'Amérique du Sud.	Les notions de sacrifice et de martyr sont des catégories de sens du religieux en général que celui-ci soit plus proche du populisme ou du conservatisme.	Le conservatisme religieux est issu de la vieille tradition religieuse monothéiste et catholique en Haïti laissée par les premiers colons français qui a servi pendant des années à instruire l'élite du pays.
Politique/Économique	Le Marxisme tiers-mondiste est un modèle de langage marxiste important en Haïti dû à l'influence des pays socialistes d'Amérique latine et des gouvernements populaires qui s'en réclament. L'économique soumis au politique est proche de cette pensée où l'économique est mis en place par le politique (i.e : nationalisation).	Les catégories de sens qui considèrent le politique comme superficiel sont relatives à une vision du développement comme une nécessité qui dépasse les débats politiques. Représentation proche de l'élite qui agit en « monarche éclairé ».	La représentation de la politique soumise à l'économie est proche de celle développée par les idéologues des IBW qui veulent laisser la pleine autonomie au marché. Haïti comme pays récipiendaire d'aide financière des IBW est souvent habitué à ce discours.
Le Développement : « sortir de la pauvreté »	Les catégories de sens pensant la pauvreté comme un manque de choix implique une vision interventionniste de la politique dans l'économie; développement autocentré (plus à « gauche »).	La vision développementaliste est proche de celle souvent professée dans les académies et les universités autant au Sud qu'au Nord. Cette vision pense le développement du pays et non la « lutte » contre la pauvreté selon son articulation sociale endogène au pays.	

4.3.- *Haiti Progrès*

La lecture des articles de journaux d'*Haiti Progrès* soumis ici à l'étude nous a permis de faire état de la représentation sociale de la pauvreté en Haïti que produit le journal. Ainsi, celui-ci se figure les pauvres comme la 'masse du peuple'. La 'masse du peuple' est constituée par les ouvriers miséreux, les spoliés et les oubliés, le secteur populaire et parfois les exclus. L'utilisation du mot 'masse' renvoie à une conception de la pauvreté proche du langage du politique de gauche où les 'pauvres' sont considérés comme une entité politique en soi, même si ceux-ci demeurent oubliés ou exclus, qui a une place sur l'arène de la lutte politique. En effet, cette masse du peuple est en lutte contre la bourgeoisie 'macoute'; ici le terme 'macoute' désigne la milice armée de l'ancien régime des Duvaliers qui commentaient des actes de tortures, de rapt et de meurtres pour assurer la domination politique des dictateurs. Ainsi, l'emphase est mise sur le caractère politique et combatif dans la désignation de ceux avec qui les 'pauvres' ont des relations; ces relations deviennent des relations conflictuelles, de lutte. La pauvreté est quelque chose qui est implicitement associée à la politique dans la représentation sociale du journal et la politique est vue comme un domaine de lutte violente entre des factions antagoniques qui ne se retrouvent pas exclusivement au parlement.

Cette lutte entre les bourgeois macoutes et la masse du peuple- cette lutte entre des classes aux intérêts antagoniques- doit se solder par l'incarnation des intérêts de la masse du peuple en un gouvernement populaire qui opposera les intérêts de la bourgeoisie macoute personnifiée par des gouvernements réactionnaires. Ce gouvernement populaire pourra alors mettre en place une révolution sociale initiée par la masse du peuple qui instaurera une réforme économique assurant les intérêts du peuple et l'indépendance du pays face aux capitaux étrangers. Nous voyons comment le politique prend une grande importance dans la représentation sociale du journal; à un point tel où celui-ci pourrait arriver à mettre en place un système économique.

Il y a une ambiguïté dans la formulation des 'changements profonds' que doit mener la masse du peuple puisque des fois ceux-ci sont associés au respect de la constitution, d'autres fois par une réforme et d'autres fois encore par une révolution sociale déjà initiée par le Lavalas. C'est dire qu'en quelque sorte, cette idée de

changement radical demeure floue parce qu'elle demeure après tout un idéal normatif et cohésif dans lequel doit tendre le peuple qui aspire à un changement pour le mieux.

Lorsque la masse du peuple, les pauvres, sont désignés comme 'exclus', ils le sont des décisions politiques et de l'orientation des politiques sociales. Ainsi, le journal se représente l'intégration de ces 'exclus' par l'entremise de la participation à la politique ; c'est la catégorie de sens 'politique' qui peut ainsi assurer une intégration de ceux qui ne font pas partie de la société, qui en sont exclus.

Nous savons maintenant qu'*Haiti Progrès* est le journal qui est considéré comme le plus à gauche dans les trois journaux à l'étude. À cet effet, le journal – comme nous l'avons dit dans notre partie descriptive- utilise un langage marxiste pour traiter des événements. Cependant, comme nous le savons, il y a plus qu'un seul langage marxiste; le marxisme s'est développé en un ensemble de pratiques théoriques et politiques qui utilisent toutes des notions, des concepts et des formulations propres à eux.

Comme tous les marxismes, le langage marxiste du journal partage les prémisses de base de cette pensée politique. Ainsi, le journal est celui qui met le plus souvent le « peuple » en intérêts antagonistes avec la « bourgeoisie ». Cette dernière est souvent représentée dans les lignes du journal comme une classe sociale ayant des intérêts contraires à ceux du reste du « secteur populaire ». C'est cette représentation d'antagonisme de classe qui nous permet d'affirmer que le journal s'exprime par un vocable marxiste.

Les formules qu'utilise *Haiti Progrès* nous pousse à rapprocher le langage utilisé par le journal comme celui de la gauche marxiste tiers-mondiste d'Amérique latine. Celle-ci s'inscrit dans une tradition de figures politiques (Simon Bolivar, Che Guevara, Fidel Castro, Salvadore Allende et aujourd'hui Lula ou Chavez), d'événements historiques (révolution cubaine, putsch contre le gouvernement populaire d'Allende, opérations militaires américaines en Grenade) et de penseurs (en particulier l'école brésilienne de la dépendance avec des figures importantes tels Cardoso).

La pensée marxiste traduite par le journal parle de la nécessité du partage des profits empêchés par la « classe » parasitaire de pseudo-technocrates qui accentuent la dépendance politique du pays en négociants avec l'OEA et la dépendance économique du pays en négociant avec les IBW et les États-Unis qui étouffent la production locale avec leurs productions agricoles bénéficiant d'une économie d'échelle dont ne

bénéficient pas les paysans pauvres haïtiens. L'État- selon le journal- doit subjuguier les effets désastreux du marché. À cet effet, les politiques des gouvernements populaires d'Amérique latine (Chavez et Lula) qui établissent des nationalisations d'entreprises ou des mesures protectionnistes sont ramenées dans les pages internationales et commentées comme étant des mesures propices à avoir des effets positifs pour le peuple haïtien.

Haiti Progrès- comme nous l'avons vu précédemment- considère l'économie comme un système qui est mis en place par le politique. En ce sens, la critique de la situation de pauvreté des Haïtiens met souvent en cause une critique de la politique, puisque celle-ci est l'institution qui en dernière instance détermine la façon dont sera installé le système économique. La réforme d'une situation de paupérisation passe nécessairement par une réforme politique : la mise en place d'un développement économique et politique aut centrée qui rompt avec la dépendance envers l'OEA, les États-Unis et les IBW.

Lorsque le journal parle de l'économie, il traite de l'économie en terme de manque de choix et fait ainsi parfois référence au concept d'«insertion». L'économie d'Haïti présente peu d'opportunités aux gens pauvres du pays, ceux-ci étant « exclus » du processus de production, des emplois, de l'éducation et de la possibilité d'améliorer leur condition d'existence. Puisque l'économie demeure un système qui est instauré par le politique, la raison est au manque de bonne gestion du système économique par le politique qui n'instaure pas un système politique où peuvent participer les 'exclus'.

Lorsque le journal traite de la politique, il le fait de manière morale en utilisant des termes qui laissent entendre une évaluation morale des groupes sociaux plus qu'une critique politique de leur travail. Ainsi, il n'est pas rare de trouver des termes tels « pompeux », « arrogants », « malhonnêtes » dans les pages du journal.

Lorsque celui-ci donne la parole aux « pauvres », lorsque les journalistes sur le terrain prennent le temps de se rendre sur le terrain pour noter ce que peuvent dire les « pauvres » de leur situation sociale, ce sont les résidents des milieux urbains défavorisés, plus souvent qu'autrement, les résidents de bidonvilles qui sont interrogés. Cet intérêt pour les habitants des milieux urbains au détriment des habitants de milieux ruraux est paradoxal puisque le journal demeure un sympathisant d'un mouvement politique (le PPN) qui est un mouvement politique paysan. Cependant, les articles

traitant de la condition des pauvres- que ceux-ci soient des reportages ou des brèves- sont parfois écrits en créole, ce qui montre un intérêt à rejoindre les Haïtiens parlant seulement le créole, qui – comme nous l'avons vu précédemment- peuple le plus souvent les campagnes. En ce sens, la localisation sociale du journal- proche d'un mouvement politique rural qui travaille en Haïti- explique sa forme dans le traitement de la nouvelle.

Le journal *Haïti Progrès* utilise un langage politique lorsqu'il traite les questions relatives à la pauvreté en Haïti. Les distinctions de sens que le journal utilise sont celles du domaine de la politique : « instauration d'un système économique par le politique ²⁵⁸ », « la révolution politique qui inaugure la révolution sociale ²⁵⁹ », « bien-être possible par la mise en place de politique de redistribution de la richesse nationale ²⁶⁰ » et ainsi de suite. Ce sont ces catégories politiques qui organisent leur représentation sociale de la réalité sociale de la pauvreté. Celle où le pauvre est exclu d'un système politique instauré par le pouvoir politique qui reste dépendant aux IBW et aux États-Unis, dépendance qui appauvrit constamment les pauvres et les exclus des opportunités possibles seulement selon un modèle de développement du pays autocentré tels que ceux pratiqués par certains gouvernements populaires de l'Amérique latine. Ces catégories politiques sont proches de la gauche d'Amérique latine mais contiennent des éléments moraux dans la formulation de ses critiques politiques.

Ce syncrétisme entre une expression morale et une expression politique de gauche marxiste tiers-mondiste doit se comprendre dans sa localisation sociale. En effet, il apparaît à l'analyse que l'existence de ces deux structures sociales dans l'expression journalistique de *Haïti Progrès* se manifeste par un saut dans le raisonnement qui associe deux domaines sans relations évidentes (ici un moralisme religieux avec une pensée politique tiers-mondiste²⁶¹) du point de vue de la connaissance des producteurs du discours.

²⁵⁸ Insertion des Jeunes : la Comédie se Poursuit! *Haïti Progrès*, 1^{er} au 7 septembre 1999.

²⁵⁹ Alphabétisation : Aristide Définit ses Enjeux, *Haïti Progrès*, 7 au 13 août 1991.

²⁶⁰ Marie-Célie Agnant, Le Choix Préférentiel des Pauvres, *Haïti Progrès*, 25 au 1^{er} octobre 1991.

²⁶¹ La révélation de syncrétismes dans la pensée marxiste tiers-mondiste n'est pas une découverte en soi, faisons la mention de Lara Karaziva qui – par son analyse lucide des discours de Fidel Castro- a montré les éléments religieux dans les discours du président Cubain dans son mémoire : *L'Idéologie Utopique dans le Tiers Monde : le Cas du Projet Social Cubain*.

Ainsi, le journal traduit une tension entre une définition de l'usage social de l'économie propre à l'occident – notamment avec l'usage du concept d'inclusion/exclusion- et une définition de l'usage social de l'économie propre à un modèle de « développement » endogène emprunté à la gauche marxiste de l'Amérique latine qui s'élabore à partir de termes moraux et religieux dont on trouve les fondements dans la théologie de la libération. Ce sont des catégories empruntées du langage politique qui structure principalement la représentation sociale que se fait le journal des questions de la pauvreté en Haïti.

4.4.- Haïti en Marche

Nous avons procédé à une analyse des articles d'*Haïti en Marche* à l'étude afin d'en dégager la représentation sociale que le journal se fait de la pauvreté en Haïti. Le journal qualifie les pauvres comme les gens 'exclus', 'deshérités' ou 'non qualifiés'. Selon le journal, la mauvaise gestion de l'économie par les partis politiques et leurs éternelles disputes empêchent au pays de se moderniser et de se mettre dans la voie du développement afin d'atteindre la 'civilisation industrielle'. De plus, selon les dires du journal, il n'y a pas de sentiment national en Haïti, d'empathie des uns envers les malheurs des plus pauvres, les gens ne sont pas capables de juger le bien du mal. Ces condamnations morales émises par le journal visent particulièrement les politiciens qui montrent l'exemple.

L'univers sémantique du journal nous renseigne que selon eux, la première étape à l'intégration des pauvres 'exclus' est l'intégration du pays lui-même au 'train du progrès' qui le mènerait vers la 'civilisation industrielle'. Mais cette intégration ne serait possible qu'avec le redressement moral, l'empathie, l'apparition d'un sentiment national, l'abandon du populisme et des luttes de classes et la fin des querelles parlementaires. Nous voyons ici que dans la représentation sociale du journal, les luttes de classes et les luttes parlementaires sont sacrifiées au profit de l'idéal normatif du 'développement'. De plus, il faut laisser la place à ceux qui ne sont pas 'disqualifiés' comme les pauvres peuvent l'être : l'élite, les qualifiés et les leaders qui peuvent pousser le pays en dehors de sa 'fossilisation'. Les deshérités, les exclus, profiteront de l'intégration du pays à la

‘civilisation industrielle’ par le développement de politiques publiques leur permettant d’être qualifiés et intégrés.

Ainsi, pour le journal, le progressisme ne signifie pas nécessairement ce qu’ils appellent un ‘nivellement par le bas’, une prise en considération de la direction que la majorité (le peuple, les déshérités) veut donner au pays ; puisque ceux-ci ne sont pas qualifiés à le faire. Le progressisme, pour le journal, signifie le progrès, le progrès industriel du pays dans la marche du développement.

Le journal présente donc une représentation de la pauvreté en terme d’exclusion et de manquement d’opportunité qui fait en sorte que les ‘pauvres’ restent et demeurent dans leur état puisqu’ils n’ont pas les outils pour s’en sortir eux-mêmes. Ce rôle revient à l’élite, aux hérités, aux qualifiés qui peuvent donner une bonne direction aux pays et gérer l’assistance publique et la réaction sociale face à la pauvreté.

Haïti en Marche est décrit comme un journal – comme nous l’avons dit précédemment dans nos parties descriptives- étant plus de « centre gauche » et qui cherche à se situer un peu au-delà de la dichotomie politique droite/gauche qui oppose les journaux haïtiens. Celui-ci cherche moins à donner le ton à une polémique plus musclée dans ses articles qui visent le débat politique en nommant explicitement les parties belligérantes et en les accusant de pratiques jugées opposées aux intérêts du « peuple ».

Ainsi, le journal va beaucoup plus donner un ton moraliste aux questions politiques dans les articles à l’étude. Bien que son homologue *Haïti Progrès* fasse lui aussi appel à des jugements moraux quant à la pratique politique de certains groupes sociaux, le journal *Haïti en Marche* préférera réifier la question politique complètement aux qualités morales des personnes.

La pratique politique en elle-même est qualifiée comme un domaine insignifiant et réservé à des gens qui sont évalués à leurs qualités morales beaucoup plus que selon des critères politiques. Devant cette dévalorisation de la politique, le journal utilise un langage moraliste proche d’un langage religieux où les questions de « sacrifices » et de « martyrs » sont parfois utilisées pour décrire la pauvreté en Haïti.

Cette préférence des questions moralistes utilisant des distinctions de sens relativement à la pauvreté qui est proche d’un langage religieux manifeste une représentation de la pauvreté (ses causes, ses solutions) qui dépasse son expression dans

le domaine strictement politique ou dans le domaine strictement économique. La souffrance, le martyr, sont des termes utilisés dans le rapprochement de la question de la pauvreté en une représentation religieuse.

Nous savons que la pensée religieuse traite du sacrifice et du martyr en vue d'une puissance supérieure qui dépasse les individus, ici un dieu. En ce sens, l'utilisation des termes moraux religieux dans *Haïti Progrès* se fait dans la conception implicite de la pauvreté qui est relative à un développement universel et lié à la question de la modernisation du pays pour que celui-ci s'apparente aux pays développés du Nord. Le journal développe ainsi une représentation de la pauvreté qui s'articule selon des catégories morales qui utilisent des distinctions de sens propre au langage religieux où la question de la finalité des « sacrifices » et des « martyrs » est que le pays arrive à se moderniser de façon à rejoindre l'état de « développement » des pays du Nord.

Il semblerait encore une fois que les catégories de sens religieuses prennent une importance dans un des journaux à l'étude, cette fois-ci chez *Haïti en Marche*. Chez celui-ci, les catégories de sens religieux chevauchent celles des questions relativement au développement et prennent des connotations de sacrifice et de martyr. Ceci alors que le journal montre une représentation sociale de la pauvreté inscrite dans la question du développement en son acceptation idéologique : comme une visée sociale normative qui doit donner l'élan à un pays vers une direction. Il semble que le journal tente de concilier deux raisonnements sans fondement l'un à l'autre- ici le développement à tout prix en jugeant la politique comme quelque chose d'insipide et en traitant très peu de l'économie et les questions de sacrifice religieux- en un syncrétisme. Effectivement, la question du développement et le moyen de l'atteindre à très peu à voir avec des questions d'ordres morales ou religieuses mais plus souvent avec des questions économiques et politiques questions dont le journal donne beaucoup moins d'importance que les questions morales.

Cette représentation sociale de la pauvreté qui utilise des catégories de sens qui se rapprochent de celles utilisées par les idéologies développementalistes du Nord existe parallèlement à un traitement de la pauvreté dans des reportages qui prennent les paroles des habitants de bidonvilles dans les milieux urbains haïtiens. L'économie est la structure de sens qui prend le moins d'importance dans le traitement de la pauvreté par les articles d'*Haïti en Marche*.

Le journal est celui qui compte le plus de professionnels- notamment des professeurs d'université - qui écrivent dans ses pages. En ce sens, nous pouvons comprendre comment cette importance d'intellectuels peut parfois donner une représentation de la politique parlementaire comme étant quelque chose d'insignifiant : ici la position sociale d'intellectuel des écrivains les pousse à avoir une vision de la politique proche de celle de l'élite: l'élite universitaire et lettrée du pays. Cette importance des catégories de sens proche du milieu universitaire peut également expliquer le fait que les journalistes peuvent parfois parler du sacrifice des plus pauvres dans le développement du pays puisque ceux-ci de par leur localisation sociale ont plus tendance à considérer le développement comme quelque chose d'abstrait et non comme une réalité sociale concrète pouvant avoir des conséquences sur l'organisation de la vie sociale de couche importante de la population du pays.

4.5.- *Haïti Observateur*

Pour *Haïti Observateur*, l'ensemble du pays est pauvre. Cette pauvreté est due à la fuite des capitaux du pays. Cette fuite des capitaux est due à l'égoïsme, la mauvaise gestion et la corruption des politiciens. Pour arriver à un développement du pays, le pays doit assurer un climat de confiance face aux investisseurs. Pour ce faire, il doit mettre en place la paix sociale – la fin de la lutte des classes- et un gouvernement moral et crédible. Cependant, pour ce faire, le pays doit traverser une rupture face aux politiciens qui agissent de la même façon depuis 200 ans, rupture qui doivent s'inscrire dans une tradition culturelle nationale et une refonte des mentalités des Haïtiens dans une mentalité plus morale.

Haïti Observateur est qualifié par les journalistes que nous avons interviewés, comme étant le journal le plus à droite de ceux étudiés dans notre travail. Nous avons dit précédemment dans notre partie descriptive, que c'est le journal qui s'intéresse le moins aux paroles des pauvres; en effet celui-ci est le seul qui ne rédige pas des articles où la parole est donnée aux « pauvres » et le seul qui n'a pas de sections en créole.

Comme ses deux homologues précédents, *Haïti Observateur* utilise des termes moraux pour juger les actes politiques des groupes sociaux. Ainsi, il est dit des groupes sociaux qu'ils sont des êtres amoraux qui ne s'inquiètent pas du sort de leurs

semblables. En ce sens, *Haïti Observateur* se rapproche de son homologue *Haïti en Marche*, cependant, le premier utilise des distinctions morales pour différencier les individus formant la société haïtienne. L'ensemble des groupes sociaux tombe sous la condamnation morale du journal : le gouvernement qui n'est ni moral ou crédible²⁶², les individus qui sont égoïstes et vivent de grappille et du vol de leurs semblables. Ainsi, pour expliquer les causes de la pauvreté, le journal va utiliser des termes moraux qui affirment que les Haïtiens vivent selon des principes moraux condamnables qui les empêchent de penser aux plus démunis.

En dehors du jugement moral des agissements des individus et des groupes sociaux en Haïti, les distinctions de sens qui structurent la représentation sociale du journal relativement à la question de la pauvreté sont des distinctions économiques. À cet effet, il est significatif de faire remarquer que le journal est le seul à identifier les pauvres comme formant l'ensemble des résidants du pays. En ce sens, la conception de la pauvreté renvoie au pays Haïti comme un pays pauvre et non pas selon une pauvreté qui pourrait être organisée selon une structure sociale, politique ou économique endogène. Cette conception de la pauvreté comme étant le pays au complet s'approche d'une représentation de la pauvreté selon des distinctions de sens établis à un niveau macroéconomique. En ce sens, le journal traite toujours des effets néfastes que peuvent avoir les processus de paupérisation ou encore les phénomènes d'appauvrissement sur l'économie. Effectivement beaucoup de phénomènes sociaux tels les dommages à l'environnement, la montée de la criminalité, les embargos économiques; sont représentés comme étant des phénomènes qui ont des effets sur l'économie d'Haïti. Ce sont ces effets néfastes sur l'économie qui à leur tour ont des conséquences sur les pauvres, sur le développement national économique d'Haïti. De plus, c'est dans cet esprit de la primauté de l'économique dans la structuration de leur représentation sociale de la pauvreté que le journal critique le Lavalas. Comme nous l'avons vu précédemment, le journal formule des critiques au Lavalas sur la base que celui-ci tente d'établir un modèle castriste alors que Castro lui-même reconnaît l'importance de l'économie pour régler les problèmes de pauvreté ou de développement avant l'importance de la politique pour régler les mêmes problèmes.

²⁶² Qui est Responsable de la Souffrance du Peuple Haïtien?, *Haïti Observateur*, 22 au 29 août 2001.

La réforme du gaspillage des ressources par l'État initié par ses manquements moraux doit être faite de façon à mettre en place un climat de confiance en Haïti qui permettrait l'arrivée de capitaux qui arriveraient à développer le pays. À la façon de son homologue *Haïti en Marche*, le journal s'inscrit dans une idéologie développementaliste empruntée au Nord. Cependant, où *Haïti en Marche* reste critique des IBW et propose un développement qui permettrait de rattraper le retard d'Haïti, tout en demeurant critique des IBW, *Haïti Observateur* se représente les IBW comme des institutions nécessaires au développement du pays. En ce sens, nous voyons ici une autre distinction de sens dans la représentation que peut se faire le journal de la pauvreté : la pleine reconnaissance des recommandations des IBW qui bien souvent- comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre- sont des recommandations qui mettent un accent sur l'aspect économique du règlement de la question de la pauvreté au détriment des autres aspects. Ici, la représentation de l'usage social de l'économie se rapproche d'une représentation sociale propre au Nord.

Haïti Observateur n'est cependant pas à l'abri de l'usage du syncrétisme pour parer aux indéterminations du réel. Bien que le journal utilise comme ses deux homologues précédents des catégories de sens religieuses, celles-ci sont utilisées lors de la critique du politique – comme *Haïti Progrès*. Cependant, contrairement à son homologue *Haïti Progrès*, *Haïti Observateur* utilise la catégorie de sens économique comme la principale organisatrice de sa représentation sociale de la pauvreté. Ici, les indéterminations de sa pensée économique cherchent à être palier avec des catégories religieuses. Cependant, alors qu'*Haïti en Marche* utilise des catégories religieuses de sens pour demander le sacrifice et qu'*Haïti Progrès* utilise les catégories de sens religieuses pour établir un jugement moral des groupes sociaux et politiques, *Haïti Observateur* utilise des arguments moraux avec des termes tels que le retour à l'ordre, le redressement moral, ou encore le retour à la normale. Des fois, même le journal fait mention « d'un changement nécessaire pour retourner à l'ordre »; ici les catégories de sens religieuses et morales sont plus conservatrices et semblent plus se dissocier de la pensée religieuse proche de la théologie de la libération et des ti-légliz. Il faut comprendre que parmi les trois, ce journal est le plus vieux et ne s'est pas formé dans le vent de changement apporté par le mouvement des ti-légliz et que ses catégories de

sens religieuses soient plus relatives à une conception du religieux avant l'importance du mouvement des églises populaires dans la pensée sociale haïtienne.

Synthèse et Conclusion

Ce qui suit est une considération de notre travail d'analyse à l'aune de ce que peut représenter la propriété de ces discours relativement à l'espace social haïtien. Ainsi, cette dernière partie tentera de comprendre ce que construisent ces discours comme rapport de connaissance participant à la constitution de la société haïtienne contemporaine.

Le tableau 5 nous offre une synthèse de la structuration des discours sur la pauvreté selon les trois journaux à l'étude :

Tableau V : Synthèse des Représentations sociales de la pauvreté selon les trois journaux à l'étude.

	<i>Haïti Progrès</i>	<i>Haïti en Marche</i>	<i>Haïti Observateur</i>
Représentation de la pauvreté.	La pauvreté est un manque d'opportunités de certaines personnes dans le système économique mis en place par le politique.	La pauvreté est une exclusion ou un sacrifice de personnes dans la marche de la société vers le développement.	La pauvreté concerne tous les Haïtiens puisque c'est le pays qui est pauvre suite au manque d'écoute des recommandations des IBW.
Structuration de la représentation sociale de la pauvreté.	Syncrétisme dans la tentative de conciliation entre une pensée politique marxiste tiers-mondiste et une critique morale/religieuse des groupes sociaux et politiques.	Habilitation des structures de sens religieux en termes de sacrifice relativement à la pauvreté dans une représentation du développement dans un modèle développementaliste.	Syncrétisme dans la tentative de conciliation entre une pensée économique qui structure la représentation et des structures de sens moraux/religieux de retour à l'ordre : « instaurer un nouveau régime moral par le retour à l'ordre. »

Comme nous pouvons le voir, les trois journaux ont une part importante des catégories de sens religieux dans la structuration de leur représentation sociale de la pauvreté. De plus, les trois journaux témoignent d'une tension entre une définition de la pauvreté qui implique un usage social de l'économie endogène à Haïti et une représentation de la pauvreté avec un usage social de l'économie proche de celui mis de

l'avant par les pays dits du «Nord» et les IBW. Enfin, les trois journaux donnent tous une grande importance à la politique dans le traitement de la pauvreté en Haïti.

L'importance de la pensée religieuse n'acquiert cependant pas la même forme pour les trois journaux. Ainsi, les catégories de sens d'*Haïti Progrès* sont des critiques moralistes qui parlent en termes d'injustice ou de malhonnêteté, ce qui rapproche ces termes moraux à l'idéologie de la théorie de la libération. Pour *Haïti Observateur*, cependant, les catégories de sens religieux sont plus proches de la pensée religieuse traditionnelle, proche du Vatican et plus conservatrice; en témoigne l'utilisation des termes religieux relatifs à un retour à l'ordre moral.

Il est un lieu commun d'accordée l'importance du religieux dans la société haïtienne. Celle-ci a pris cependant une tournure importante dans la lutte contre les Duvalier avec le mouvement des églises populaires inspiré de la théologie de la libération. C'est ce mouvement qui amena la chute de Duvalier et l'ascension au pouvoir d'Aristide et du fanmi Lavalas. En ce sens, nous voyons que les oppositions entre les journaux plus proches du Lavalas et les journaux plus critiques du Lavalas présentent certes une opposition entre les journaux dits de «gauche» et les journaux dits de «droite», mais aussi une opposition entre deux visions de la chose morale et religieuse : une vision plus influencée de la théologie de la libération (ici *Haïti Progrès*) et une vision de la chose morale plus conservatrice et traditionnelle qui appelle à un rappel à l'ordre moral devant les débordements de la théologie de la libération personnifiée par le «Prêtre des Pauvres» (ici *Haïti Observateur*).

L'existence de la pensée morale religieuse dans le journal s'explique par l'importance qu'a connue le mouvement des *ti-légliz* (TLK²⁶³) dans la lutte contre Duvalier. En effet, l'Église a toujours joué un rôle important dans l'histoire d'Haïti. De l'époque de l'esclavage jusqu'à très récemment, l'Église était- et ce jusqu'au début des années 1980'- : «une Église liée à la classe dominante. À la vérité, elle a toujours été au service d'une classe et a toujours travaillé à la production d'une élite.²⁶⁴». Mais depuis les années 1980 celle-ci s'est scindée avec une église populaire de la rue qui repose sur les mouvements de masses influencés par la théologie de la libération et une église traditionnelle, proche

²⁶³ Voir à ce sujet notre premier chapitre faisant un survol superficiel de l'histoire d'Haïti qui permettra au lecteur peu familier avec l'histoire politique contemporaine du pays de s'éclairer sur le sujet.

²⁶⁴ Blot, L., *L'Église Catholique dans l'Espace Socio-politique Haïtien (1980-2002)*. Page 47.

de l'élite et de sa reproduction sociale et influencée par le Vatican. C'est le mouvement des ti-légilz proche des idées de la théologie de la libération qui arriva à donner le coup final à la dictature des Duvalier. Comme nous savons maintenant que les trois journaux sont un produit de la lutte contre les Duvalier, nous comprenons pourquoi les questions morales/religieuses peuvent prendre alors toute leur importance.

Enfin, cette importance du religieux est également corroborée par une importance de la politique. Cette critique du politique- malgré les divergences marquées entre les trois journaux est aujourd'hui encore très importante.

Il est intéressant de noter que le spectre droite/gauche soit présenté ici comme un spectre opposant deux visions de la spiritualité avec un projet social de l'importance du politique fondé sur un héritage du marxisme d'Amérique latine. Nous pouvons nous demander si cette opposition du spectre politique changera et dépassera la question de la religion avec l'évolution de la société haïtienne. Nous pensons que même si celle-ci perdait une importance dans la forme que peut prendre cette opposition, elle le restera tacitement, dans le contenu latent de l'opposition.

La question du conflit social et de la paix sociale est également commune aux trois journaux. Celle-ci marque les années de lutte que s'est livré le peuple haïtien sous la forme d'antagonisme qui prenait avant la forme d'affranchis et d'esclaves, ensuite de noirs et de mulâtres et enfin de 'pauvres' et de 'riches'. Cet antagonisme profond a pris la forme d'une lutte politique en Haïti tout au long de son histoire et sa réapparition entre une lutte très dichotomique entre les 'pros-Lavalas' et les 'contre-Lavalas' nous renseigne sur le fait que cet antagonisme serait encore présent dans la société haïtienne mais a seulement changé de forme, prenant la forme dichotomique riches/pauvres. Cette longue histoire de l'antagonisme dichotomique en Haïti explique aussi pourquoi certains articles des journaux cherchent de solutions de paix sociale au-delà des luttes qui peuvent sembler l'éternel retour du semblable à l'aune de ces 200 ans de conflits entre deux groupes constitués qui s'affrontent.

Ainsi, la dichotomie pour ou contre Duvalier a cessé d'être une dichotomie par le renversement du régime, mais a permis par la même occasion l'apparition d'une dichotomie pour ou contre les mouvements populaires des petites églises et du Lavalas. De plus, la disparition de cette dictature a mis fin à la lutte contre l'ennemi commun des trois journaux et leur recomposition selon un nouvel axe qui les a divisés.

La longue dictature des Duvaliers et son écrasement de toute tentative de constitution d'une société civile en Haïti font en sorte que les journaux peuvent avoir une pratique journalistique qui frôle la diffamation sans montrer de crainte de subir des conséquences légales. Ce qui traduit que la société haïtienne est encore loin de connaître un régime de droit ou la constitution d'une société civile pleine et entière. Plus encore, l'affiliation directe des journaux aux partis politiques nous témoigne de l'absence d'une séparation entre les journaux 'comme quatrième pouvoir' et le pouvoir politique. Ainsi, la disparition de la dictature des Duvaliers ne semble pas avoir mis en place une presse indépendante mais bien une presse directement alliée aux partis politiques. En l'absence de quatrième pouvoir et d'un pouvoir judiciaire qui peut réguler les relations entre les journaux selon un régime de droit, il semble que la société haïtienne soit handicapée dans le fonctionnement de sa démocratie civile puisqu'amputée de contre-pouvoirs civils ou sociaux.

Notre hypothèse principale qui guida la réalisation de ce texte voulait que la représentation sociale de la pauvreté en Haïti dans les journaux haïtiens à l'étude fera apparaître une tension entre une tentative de définition de la pauvreté en soi avec un usage social de l'économie endogène et une définition de la pauvreté selon un usage social de l'économie propre au Nord. Le terme de « pauvreté » étant une notion idéologique en soi, les discours sur la pauvreté risquent ainsi de nous faire part d'une structuration de la pensée des discours de leur propre société, structuration qui est localisée socialement. Notre hypothèse principale a été confirmée.

Nous voyons à l'aune de notre analyse que la représentation sociale de la pauvreté émise par une forme d'élite du pays vivant pour la plupart en diaspora reste tendue entre une définition de l'usage social de l'économie propre au Nord avec l'importance de l'idéologie développementaliste et l'influence des discours des IBW relativement à la pauvreté dans les pays du Sud. Mais en même temps, cette représentation de la pauvreté demeure sensible à une représentation proche de la théologie de la libération et une vision de la pensée religieuse issue de l'Amérique latine et une influence importante des idées marxistes d'Amérique latine.

Les journaux utilisent des catégories de sens proches des recommandations des IBW relativement à la lutte contre la pauvreté, particulièrement celle de considérer l'économie comme une institution devant offrir des opportunités et celle de faire

mention de la notion d'exclusion. La présence de ces catégories de sens s'explique par le fait qu'Haïti est un pays en voie de développement qui a plus d'une fois eu affaire aux IBW pour renouveler ses prêts. Les catégories de sens « développementalistes » et l'usage des mots qui renvoient à ce discours sont ambiants en Haïti dû à son statut de pays récipiendaire d'aide, l'époque 1990 en fut une particulièrement riche de la présence notamment du FMI dans l'actualité du pays.

Ainsi, les conséquences des politiques des IBW qui ont souvent comme effet d'éroder la société civile en poussant les gouvernements à limiter les dépenses sociales peuvent avoir un effet de renforcement de la constitution du politique dépourvu de société civile. C'est ce que traduit l'antagonisme entre les journaux qui veulent tendre vers le développement économique à tout prix avec un redressement moral en oubliant les incessantes querelles politiques et en promulguant une paix sociale et ceux qui préfèrent restaurer le politique pour que celui-ci mette en place une réforme de l'économie.

Avec une désignation de la pauvreté comme à la fois la masse des gens exclus de la participation politique (la société civile) et des politiques sociales ou encore comme l'ensemble du pays victime d'une paupérisation absolue, les journaux nous donnent une image à la négative du pays. Haïti est décrits comme un pays victime d'antagonismes profonds qui changent de forme avec le temps mais qui semblent constamment refaire surface pour diviser les individus en des luttes qui déchirent le pays. La non-constitution d'une société civile après le départ de la dictature des Duvalier explique que la politique en Haïti prend rarement une autre forme que ces luttes antagoniques qui recouvrent le légal et le civil.

Ce sont ces caractéristiques qui poussent certains à affirmer que le pays au complet ne peut pas se constituer en une entité nationale ou en la continuité de sa tradition culturelle puisque celui-ci est pauvre en son ensemble, il 'n'est pas', il est défini comme le pays qui n'a pas le statut du reste des pays développés. C'est exactement ce dont faisait part Amin lorsqu'il parle des effets des idéologies développementalistes du Nord qui pousse les pays du Sud à être définis à la négative (voir plus haut).

Cependant, cette négativité d'Haïti comme pays pauvre est conjuguée de la présence de ce que le pays est : une tradition culturelle ancienne, le lieu d'un profond antagonisme dû à une histoire et une structure sociale injuste et le lieu où demeurent

quelques personnes qualifiées pour sortir le pays de son état de 'non-lieu'. C'est cette tension entre ces deux structurations de la représentation du pays lui-même qui lui donne la constitution d'une définition à cheval entre une connaissance de l'organisation sociale du pays et ce que le pays pourrait ou devrait être : un pays non pauvre.

C'est cette confrontation de ces divers systèmes – l'économique qui est plus que souvent défini par le Nord et le politique qui est issu d'une tradition historique propre à Haïti- qui s'effectue dans la rédaction d'articles et qui nous permet de comprendre pourquoi cette tension est présente; puisque cette tension, cette confrontation est constitutive de l'espace social haïtien : un pays divisé entre une définition de l'usage social de l'économie propre au Nord qui pousse de plus en plus à l'abandon de la société civile et une conjoncture politique qui se caractérise par l'absence d'une société civile et par la réapparition d'un antagonisme dichotomique profond autant politique (pro et anti Lavalas) qu'économique (exploités et riches). Ce que traduit ceci est qu'Haïti reste encore profondément handicapé de la longue dictature des Duvalier dans le dynamisme et la participation de tous dans l'avenir du pays; cette participation est encore plus handicapée et maintenue par les IBW qui mettent en place un ensemble de mécanismes qui cherchent à pousser le pays dans le même sens d'un manque de participation politique et économique des individus du pays.

Annexes

Schéma d'entrevue

Introduction

L'entretien qui suit a comme but de vous faire parler de vos représentations des journaux et du travail des journalistes haïtiens, de l'économie et la politique en Haïti et enfin de la pauvreté en Haïti.

L'entrevue est d'une durée d'approximativement une heure et demie. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse : nous cherchons à connaître vos représentations quant aux sujets couverts; n'ayez pas de crainte d'élaborer vos réponses.

Les parties de nature confidentielle seront conservées confidentielles. L'entrevue sera enregistrée avec votre consentement et il vous est possible de ne pas répondre à une question dont vous ne préférez pas répondre ou d'arrêter l'enregistrement. Votre participation étant volontaire, il vous est possible à tout moment d'arrêter l'entrevue.

1.- Formation journalistique

Cette première section s'intéresse à la formation que vous avez reçue jusqu'à maintenant. Par formation, nous signifions les études, les stages et les emplois que vous avez déjà occupés.

1.1.- Pourriez-vous me parler de votre formation académique?

Mémos (s'assurer de couvrir les sujets suivants) :

-Pourriez-vous me renseigner sur vos études post-secondaires?

-Où avez-vous étudié?

-Que pouvez-vous me dire sur l'enseignement que vous avez reçu?

1.2.- Pourriez-vous me parler de ce qui vous amener à pratique le journalisme?

Mémos (s'assurer de couvrir les sujets suivants) :

a) (première expérience personnelle)

Parlez-moi un peu de cette expérience de travail.

À quel endroit était-ce?

Quelle était la nature de votre emploi du temps?

Avez vous apprécié travailler à cet endroit?

b) (deuxième expérience personnelle)

Parlez-moi un peu de cette expérience de travail.

À quel endroit était-ce?

Quelle était la nature de votre emploi du temps?

Avez vous apprécié travailler à cet endroit?

Etc.

1.3.- À quel lectorat vous adressez-vous lorsque vous écrivez dans les journaux?

1.4.- Pourriez-vous me décrire vos relations de travail? La dynamique de travail au sein de votre milieu de travail?

1.5.- Sentez-vous des limitations lorsque vous effectuez votre travail de journaliste?

2.- Perception des médias haïtiens

Comme vous le savez déjà il y a de nombreux journaux haïtiens. Ils diffèrent tous l'un des autres par leur propos, leur ligne éditoriale et leur contenu. Cette deuxième partie explore votre perception de certains journaux haïtiens.

1.- Comment percevez-vous la presse haïtienne de manière générale?

2.- Selon vous, de quels journaux est principalement formée la presse écrite en Haïti?

2.1.- Connaissez-vous Le Nouvelliste? Quelle vision avez-vous de ce journal?

Votre expérience vous a-t-elle amené à connaître l'histoire de sa constitution?

Sinon, passez à la question 3.

2.2.- Qu'est-ce qui caractérise ce journal selon vous et le travail de ses journalistes?

2.3.- Selon, vous, ce journal répond-t-il à une ligne politique ou idéologique claire?

2.4.- À quel type de lectorat ce journal s'adresse-t-il, selon vous?

1.-Haiti Progrès

1.1.- Connaissez-vous Haïti Progrès? Quelle vision avez-vous de ce journal?

Votre expérience vous a-t-elle amené à connaître l'histoire de sa constitution?

Sinon, passez à la question 2.

1.2.- Qu'est-ce qui caractérise ce journal selon vous et le travail de ses journalistes?

1.3.- Selon, vous, ce journal répond-t-il à une ligne politique ou idéologique claire?

1.4.- À quel type de lectorat ce journal s'adresse-t-il, selon vous?

2.-Haiti Observateur

2.1.- Connaissez-vous Haïti Observateur? Quelle vision avez-vous de ce journal?

Votre expérience vous a-t-elle amené à connaître l'histoire de sa constitution?

Sinon, passez à la question 3.

2.2.- Qu'est-ce qui caractérise ce journal selon vous et le travail de ses journalistes?

2.3.- Selon, vous, ce journal répond-t-il à une ligne politique ou idéologique claire?

2.4.- À quel type de lectorat ce journal s'adresse-t-il, selon vous?

3.-Haiti en Marche

3.1.- Connaissez-vous Haïti en Marche? Quelle vision avez-vous de ce journal?

Votre expérience vous a-t-elle amené à connaître l'histoire de sa constitution?

Sinon, passez à la question 4.

3.2.- Qu'est-ce qui caractérise ce journal selon vous et le travail de ses journalistes?

3.3.- Selon, vous, ce journal répond-t-il à une ligne politique ou idéologique claire?

3.4.- À quel type de lectorat ce journal s'adresse-t-il, selon vous?

4.- Les journalistes

Nous allons maintenant nous intéresser aux journalistes des journaux haïtiens.

4.1.- Connaissez-vous ou avez-vous déjà connu des journalistes écrivant dans l'un des journaux de la presse haïtienne?

Sinon, passez à 3.

4.2.- Quelles impressions avez-vous de ces journalistes haïtiens que vous connaissez ou que vous avez connus?

4.4.- Vous sentez-vous différent de ces journalistes? pourquoi?

4.5.- Quel était la formation académique (institution, lieu et nature de la formation) qu'avaient reçu les journalistes que vous connaissez ou que nous avez connus?

5.- Perception d'Haïti.

Cette dernière section s'intéresse à l'économie et la politique en Haïti.

5.1.- Questions d'ordre général.

5.1.1.- Cela fait-il longtemps que vous avez quitté Haïti?

5.1.2.- Est-ce que vous retournez souvent en Haïti?

5.1.3.- Comment dériveriez-vous la situation sociale, politique et économique en Haïti?

5.1.4.- Selon, vous, y aurait-il des solutions pour améliorer la situation d'Haïti?

5.1.5.- Pensez-vous qu'Haïti est un pays pauvre?

Si oui, pourquoi?

Si oui, pensez-vous qu'il y aurait des causes à la situation de la pauvreté en Haïti?

Si oui, pensez-vous qu'il y aurait des solutions à la situation de la pauvreté en Haïti?

5.2.- L'administration publique.

Comment qualifieriez-vous le secteur public en Haïti? Avez-vous une opinion à cet effet?

5.2.1.- Comment qualifieriez-vous l'administration publique (fonctionnaires) en Haïti? Avez-vous une opinion à cet effet?

5.2.2.- Avez-vous des opinions tranchées en politique de manière générale?

Quelle est votre opinion des politiciens en général?

Quelle est votre opinion des politiciens du Canada? Des États-Unis?

Quelle est votre opinion des politiciens d'Haïti?

5.2.3.- Comment qualifieriez-vous les professionnels (médecins, journalistes, sociologues, économistes, etc.) en Haïti? Avez-vous un opinion à cet effet?

5.3.- L'économie.

Comment qualifieriez-vous l'économie en Haïti? Avez-vous une opinion à cet effet?

5.3.1.- Avez-vous des opinions tranchées en économie de manière générale?

Quelle est votre opinion de l'économie en général?

Quelle est votre opinion de l'économie mondiale?

Quelle est votre opinion de l'économie au Canada? des États-Unis?

Quelle est votre opinion de l'économie en Haïti?

5.4.- la Pauvreté.

5.4.1.-Il est de notion courante d'affirmer qu'il y a des pauvres en Haïti. Êtes-vous d'accord avec cette affirmation?

Si oui, qui sont, selon vous, ces pauvres? Passer aux questions suivantes.

Si non pourquoi? Passez à la question 3.4.2 et ensuite passez à la conclusion.

5.4.2.- Selon vous, existe-t-il aussi des riches en Haïti?

Si oui, qui sont-ils? Passer aux questions suivantes.

Si non pourquoi? (sauter les questions 3.4.3 et 3.4.4)

5.4.3.- Les pauvres et les riches entretiennent-ils des relations selon vous?

5.4.4.- Les pauvres et les riches se côtoient-ils selon vous?

5.4.6.- Comment vivent les pauvres en Haïti?

Où vivent-ils?

Quelle est leur occupation?

Se distinguent-ils par des pratiques de la vie courante?

5.4.7.- Y-a-t-il, selon vous, une cause à la pauvreté des démunis en Haïti?

Conclusion

Pensez-vous que nous avons tout couvert relativement aux journaux et du travail des journalistes haïtiens, de l'économie et la politique en Haïti et enfin de la pauvreté en Haïti?

Y a-t-il quelque chose que vous voudriez ajouter?

Je vous remercie du temps que vous m'avez attribué, votre contribution sera d'une grande aide dans les développements de la recherche.

Bibliographie

Monographies

Amin, S., *La Déconnexion, Pour Sortir du Système mondial*, La Découverte, Paris, 1986, 333 pages.

Amin, Sa., *Le Développement inégal, Essai sur les Formations sociales du Capitalisme périphérique*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1973, 339 pages.

Amin, S., *L'Eurocentrisme: Critique d'une Idéologie*, Édition Anthropos, Paris, 1988, 157 pages.

Amin, S., *l'Impérialisme et le Développement inégal*, Éditions de minuit, Paris, 1976, 193 pages.

Amin, S. (sous la direction de), *La Crise de l'Impérialisme*, Édition de Minuit, Paris, 1975, 189 pages.

Bardin, L., *L'analyse de contenu*, Presse Universitaire de France, Paris, 1993, 291 pages.

Barthélemy, G., *L'Univers rural Haïtien : la pays en dehors*, l'Harmattan, Paris, 1990, 183 pages.

Boltanski L., et Chiapello, E., *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999, 843 pages.

Blot, L.-G., *L'Église Catholique dans l'Espace socio-politique Haïtien (1980-2002)*, Thèse de Doctorat en Sociologie, [Montréal] : Université de Montréal, 2004, 412 pages.

Castel, R., *Les Métamorphoses de la Question sociale, une Chronique du Salarial*, Fayard, Paris, 1995, 813 pages.

Declerck, P., *Les Naufragés*, Plon, Paris, 2001, 457 pages.

Douyon, E.(sous la direction de), *Culture et Développement en Haïti*, Léméac, Montréal, 1972, 233 pages.

Elia-Sarfati, G., *Éléments d'Analyse du discours*, Nathan Université, Paris 1997, 127 pages.

- Emmanuel, A., *L'échange inégal : Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, François Maspero, Paris, 1969, 422 pages.
- Günder Frank, A. *Le Développement du Sous-Développement*, François Maspero, Paris, 1970, 371 pages.
- Godelier, M., *L'idéal et le matériel*, Fayard, Paris, 1984, 345 pages.
- Goffman, E., *Les Cadres de l'Expérience*, les éditions de minuit, Paris, 1991, 573 pages.
- Granger, *L'explication dans les sciences sociales*, Flammarion, Paris, 1973.
- Houtart et Remy, *Les Référents culturels à Port-au-Prince*, CRESFED, Port-au-Prince, 2001, 100 pages.
- Hubon, L. *Culture et Dictature en Haïti : l'Imaginaire sous Contrôle*, éd. L'Harmattan, Paris, 1979, 207 pages.
- Karazivan, L., *L'Idéologie utopique dans le Tiers Monde : le Cas du Projet social Cubain*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, 1996, 183 pages.
- Labelle, M., *Idéologie de Couleur et Classes sociales en Haïti*, thèse de Philosophie Doctor (anthropologie), Département d'Anthropologie, UDM, 1976, 501 pages.
- Lewis, O., *Les Enfants de Sanchez : Autobiographie d'une Famille Mexicaine*, Gallimard, Paris, 1963, 638 pages.
- Marx, K., *L'Idéologie Allemande*, éditions sociales, Moscou, 1972, 142 pages.
- Messu, M., *La pauvreté Cachée, une Analyse Bachelardienne du Concept de la Pauvreté*, CRÉDOC, Paris, 2003, 177 pages.
- Poupart, J., *Recherche qualitative : Enjeux épistémologique et méthodologique*, Gaëtan Morin Éditeur, Montréal, 1997, 405 pages.
- Polanyi, K., *La Grande Transformation. Aux Origines politiques et économiques de notre Temps*, Gallimard, Paris, 1983, 420 pages.
- Rahnema, M., *La Production de la Pauvreté*, sur le web : http://www.solidarite.asso.fr/actions/mr_pauvrete.htm
- Baggiani, D., Larcher, P. (éditeurs), *Du sens : tours, détours et retours du sens dans les sciences humaines d'aujourd'hui : actes du Séminaire de l'École doctorale*

"Lettres et sciences humaines" de l'Université de Provence, 24-25 novembre 1993, Université de Provence, Études Doctorales, Aix-en-Provence, 1995, 171 pages.

Saint-Gérard, Y., *Haïti 1804-2004 entre mythe et réalités*, le Félin, Paris, 2004, 268 pages.

Simmel, G., *Sociologie: étude sur les formes de la socialisation*, PUF, Paris, 1999, 756 pages.

Wallerstein, I.(Sous la direction de)., *Origines and Perspectives on the World System*, Black Rose Books, Montréal, 1975, 169 pages.

Articles de revues

Altheide, D., The News media, the problem frame, and the production of fear, *The Sociological Quarterly*, v.38, no.4, 1997.

Bouillon, A., Emprise discursive et domination, *Communications*, Vol. 1, no.28, 1978.

Bouilloud, J-P., Epistemological aspects of clinical sociology, *International Sociology*, vol. 12, no. 1, 1997.

Bourdieu, P. (sous la direction de), Actes de recherche en sciences sociales, no. 101-103, 1994.

Brosseau, G., Le journal, Acteur urbain? Le Droit et la vocation du Centre-ville de Hull, *Recherches sociographiques*, v. XLIII, no. 3, 2002

Lacey, C. et al., The Press and public access to the environment and development debate, *The sociological Review*, vol.41 (may 1993).

Oreillard, B., Approche sociologique de la Presse à Porto Rico et en Guadeloupe/Martinique, *Études de Caraïbes*, V.25, no.2, 1992.

Roberts, R., Power/knowledge and discredited identities: media representations of herpes, *The Sociological Quarterly*, Vol.38, no. 2, 1997.

Sabourin, P., Médiateurs et médiations sociales constitutives de l'épistémè de la connaissance économique au Québec dans la première moitié du XXe siècle, *Sociologie et sociétés*, en préparation.

Sauvant, K., From Economic to Socio-Cultural Emancipation : The Historical Context of the New International Economic Order and the New International Socio-Cultural Order, *Third World Quarterly*, pages 49 à 61.

Tawnya, Ferguson, Phillips, Wasburne; News in my Backyard: media and democracy in an 'all American' city, *The sociological Quarterly*, Vol.41, no. 21, 2000.

Wasburn, R., The symbolic construction of Russia and the United States on Russian National Television, *The Sociological Quarterly*, v.38, no. 4, 1997.

Articles de journaux

405 Réfugiés déportés en Haïti : d'où étaient-ils Partis ? *Haïti Progrès*, Vol. 17, no. 42, 5 au 11 janvier 2000.

Attention Misère!, *Haïti en Marche*, Vol. 11, no.48, 7 au 13 janvier 1998.

Agnant, M., Le Choix préférentiel des Pauvres, *Haïti Progrès*, Vol. 9, no.23, 25 au 1^{er} octobre 1991.

Alphabétisation : Aristide Définit ses Enjeux, *Haïti Progrès* Vol. 9, n° 19, édition du 7 au 13 août 1991.

Bidonville et Modernité, *Le Nouvelliste*, # 36 209, mercredi 30 mai 2001.

Bientôt nouvelle pénurie des produits pétroliers en Haïti, *Haïti Observateur*, vol. 21, no.13, 19 au 26 septembre 1990.

Cité l'Éternelle, à la Volonté de l'Éternel..., *Haïti en Marche*, Vol. 12, no. 38, 28 octobre au 3 novembre 1998.

Colloque sur l'insertion économique des Jeunes : Comment l'Insertion dans un pays qui cultive l'Arriérisme?, *Haïti en Marche*, Vol. 13, numéro 31, mercredi le 1^{er} septembre 1999.

Comment Faire l'Insertion dans un Pays qui Cultive l'Arriérisme?, *Haïti en Marche*, Vol. 13, no. 30, 1^{er} septembre 1999

Départ de l'ex-président Trouillot, *Le Nouvelliste*, no. 34.142, lundi 9 septembre 1991.

Désinformation : Haïti Observateur, A nous Deux!, *Haïti en Marche*, , Vol 5, no. 39, 13 au 19 novembre 1991.

Des Perles de Partout, *Haïti Observateur*, vol. 22, no.13, septembre 1991.

D'où étaient-ils partis?, *Haïti Progrès*, Vol. 17, no. 42, 5 au 11 janvier 2000.

Économie et Coup d'État : ce que Coûte à la Nation l'Entreprise Irréfléchie des Militaires, *Haïti en Marche*, Vol 5, no. 36, 23 au 29 octobre 1991.

Embargo total : le gouvernement fantoche acculé, *Haïti Progrès*, Vol.22, no.15, 16 au 22 octobre 1991.

En Haïti : une situation économique préoccupante. *Haïti Observateur*, vol. 21, no.27, 28 novembre au 5 décembre 1990.

Et le Pauvre Pays dans tout Ça? *Haïti en Marche*, vol. 12, no. 52, 3 au 9 février 1999.

FMI : Aristide forcé de S'expliquer par sa Base, rebelles sans Cause..., *Haïti en Marche*, vol. 5, no.31, 18 au 24 septembre 1991.

For Debt Relief Without Conditions, *Haïti Progrès*, Vol.17, no. 32, 27 octobre au 2 novembre 1999.

Gaillot J., La Déclaration de Politique générale du Premier Ministre J.J Honorat, *Le Nouvelliste*, no. 24.161, 15 octobre 1991.

Haiti and the IMF, *Haïti Progrès*, Vol.17, no.33, du 3 au 9 novembre 1999.

Haïti en Marche : où sont les Preuves?, *Haïti Progrès*, Vol. 9, no.18, 31 juillet au 6 août 1991.

Haïti sous Embargo : Exode massif Hors de la Capitale, *Haïti en Marche*, Vol 5, no. 35, 16 au 22 octobre 1991.

Haïti- USA : Un Jeu au Chat et à la Souris, *Haïti en Marche*, Vol.14, no.50, 13 au 20 septembre 2000.

Haïti : Vers la Fin de l'Isolement économique, *Le Nouvelliste*, # 36 187, 26 avril 2001.

Insertion des Jeunes : la Comédie se Poursuit! *Haïti Progrès*, Vol.17, no.24, du 1^{er} au 7 septembre 1999.

Installation de Mme Trouillot comme président provisoire de la République, *Le Nouvelliste*, n° 33.764, mardi 13 mars 1990.

Haiti and the IMF, *Haïti Progrès*, Vol.18, no.7, 3 au 9 Mai 2000.

Haïti en Marche : où sont les Preuves?, *Haïti Progrès*, Vol. 9, no.18,31 juillet au 6 août 1991.

Haïti Observateur et Jacques Dady Jean Démasqués, *Haïti Observateur*, Vol.22, n0.15, 21 au 27 août 1991.

Haïti sous Embargo : Exode massif Hors de la Capitale, *Haïti en Marche*, Vol 5, no. 35, 16 au 22 octobre 1991.

Jalouzi : A Neighborhood of Misery in the Hearth of Petionville, *Haiti Progrès*, Vo.17, no.46, 2 au 8 février 2000.

La Démocratisation du Crédit rural en Haïti : un Moyen efficace de Lutte Contre l'Exclusion, *Haïti en Marche*, Vol. 12, no.43, 2 décembre 1998.

La Hausse des Prix incontrôlables? *Haïti Progrès*, vol.18, no.31, 18 au 24 octobre 2000.

L'Aide à Haïti va être débloquée : Jimmy Carter Satisfait des élections, *Haïti Observateur*, Vol. 22, no.29, 19 au 26 décembre 1990.

L'APDESE : *Haïti en Marche*, Vol. 13, numéro 33, mercredi le 22 septembre 1999.

L'Appel à la grève de Sylvio Claude n'est pas suivi, *Haïti Observateur*, Vol.21, no.9, 11 au 18 juillet 1990.

La Problématique des Enfants de la Rue et la Question de l'Éducation en Haïti, *Haïti en Marche*, Vol. 13, numéro 33, mercredi le 22 septembre 1999.

Lavalasgate, le FBI sur la Piste des Faussaires Haïti-Progrès Compromis, *Haïti Observateur*, vol.20, no.9, 17 au 24 juillet 1991.

L'Exploitation des Haïtiens en France, *Haïti Observateur*, vol.21, no.16, 12 au 19 septembre 1990.

Le Meilleur du Monde et le Pire : Deux Visions d'Haïti... et du Monde, *Haïti Progrès*, Vol.17, no.41, 29 décembre 1999 au 4 janvier 2000.

Le Nationalisme : Quant on Veut Noyer son Chien, on l'Accuse de Rage *Haïti Progrès* Vol.17, no.41, 29 décembre 1999 au 4 janvier 2000.

Le nouveau gouvernement aurait Intérêt à Négocier Avec le FMI, *Le Nouvelliste*, no 33.770, mardi 20 mars 1990.

Le Peuple haïtien dans une Profonde Angoisse, *Haïti Observateur*, Vol.21, no.5, 13 juin 1990

Le Président Aristide renversé par l'Armée, *Le Nouvelliste*, N° 34. 157, mercredi 9 octobre 1991.

Les industries et le commerce au bord de la faillite, *Haïti Observateur*, Vol.21, no.14, 15 au 22 août 1990.

Les Négociations entre le gouvernement et le FMI se poursuivent, *Le Nouvelliste*, no. 34. 142, 9 septembre 1991.

Les Organisations populaires Veulent Participer, *Haïti Progrès*, Vol.18, no.31, du 13 au 19 décembre 2000.

Le Pétrole considéré comme une arme préoccupante en Haïti, no. 24.160, 14 octobre 1991.

La Problématique des Enfants de la Rue et la Question de l'Éducation en Haïti, *Haïti en Marche*, Vol. 13, no. 33, mercredi le 22 septembre 1999.

Le Nationalisme : Quant on Veut Noyer son Chien, on l'Accuse de Rage, *Haïti en Marche*, vol 13, no.41, mercredi le 17 novembre 1999.

Le Mal-être haïtien, *Haïti Observateur* Vol.21, no.14, 15 au 22 août 1990

Liste des Participants aux Manifestations Anti-Embargo, *Haïti Progrès*, Vol.18, no.32, 25 novembre au 3 décembre 1991.

Miles, M., For Debt Relief Without Conditions, *Haïti Progrès*, Vol.17, no.32, 27 Octobre au 2 novembre 1999

Monter le Peuple Contre le Peuple, *Haïti en Marche*, Vol. 13, no. 18, 28 avril au 4 mai 1999.

NCHR and Human Rights Watch Join in Haiti Destabilization Campaign *Haïti Progrès*, Vol.18, no.9, 3 au 9 mai 2000.

Petite Goave : Residents Complain about Drug Buster *Haïti Progrès*, Vol.17, no.33, 3 au 9 novembre 1999.

Reconduction du budget et de la politique gouvernementale, *Haïti Progrès*, Vol.17, no.30, 13 au 19 octobre 1999.

Réfugiés : Des Enfants soumis à la Loi de la Jungle, *Haïti Progrès*, Vol.17, no.43, 13 au 18 janvier 2000.

Pesants Organises Against Thieves, *Haiti Progrès*, vol.17, no.22, 18 au 24 août 1999.

Qui est responsable de la Souffrance du Peuple Haïtien?, *Haiti Observateur*, Vol. 32, no.30, 25 juillet au 1^{er} août 2001

Salaire Minimum : qui est gagnant? *Haiti Progrès*, Vol.9, no.24, 28 août au 3 septembre 1991.

Sanctions : la Fin du Chantage? *Haiti Progrès*, Vol.18, no.26, 13 au 19 septembre 2000.

Workers Fight for Union Recognition on Orange Plantation, *Haiti Progrès*, Vol.19, no.9, 16 au 22 mai 2001.

Sites internet

<http://www.haitienmarche.com/sommaire.php>

<http://www.haiti-progres.com>

<http://www.haiti-reference.com/arts/media/media-ecrit.html>

<http://www.solidarite.asso.fr>